

UNIVERSITÉ D'OTTAWA
23-25 MAI 2018

56^e

CONGRÈS
ANNUEL

SQ
SP société québécoise
de science politique



uOttawa

#SQSP2018

LA SCIENCE POLITIQUE ET LA MULTI/INTER/TRANSDISCIPLINARITÉ :
QUELLES REMISES EN QUESTION ET QUELLES RECONFIGURATIONS ?

Comité organisateur

Christian Rouillard

Président, Société québécoise de science politique
Université d'Ottawa

Priscyll Anctil Avoine

Coordonnatrice
Société québécoise de science politique

Comité scientifique

Christian Rouillard
Geneviève Tellier
Dalie Giroux
Dimitrios Karmis
Hélène Pellerin
Luc Turgeon

Partenaires



Cabinet du vice-recteur à la recherche

Message du Président de la Société québécoise de science politique



Chères congressistes,
Chers congressistes,

C'est un plaisir de vous accueillir à l'Université d'Ottawa pour le 56^{ième} Congrès annuel de la Société québécoise de science politique (SQSP), du 23 au 25 mai 2018. Sous le thème de la reconfiguration de la science politique à la lumière de la multi/inter/transdisciplinarité, plus de 150 participants se réuniront pour partager le fruit de leur recherche à travers 21 ateliers regroupés sous 4 grandes sections, à savoir: A. Du municipal à l'international: mise en scène de la science politique; B. L'interdisciplinarité en science politique; C. Science politique canadienne et québécoise: diversité, enjeux et défis; D. Contestation et décolonisation de discipline.

Se déroulant exclusivement dans le Pavillon des sciences sociales, situé au cœur du campus et inauguré en octobre 2012, les congressistes pourront bénéficier d'un environnement certifié LEED, de ses salles de classes et de sa salle multifonctions bénéficiant des derniers développements technologiques. L'École d'études politiques est située au 7^{ième} étage et son secrétariat (pièce 7005) demeure à la disposition des congressistes qui auraient des questions sur le campus ou son environnement immédiat, incluant le célèbre Marché By situé à seulement une quinzaine de minutes de marche.

L'organisation du colloque n'aurait pu se faire sans le travail acharné de la coordonnatrice de la SQSP, Priscyll Anctil Avoine, que je remercie chaleureusement pour son dévouement, son sens de l'initiative et sa constante disponibilité. Je suis aussi reconnaissant envers les membres du Comité organisateur, mes collègues Dalie Giroux, Dimitrios Karmis, Hélène Pellerin, Geneviève Tellier et Luc Turgeon, pour leur irremplaçable contribution. De même, il faut remercier les nombreux étudiant.e.s diplômé.e.s de l'Université d'Ottawa qui agiront comme bénévoles durant le congrès pour assurer le soutien logistique. Également, l'appui des membres du Conseil d'administration de la SQSP a été déterminant pour mener à bien ce projet et je les remercie tous. Enfin, je tiens à exprimer ma reconnaissance à l'École d'études politiques, à la Faculté des sciences sociales, au Cabinet du vice-recteur à la recherche et au Centre d'études en gouvernance pour leur appui financier.

En terminant, j'invite tout le monde à se joindre à nous pour la conférence inaugurale du congrès, mercredi 23 mai à 15h45 à la salle FSS4007, où nous pourrons entendre le professeur Christian Laval (Université Paris-Nanterre) nous présenter ses travaux et réflexions sur la mutation historique qui affecte l'enseignement supérieur et nous touche toutes et tous. Cette importante conférence inaugurale sera immédiatement suivie d'un cocktail de bienvenue à l'extérieur de la salle pour se retrouver, dans un contexte informel, après cette première journée de congrès. Le lendemain, soit jeudi le 24 mai (17h30, salle FSS4007) n'oubliez pas de venir célébrer les récipiendaires des prix Jenson-Pétry et Bélanger-Andrew remis respectivement pour le meilleur mémoire de maîtrise et la meilleure thèse de doctorat en science politique.

Bon congrès 2018 !

Christian Rouillard
Université d'Ottawa
Président de la Société québécoise de science politique

Politique et Sociétés

La revue de la Société québécoise de science politique

Message de la directrice de la Revue *Politique et Sociétés*



Chères participantes, chers participants,

La revue *Politique et Sociétés* est la seule revue générale de science politique francophone en Amérique du Nord. L'objectif de la revue est de diffuser la réflexion et la recherche de langue française provenant tant du Québec que de l'étranger. Respectant les exigences académiques en vigueur dans la discipline, nous publions des articles originaux dans toutes les orientations ainsi que sur tous les aspects de ce domaine de recherche. Si la revue n'hésite pas à affirmer sa différence en accordant une attention particulière à la société québécoise, elle demeure aussi attentive aux événements et aux phénomènes qui animent les autres sociétés. La revue joue ainsi un rôle important dans la mise en perspective des faits saillants de l'actualité ainsi que dans l'analyse des enjeux variés que soulève l'organisation de la vie politique.

Nous vous invitons à soumettre vos articles et/ou vos idées de numéro thématiques pour prolonger votre expérience du Congrès et ainsi faire vivre les débats académiques en français en Amérique du Nord !

Pascale Dufour

Université de Montréal

Directrice de la *Revue Politique et Socié*

Table des matières

Séance A – Du municipal à l’international : mise en scène de la science politique.....	7
Atelier A1 – Influence et information : en quête de l’intégrité publique	7
Atelier A2 – Les arcanes de la scène politique municipale: des symboles aux actes	10
Atelier A3 – La justice transitionnelle, carrefour des sciences sociales du politique? Théories en usage et milieu international du traitement des passés violents	13
Atelier A4 – La cartographie dans l’atelier du politiste. Est-il parfois nécessaire de cartographier pour mieux sociologiser	17
Atelier A5 – La nouvelle para diplomatie identitaire	20
Atelier A6 – Atelier multidisciplinaire : politiques publiques, processus électoraux et perspectives internationales.....	25
Séance B – Interdisciplinarité en science politique.....	31
Atelier B1 – La science politique contemporaine comme discipline carrefour : entre effort holistique, prétention gnoséologie et anarchisme méthodologique.....	31
Atelier B2 – Penser l’interdisciplinarité de la science politique avec Harold Laswell ..	34
Atelier B3 – La transformation de la participation et de l’engagement politique : interroger les (im)possibles d’un objet de recherche multidisciplinaire	37
Atelier B4 – Finances publiques et réformes fiscales : un regard multi/inter/transdisciplinarité	41
Séance C – Science politique canadienne et québécoise : diversité, enjeux et défis.....	43
Atelier C1 – Les enjeux liés à la diversité au Québec et au Canada	43
Atelier C2 – Le PQ 50 ans plus tard	46
Atelier C3 – L’université démocratique et le tournant managériale: reconfiguration de la gouvernance et de la politique universitaire au Québec et en Ontario	51
Atelier C4 – Bilan des réalisations du gouvernement de Philippe Couillard	53
Atelier C5 – Minorités et droits linguistiques: des promesses et des défis de la recherche interdisciplinaire	55
Atelier C6 – Ré-imaginer le Canada : de l’État binational à l’État multinational	56
Atelier C7 – Le Canada et le Québec : partis politiques et identités.....	59
Séance D – Contestations et décolonisation de la discipline	61
Atelier D1 – Perspectives féministes décoloniales : quel apport en science politique?	61
Atelier D2 – Le genre comme catégorie d’analyse en science politique: perspectives, enjeux et études de cas	66
Atelier D3 – Féminismes en marge: théories politiques, pratiques académiques et action collective	71

Atelier D4 – Décoloniser la mémoire. Histoire, oubli et résilience dans la formation des identités politiques post-coloniales 77

Atelier D5 – La construction des problèmes politiques au prisme des émotions..... 81

Activités spéciales..... 85

Horaires et locaux..... 87

Carte du campus de l'Université d'Ottawa..... 90

Carte de la ville d'Ottawa..... 91

Séance A – Du municipal à l'international : mise en scène de la science politique

Atelier A1 – Influence et information : en quête de l'intégrité publique

Responsables : MAXIME BOUCHER, University of Waterloo (maxime.boucher@uwaterloo.ca) et CHRISTOPHER COOPER, Université d'Ottawa (ccooper4@uottawa.ca)

Description de l'atelier:

Cet atelier propose d'étudier les thèmes de la corruption et de l'imputabilité dans les sociétés démocratiques. Son objectif central est de mettre en lumière les divers aspects de l'intégrité publique et d'expliquer en quoi ils affectent la gouvernance démocratique. En définitive, rassembler la recherche sur ces enjeux de gouvernance permet d'identifier les nouvelles réalités et de mettre à jour notre conception de l'intégrité et de ce qu'elle implique pour l'exercice du pouvoir. En adoptant cette démarche, l'atelier « Influence et information » veut également contribuer aux réflexions plus larges sur les formes de corruption et d'imputabilité qui sont associées aux différentes facettes du processus politique. Pour ce faire, l'atelier s'intéresse à la recherche sur les relations entre les politiciens et les fonctionnaires. Dans cette perspective, l'atelier invite les discussions sur l'intégrité et l'imputabilité des politiciens et fonctionnaires à divers niveaux et paliers de gouvernance. Un second enjeu d'intérêt concerne les échanges entre le gouvernement, la bureaucratie et les intérêts privés. En questionnant ces différents types de relation de pouvoir, l'atelier veut jeter les bases d'une réflexion élargie sur la nature de l'intégrité publique dans les démocraties contemporaines.

Panel A1.1

Mercredi 23 mai 2018 14h00-15h30

Lieu : FSS-4013

DENIS SAINT-MARTIN, Université de Montréal (denis.saint-martin@umontreal.ca) et SIMON ST-GEORGES, Université de Montréal (simon.stgeorges@gmail.com)

The « Arthur Anderson Effet »: Business Power and the Re-making of the Rules against Business Corruption

Cet article s'intéresse à la diffusion internationale des nouveaux mécanismes de justice alternative développés pour lutter contre la corruption d'entreprises depuis le début des années 2000. L'objectif est de soumettre au test empirique l'hypothèse du "business power" en économie politique pour expliquer la propagation des Accords de poursuites suspendus (aussi appelés « deferred prosecution agreements » ou DPAs) dans le monde. Les DPAs permettent à l'État de suspendre, et souvent d'annuler des poursuites criminelles contre des entreprises sans aveu de culpabilité de leur part et moyennant des paiements pécuniaires. Cette absence de responsabilité criminelle permet alors à plusieurs entreprises d'obtenir de nouveaux contrats publics de leur gouvernement, ce qui engendre des critiques quant à l'effet dissuasif de la loi et de sa sanction. Les tenants de cette nouvelle politique publique argumentent toutefois qu'elle favorise la divulgation des crimes par les entreprises elles-mêmes et qu'elles sont tant efficaces qu'efficaces. Or ces hypothèses, tirées de la « nouvelle économie institutionnelle », n'ont pas encore fait l'objet d'un examen empirique, critique et systématique. Cet examen est d'autant plus nécessaire maintenant que les DPAs se sont déjà répandus, sous diverses formes, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France tout en étant considérés en Australie, au Canada et dans plusieurs autres pays.

RAOUL TAMEKOU, Université de Montréal (raoul.tamekou.tsowa@umontreal.ca)

Corruption et trajectoire étatique: réflexions à partir du cas du Botswana

L'idée principale défendue dans la présente contribution suggère que la corruption en Afrique est étroitement associée au processus de formation de l'État, ou à l'historicité des rapports entre l'État ou l'autorité politique légitime et les autres corps sociaux, à différentes périodes de l'histoire. L'intensité du phénomène, ses formes et manifestations dominantes dans une société sont révélatrices des trajectoires et des modalités de consolidation et d'institutionnalisation de l'ordre étatique, et de ses dynamiques constitutives : citoyenneté, bien commun, espace public, distinction public/privé, ordre civique. D'où l'intérêt d'une approche historique. Parmi les différents récits généalogiques qui sont proposés sur la corruption en Afrique, deux en particulier méritent d'être étudiés. Le premier met l'accent sur l'histoire récente de l'Afrique, qui commence après les indépendances. Dans cette interprétation, la réalité de la corruption est liée aux trajectoires d'institutionnalisation de l'État postcolonial, et en particulier à la mise en place d'un État développemental (Evans, 1995).

MAXIME BOUCHER, Université de Waterloo (maxime.boucher@uwaterloo.ca) et
CHRISTOPHER COOPER, Université d'Ottawa (ccoope4@uottawa.ca)

Influence et information : le lobbying comme réponse à l'incertitude politique?

Les activités de lobbying des entreprises et des associations de la société civile nous sont souvent présentées comme une réaction aux risques et à l'incertitude associés aux décisions politiques. Mais comment cette conceptualisation du lobbying se traduit-elle dans la réalité? Le lobbying est-il une réponse aux changements dans la gouvernance d'un secteur d'activité? Est-ce que les organisations réagissent aux aléas de la vie politique en se mobilisant en lobby et en redoublant d'effort dans leurs campagnes politiques? Enfin, les changements et incertitudes générés par les remaniements ministériels et les processus électoraux sont-ils des sources de risque qui motivent l'investissement dans ces activités de représentation politique? En mobilisant les données du registre canadien des lobbyistes sur une période de près de dix ans (2008-2017), ce papier examine l'impact des changements de ministres et de sous-ministres sur les relations entre les lobbys et le gouvernement fédéral. L'objectif de recherche est de déterminer si le remplacement ou la nomination de nouveaux ministres et sous-ministres, ou même encore l'élection d'un (nouveau) gouvernement, génère une croissance des activités de lobbying visant les postes qui accueillent ces nouveaux acteurs gouvernementaux.

CHRISTOPHER COOPER, Université d'Ottawa (ccoope4@uottawa.ca)

La vérité au pouvoir

De plus en plus de recherches suggèrent que le fait d'isoler les carrières des bureaucrates de toute influence politique et de nommer du personnel sur la base du mérite est un élément clé de la bonne gouvernance. Le recrutement méritocratique conduit les fonctionnaires non seulement à développer des préférences différentes de celles du gouvernement, mais également à accroître leur disposition à exprimer des opinions dissidentes à leurs supérieurs. Pourtant, la relation entre le recrutement au mérite et la volonté de dire la vérité au pouvoir a échappé à l'examen empirique. À l'aide des données du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux, cet article met à l'épreuve la relation entre la méritocratie et la crainte de représailles des employés pour exprimer une opinion dissidente à leur superviseur. Les résultats de la régression logistique ordonnée multivariée contrôlant les caractéristiques personnelles des employés, la taille de l'organisation et le leadership éthique des gestionnaires montrent une relation négative statistiquement significative entre le recrutement méritocratique et la peur des employés d'exprimer leurs opinions dissidentes à la hausse.

MAXIME PELLETIER, Université de Montréal (maxime.pelletier.2@umontreal.ca)

Gouvernance informelle des réseaux de corruption: le cas d'une municipalité de moyenne taille

Selon la Nouvelle Économie Institutionnelle, les acteurs corrompus font face à des coûts de transaction élevés, notamment parce qu'ils ne peuvent s'appuyer sur des mécanismes contractuels classiques afin de gouverner leurs échanges (contrats écrits, recours au système légal en cas de bris de l'entente, etc.). Les acteurs corrompus doivent donc avoir recours à des mécanismes de gouvernance informels afin de réduire leurs coûts de transaction et afin de se maintenir la stabilité du réseau dans le temps. Cet

article s'intéresse à ces mécanismes de gouvernance informelle mis en place afin d'encadrer l'attribution frauduleuse de contrats publics dans la Ville de Boisbriand dans les années 2000. Durant cette période, certains élus de la municipalité ont travaillé conjointement avec des firmes de génie-conseil afin d'accorder à ces firmes des contrats de travaux publics sans procéder à un appel d'offres respectant les règles en vigueur. L'analyse décrit les stratégies employées par les acteurs afin de diminuer les risques et les coûts de transactions de l'échange corrompu tout en contournant les barrières formelles à ce genre de comportements. Une attention particulière est accordée à la relation entre élus et fonctionnaires au sein de ce réseau, et à la façon dont les mécanismes de gouvernance informels sont imbriqués aux règles régissant les relations normales entre les élus et les fonctionnaires, suggérant que différents mécanismes de gouvernance des réseaux corrompus peuvent émerger dans différents environnements institutionnels.

Atelier A2 – Les arcanes de la scène politique municipale: des symboles aux actes

Responsable : SANDRA BREUX, INRS-UCS (sandra.breux@ucs.inrs.ca)

Description de l'atelier :

Ces dernières années, en dépit d'un intérêt grandissant pour la scène politique municipale, cette échelle de gouvernement recèle encore de nombreux secrets. En effet, les recherches actuelles – généralement fondées sur l'analyse de données agrégées – ont permis de dresser les principales tendances en matière de participation et d'offre électorales. D'autres études, d'ordre qualitatif, ont déchiffré la conception du rôle politique municipal ou bien encore ont caractérisé les types d'élus en présence. Toutefois, l'exercice du pouvoir local ainsi que les motivations individuelles de la participation et de l'abstention demeurent encore largement inexplorés du point de vue de la symbolique, des valeurs et des représentations entourant ces actes. En d'autres termes, la portée, les significations et les symboles associés tant au pouvoir local qu'à la mobilisation/démobilisation électorale restent encore à déchiffrer. L'objectif de cet atelier vise donc à creuser ces deux thématiques.

Panel A2.1

Jeudi 24 mai 2018 9h30-11h00

Lieu : FSS-4015

NICOLE GOODMAN, Université de Toronto (nicole.goodman@brocku.ca)

Qui vote en ligne? Une analyse des votes en ligne et par bulletin papier des élections municipales de l'Ontario en 2014

Qui vote en ligne ? Et, en quoi le profil d'un électeur en ligne diffère-t-il de ceux qui votent par bulletin papier ? Plus précisément, le vote par Internet encourage-t-il la participation aux élections de catégories de personnes traditionnellement sous-représentées telles que les jeunes ou ceux qui se définissent comme des électeurs occasionnels ou abstentionnistes ? À partir d'une base de données unique obtenue lors des élections municipales de 2014 en Ontario, cet article propose une analyse des types d'électeurs enclins à voter en ligne ou par bulletin papier, leur antécédent de vote, l'influence du vote en ligne sur leur participation ainsi qu'une étude de la relation entre leur comportement électoral et la nature de leur vote (en ligne ou par bulletin papier). Les résultats montrent que le vote en ligne ne permet pas une participation accrue des jeunes électeurs, mais attire davantage les électeurs qui votent régulièrement. Les résultats montrent également que l'efficacité interne, l'intérêt politique et la confiance des électeurs sont corrélés avec le choix de la nature du vote. Les électeurs ayant choisi de voter en ligne montre à la fois un plus grand intérêt politique et une volonté d'exprimer leur opinion plus forte. Toutefois, ils ont moins confiance au système politique que ceux ayant voté par bulletin papier. Le fait qu'un électeur croit que sa voix compte représente le facteur prédictif le plus puissant du choix de la nature du vote.

GUY CHIASSON, Université du Québec en Outaouais, ANNE MÉVELLEC, Université d'Ottawa (mevellec@uottawa.ca) et JEAN-SÉBASTIEN CARON-DEMONTIGNY, Université du Québec en Outaouais

La démocratie des campagnes: ce que nous dit l'élection au suffrage universel des préfets au Québec

Cette communication a pour objet l'élection des préfets dans certaines municipalités régionales de comté du Québec. En effet, depuis 2001, la loi permet aux MRC de troquer le mode de nomination habituel de leur préfet pour une élection au suffrage universel direct. Ce nouveau dispositif électoral, qui éloigne ces MRC du modèle municipal traditionnel canadien, peut être considéré comme une des solutions amenées par le gouvernement du Québec pour lutter contre les effets de la fragmentation municipale québécoise. À partir d'une analyse documentaire (rapports gouvernementaux, revues de

presse), nous nous intéressons aux 16 municipalités qui ont élu leurs préfets en 2017. Cette décision a plusieurs conséquences, qui rencontrent plusieurs thèmes de cet atelier. D'une part, il s'agit de comprendre les ressorts qui ont guidé ce choix : pourquoi certaines MRC décident-elles de soumettre au vote populaire le choix de celui qui en sera le préfet ? Quels sont les arguments mis de l'avant pour justifier un tel choix ? D'autre part, comment se déroule une campagne électorale préfectorale ? Quels sont les profils et les programmes des candidats ? Les résultats présentés ne se limitent pas à faire un état des lieux des dynamiques politiques dans ces MRC. Ils prennent aussi place dans une discussion théorique plus large sur les réponses apportées à la fragmentation municipale. Or les travaux, qu'ils soient issus des choix publics, du nouveau régionalisme ou de la consolidation, portent presque exclusivement sur les milieux urbains. Un détour par le milieu rural québécois, caractérisé par la fragmentation municipale, permet, selon nous, d'alimenter cette littérature et ainsi d'éclairer la manière dont les territoires, par la construction de dispositifs institutionnels, proposent de réponse à la fragmentation municipale.

SALOMÉ VALLETTE, INRS-UCS (salome.vallette@ucs.inrs.ca)

Les citoyens âgés et leur participation électorale à l'échelle municipale

Au Québec, le poids démographique des âgés est en pleine augmentation et continuera de progresser dans les prochaines années avec l'arrivée des *baby-boomers* dans la cohorte des personnes de 65 ans et plus. Cette augmentation n'est pas sans conséquence sur la participation de ce groupe d'âge à l'avenir de la société. On sait en effet que plus un individu vieillit, plus il s'engagera dans son milieu social et plus il sera susceptible de voter. Les données électorales aux derniers scrutins fédéral et provincial au Québec, établissent en effet que le taux de participation des 65 ans et plus est supérieur aux autres catégories d'âge. Ces données ne prennent toutefois pas en compte l'échelle municipale, niveau politique où la participation électorale est traditionnellement plus basse : un électeur sur deux se rend habituellement aux urnes. Néanmoins, pour certains, la scène politique municipale pourrait être modifiée par l'avènement du « pouvoir gris », présumant que les citoyens âgés posséderont l'avantage du nombre, en prendront conscience et feront valoir leurs intérêts en exerçant massivement leur droit de vote. Il donc devient pertinent de se questionner sur les facteurs explicatifs de la participation des âgés aux élections municipales et subséquemment, de comprendre la place que se donnent ces citoyens dans leur municipalité. Cette recherche poursuit l'objectif de faire une étude des facteurs influençant la participation citoyenne des personnes de 65 ans et plus et ce, à travers les élections municipales. Dans cette communication, nous présenterons la revue des écrits relative à notre recherche.

Panel A2.2
Jeudi 24 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-4015

JÉRÔME COUTURE, Université Laval et INRS-UCS et SANDRA BREUX, INRS-UCS
(sandra.breux@ucs.inrs.ca)

Participation électorale et rituel du vote: les élections municipales de 2017

À l'échelle municipale québécoise, plusieurs analyses ont montré que la taille de la municipalité était un facteur susceptible d'expliquer en partie le taux de participation électorale. Dans quelle mesure un tel facteur rentre-t-il aussi en considération dans la façon dont l'électeur conçoit ce geste électoral et sa signification ? À partir de données issues d'un sondage réalisé sur 1 200 répondants à l'issue des élections municipales québécoises de 2017, nous interrogerons les pratiques des électeurs eu égard à la façon dont ils expérimentent l'acte de voter. L'analyse nous permettra de mettre en évidence les dimensions sociales et symboliques d'un tel acte selon le contexte démographique et territorial dans lequel il prend place.

ANNE MÉVELLEC, Université d'Ottawa (mevellec@uottawa.ca) et VEIKA DONATIEN, Université d'Ottawa (vdonao60@uottawa.ca)

Faire campagne au municipal: entre tradition et professionnalisation

Les campagnes électorales sont un des moments forts de la vie politique. Or, il existe peu de travaux sur ce sujet à l'échelon municipal au Canada. Pourtant, la littérature européenne sur le travail de campagne ouvre la porte à des questionnements féconds sur les transformations de cet aspect de la vie politique locale en croisant sociologie politique et sociologie électorale. Plusieurs auteurs s'accordent sur le fait que les campagnes électorales se rationalisent, se modernisent et se professionnalisent. Cependant, une conception trop stratégique des campagnes risque de conduire à une surestimation de leur professionnalisation. Selon des travaux récents, faire campagne représente une activité plus complexe, composée de dispositifs techniques et d'interactions sociales en lien avec les spécificités de contextes locaux qui structurent les luttes politiques. Dans ce cadre, nous présentons les résultats d'une étude de cas exploratoire portant sur la manière de faire campagne dans un parti politique municipal dans une ville québécoise. Les partis politiques municipaux sont généralement envisagés comme des machines électorales. Il importe donc de s'attarder, de manière fine, à la façon dans ces organisations mènent les campagnes électorales. Ce travail exploratoire part de l'hypothèse que si les partis sont amenés à adopter des outils et stratégies professionnels (mobilisation d'expertise électorale, stratégie médiatique, etc.), les contraintes du mode de scrutin les amènent aussi à poursuivre des formes très traditionnelles de campagne (fondés sur le porte-à-porte, les relations interindividuelles, etc.). L'analyse d'une série d'entrevues semi-dirigées menées avec des candidats et des directeurs d'organisation de campagne permettra d'explorer cette situation paradoxale. Alors que le parti politique municipal offre l'opportunité de professionnaliser certains aspects de la campagne électorale, ces derniers ne sont pas forcément gage de succès électoral.

Atelier A3 – La justice transitionnelle, carrefour des sciences sociales du politique? Théories en usage et milieu international du traitement des passés violents

Responsables : SANDRINE LEFRANC, ISP-Nanterre/CNRS et FRÉDÉRIC VAIREL, Université d'Ottawa (fvairrel@uottawa.ca)

Description de l'atelier :

Depuis une trentaine d'années, les praticiens de la justice transitionnelle se sont emparés de diverses sciences sociales du politique pour légitimer ce qui se présente comme un nouveau savoir, une « discipline » académique, et un espace d'expertise de prise en charge des passés violents. Héritière des savoirs de la paix élaborés au XX^{ème} siècle, notamment en relations internationales, l'expertise politiste qu'était initialement la justice transitionnelle – conçue comme réponse à des situations politiques qui semblaient interdire la sanction pénale des criminels d'État – est parvenue à se réconcilier avec le droit pénal international en s'installant dans l'académie.

On discutera les liens entre acquisition de lettres de noblesse académique et cristallisation d'un milieu international d'experts. La justice transitionnelle a fait l'objet d'appropriations successives, par des courants politiques et des disciplines académiques nouvelles. Cette position charnière continue de « la » rendre particulièrement apte à des traductions politiques disparates sinon contradictoires : là un gouvernement juste élu, ici un régime autoritaire de longue date ; ailleurs, des conseils aux princes ou une alliance avec l'opposition.

Trois axes seront privilégiés :

- Les relations de la justice transitionnelle avec les sciences du politique : emprunts, recyclages ou détournements ;
- La sociologie des réconciliateurs globaux et la place de ces sciences dans la constitution des trajectoires professionnelles ;
- L'inscription des travaux sur la justice transitionnelle dans les recompositions disciplinaires : dimension sociologique des relations internationales, sortie du cadre stato-national en politique comparée, histoires connectées et histoires croisées.

Panel A3.1

Mercredi 23 mai 2018 9h30-11h00

Lieu : FSS-5028

SANDRINE LEFRANC, ISP-Nanterre/CNRS et FRÉDÉRIC VAIREL, Université d'Ottawa (fvairrel@uottawa.ca)

Introduction

JOËLLE HECKER, IEP de Paris/Lycée Marc Bloch

Sociologie des acteurs de la fondation « Mémoire, responsabilité, avenir » : des idéaux à l'action?

Cette proposition de contribution porte sur la fondation allemande « Mémoire, Responsabilité, Avenir », créée en 1999 dans le but d'indemniser les victimes de travaux forcés durant la Seconde Guerre Mondiale. C'est le gouvernement Schröder qui avait décidé en 1998 de créer une telle fondation, afin de résoudre le problème que soulevait les procès en class action intentée à l'époque à des multinationales allemandes qui avaient été impliquées dans les crimes nazis. Cette fondation est donc un produit politique, né de la volonté d'un gouvernement, lui-même soutenu par des chefs d'entreprise.

Mais il est frappant de constater que la plupart des employés de cette fondation, de l'époque de sa création jusqu'à aujourd'hui, sont des personnalités issues de la société civile, souvent des universitaires, historiens ou linguistes, engagés de longue date dans des actions humanitaires ou de réconciliation. C'est donc manifestement en raison de leurs connaissances mais aussi de leur conviction qu'ils ont choisi d'œuvrer pour la fondation. En travaillant pour elle, ces spécialistes deviennent pourtant des représentants du gouvernement allemand et de sa politique, surtout aux yeux d'interlocuteurs étrangers. Ils se retrouvent alors dans des situations compliquées, tenus de mettre à exécution un traité dont les clauses sont prédéfinies, et ne pouvant donc répondre qu'imparfaitement aux attentes des victimes ou de leurs soutiens sur le terrain. Beaucoup se retrouvent donc face à une question difficile : qu'est-ce qu'agir en faveur des victimes ? Que faire de leur savoir d'expert dans l'action ? D'après l'historien Henning Borggräfe (2015), cette situation est inédite en Allemagne. La place accordée à ces spécialistes démontrerait les progrès faits par l'idée de réparation dans les esprits. S'il ne fait aucun doute que la société allemande a évolué sur la question des réparations, nous allons cependant nous demander s'il a raison d'y voir une nouveauté. Ce travail s'appuie sur des recherches postdoctorales effectuées à Berlin dans les archives de la fondation « Mémoire, Responsabilité, Avenir ». Il se fonde également sur les entretiens que nous avons pu mener à ce moment-là.

PAULINE VANDENBOSSCHE, Université de Nanterre

La participation des mineurs dans les commissions de vérité : de la circulation de méthodes internationales aux objectifs socio-politiques nationaux

Au lendemain de la fin de la Guerre Froide, l'amnistie pour les auteurs de crimes de guerre et contre l'humanité n'est plus tolérée dans le droit international. La reconnaissance de la responsabilité des auteurs de crimes ainsi que leur sanction est estimée nécessaire pour la réparation symbolique des victimes et pour refonder le lien social et politique (Brisset-Foucault, 2008) des sociétés en transition vers la paix ou vers la démocratie. Le modèle développé dans le champ international dans les années 1980 pour mener à bien ces réparations a pris le nom des « commissions de vérité ». Comme le souligne Stéphane Leman-Langlois (2005) ou encore Juan David Villa Gomez (2016), rechercher la vérité sur le pourquoi et le comment des faits violents qui se sont produits, permettrait d'apaiser les tensions sociales, de comprendre les raisons du conflit, de déconstruire l'identité sociale de « criminel » affectée aux responsables de faits graves et d'encourager ainsi la pacification sociale. Certaines organisations internationales tel que l'International Center for Transitional Justice (ICTJ) participent à l'installation des composants de la justice transitionnelle dans les pays sortant de crise. Ce Centre a récemment souligné la nécessité d'inclure les mineurs dans ce système transitionnel. Plus particulièrement, il a mené plusieurs enquêtes sur l'intégration des enfants et adolescents dans les commissions de vérité notamment en République Démocratique du Congo, en Colombie et au Népal pour en soulever les failles et les réussites. Ces trois pays aux histoires et contextes socio-politiques différents ont pourtant le point commun d'impliquer cette frange de leur population dans les mécanismes de transition. Pourquoi intégrer les mineurs dans la construction d'une vérité ? Quels objectifs pourraient sous-tendre cette intégration ? Comment la participation des mineurs à la construction d'une vérité est-elle envisagée par l'ICTJ et considérée dans ces espaces nationaux ? Enfin, que pouvons-nous retenir des expériences de la RDC et du Népal pour mettre en perspective les enjeux et défis que la Colombie pourrait rencontrer à l'heure où la Commission d'Éclaircissement de la Vérité élaborée en collaboration avec l'ICTJ, a été inaugurée il y a tout juste un an ?

SÉLIMA KEBAILI, EHESS (CMH/CRH) – Labex Tepsis

Nommer sans blâmer: des effets du dispositif transitionnel sur les subjectivités politiques des femmes victimes en Tunisie post-révolution

La place des victimes au sein des programmes de justice transitionnelle, dispositif visant à pacifier et démocratiser des sociétés par la reconnaissance des victimes au lendemain de conflit ou de chute de dictature, n'a que très peu été étudiée. La plupart des recherches ont adopté des perspectives institutionnelles et ont analysé les programmes a posteriori. Pourtant, les victimes sont à la fois les bénéficiaires des programmes de justice transitionnelle et les actrices de ce dernier. En Tunisie, depuis 2012, dans le cadre de la justice transitionnelle, elles contribuent à produire les catégories de victimes en partenariat avec d'autres acteurs (Centre international pour la justice transitionnelle, agences onusiennes...), participent à la sensibilisation d'autres victimes au dépôt de leur dossier auprès des de la commission de vérité nommée Instance Vérité et Dignité. Les victimes vont également s'impliquer

dans des projets dédiés à la création d'une mémoire collective, soutenu techniquement et financièrement par plusieurs organisations internationales prenant part au projet. Dans cette communication, je m'appuie sur l'ethnographie de la production d'un musée dédiée à la souffrance faite aux femmes sous le régime de Ben Ali pour formuler des hypothèses sur la manière dont les dispositifs de la justice transitionnelle influent sur les subjectivités politiques des victimes. J'analyse plus particulièrement un volet de leur subjectivités politiques, à savoir leur possibilité d'agir sur les politiques publiques et donc, par extension, d'assurer des garanties de non-répétition promises par le processus. En m'inspirant des travaux de Felstiner, Abel et Sarat (1980) sur l'émergence et la transformation des litiges, j'analyse plus particulièrement la manière dont la mise en récit et la représentation de la souffrance des femmes victimes affectent leur accès à la justice. Je montre comment la représentation des femmes victimes comme groupe unifié caractérisé par la figure symbolique « d'héroïne sacrificielle » a eu pour effet la dévalorisation du recours juridique et la désresponsabilisation causale et politique (Gusfield, 1981) de leur expérience du régime autoritaire.

Panel A3.2
Mercredi 23 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-5028

DELPHINE GRIVEAUD, ISP-Nanterre, Fonds National de la Recherche Scientifique

Une sociologie des praticiens de la « justice transitionnelle »

L'expertise politiste est installée dans l'académie, et participe de la transformation du monde universitaire. Les réseaux universitaires de publication et de formation spécialisés dans la justice transitionnelle semblent bien dessiner une académie dans l'académie. Pour autant, les parcours et pratiques des travailleurs de la justice transitionnelle sont-ils véritablement influencés par une quête de légitimité et d'autonomie d'une « discipline » académique ? En écho à l'axe 2 formulé pour cet atelier, l'objectif de ma communication est simple : proposer une sociologie des praticiens de la justice transitionnelle, qui soit particulièrement attentive à la frontière entre mondes universitaires et praticiens. Cette recherche s'ancre principalement dans un travail prosopographique mené sur les trajectoires académiques et professionnelles de 111 experts ayant travaillé pour l'ICTJ dans le monde entre 2001 et 2016, mais également dans les matériaux et réflexions issus d'une immersion de 6 mois au sein de l'ICTJ en Côte d'Ivoire. Mon exposé s'articulera autour de trois interrogations : (1) Qui sont ces « réconciliateurs globaux » ? (2) Quelle est la place des sciences sociales dans leurs parcours académiques et professionnels ? (3) Quels sont les différents usages de ces théories dans la pratique ? L'étude quantifiée de ces praticiens ne se suffit pas à elle-même mais permet d'observer avec un peu plus de distance la justice transitionnelle. Elle relativise l'hypothèse d'une logique propre et intentionnelle. A mon sens, l'expertise politiste est moins délibérément installée dans l'académie par les praticiens de la justice transitionnelle que par les orientations budgétaires et les impératifs gestionnaires de ses financeurs, publics ou privés.

DOROTHÉE DELACROIX, Université Catholique de Louvain-ISPOLE/U Paris 3-CREDA

Experts et anthropologues face à la cosmologie de la justice transitionnelle

Quelle place occupe la « justice transitionnelle » dans la boîte à outils des travailleurs des ONG dans le Pérou d'après-guerre ? Comment ceux-ci subjectivent leur rapport à cet « instrument socio-technique » censé œuvrer à la démocratisation ? Pour répondre à ces questions, deux parcours biographiques seront analysés : celui d'un archéologue péruvien spécialisé dans les exhumations et récompensé par de nombreuses distinctions internationales et celui d'un employé de l'ONG APRODEH (Asociación pro derechos humanos) qui a œuvré à la conception et à la mise en place du Registre Unique de Victimes dans les Andes d'Apurímac. A travers leur parcours académique et professionnel, il s'agira de comprendre comment s'est construite leur familiarisation avec la justice transitionnelle, son vocabulaire et sa cosmologie. Nous montrerons comment la mise en mouvement d'un cadre juridico-technique a, depuis leur point de vue, déterminé et limité les formes d'être et d'exister en tant que victime « reconnue ». Nous aborderons également leurs positionnements ambivalents face aux projets spécifiques de l'État qui usent de la justice transitionnelle, et des politiques publiques qui s'en inspirent, pour distribuer ou soustraire des droits, et ainsi « citoyenniser » ou « dé-citoyenniser » dans un rapport hiérarchique et inégal. D'autre part, nous interrogerons, toujours sur la base du discours de ces « professionnels du post-conflit », la façon dont la justice transitionnelle, en tant que méta-mesure visant

à la construction d'une paix durable, est en partie assimilée à une politique de développement supplémentaire, venant s'ajouter à un certain nombre de programmes sociaux de lutte contre la pauvreté. Sa mobilisation stratégique pour contenir et contrôler les populations sera discutée et nous détaillerons la manière dont les experts impliqués se positionnent, assument ou questionnent ces régimes représentatifs. En conclusion, nous proposerons un bref panorama de la manière dont les anthropologues du politique qui travaillent également dans cette région de l'Amérique latine font usage de la terminologie de la justice transitionnelle et questionnent cet espace d'expertise aux contours flous.

RON LEVI, George Ignatieff Chair of Peace and Conflict Studies, Université de Toronto

Synthèse et conclusion

Atelier A4 – La cartographie dans l’atelier du politiste. Est-il parfois nécessaire de cartographier pour mieux sociologiser

Responsables : CLAUDE MBOWOU, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne (claude.mbowou@univ-parisi.fr) et NICOLAS RESSLER FESSY, Université Paris 8 Saint-Denis (ressler.ni@gmail.com)

Description de l’atelier :

Dans quelle mesure le fait de considérer la forme topographique d’un phénomène ou d’examiner la façon dont il se (re)produit dans l’espace, peut permettre de rendre plus intelligible les logiques politiques dont il procède? Ce panel propose de revisiter la façon dont la cartographie ou la spatialisation d’un phénomène peut offrir des ressources d’analyse au politiste. En nous intéressant aux cartes, outils traditionnels du géographe, il s’agit en filigrane, de savoir s’il y’a des cas d’étude en science politique dont l’analyse nécessite de recourir aux savoirs géographiques. De nombreux travaux du champ, s’appuient sur l’hypothèse de l’espace comme révélateur de formes inédites du politique ou comme un déterminant structurel de rapports spécifiques au politique. James C. Scott par exemple, partant du concept de Zomia (2009), met bien en évidence ce que le recours au savoir topographique peut comporter d’heuristique pour le politiste, confronté à ses objets traditionnels. D’autres recours à l’espace, peuvent seulement consister à cartographier un phénomène. Toutes ces approches soulèvent des questions: Jusqu’à quel point peuvent-ils être heuristiques pour le politiste? Faut-il considérer les cartes en particulier, comme des espèces de béquilles suppléant à un défaut de données empiriques usuelles, d’utiles adjuvants susceptibles d’être mobilisés comme outils de traduction de la réalité, de simples artefacts ou « gadgets » de (re)présentation? Quels enjeux épistémologiques et défis méthodologiques se posent pour en éviter les mésusages? Les communications attendues devront permettre de répondre concrètement aux questions précédentes, à partir de cas précis d’analyses basés sur le recours aux cartes.

Panel A4.1

Mercredi 23 mai 2018 14h00-15h30

Lieu : FSS-4015

DARUS SIDOINE KEUNANG, Université Youndé I (keunang3@yahoo.fr)

Quand faire l’histoire devient une histoire de cartographie : les dessous des cartes dans le conflit de Bakassi

Comment la cartographie a-t-elle servi d’instrument de prise de décision pour le dénouement du différend Cameroun-Nigeria au sujet de la péninsule de Bakassi ? Cette proposition de communication se propose de reconstituer le différend frontalier entre le Cameroun le Nigeria sur la presqu’île de Bakassi en mettant l’accent sur le « jeu » des cartes dans ce conflit. En effet, dès 1993, le conflit qui éclate entre le Cameroun et le Nigeria est le produit des accords coloniaux et de la présence d’importantes ressources minières dans cette zone bakassi. Les grandes puissances et la CIJ qui sont saisies auront constamment recours aux matérialisations topographiques. Notamment, la convention germano-britannique de 1893 et l’accord germano-britannique du 11 mars 1913, qui fut à son tour révisé par le traité milner-Simon de juillet 1919 entre la Grande Bretagne et la France. Ainsi, grâce aux connaissances topographiques et après plus de huit ans de procédure, la CIJ rend son verdict le 10 octobre 2002, et reconnaît la camerounéité de Bakassi. Il s’agit dans cette contribution de montrer d’une part, comment l’interprétation des cartes a permis de compléter les écrits et mettre fin à l’arbitraire des témoignages subjectifs, et d’autre part de mettre en évidence les difficultés et les défis de l’utilisation des différentes cartes dans le processus de résolution de ce différend. Ainsi, reconstituer ce conflit revient à refaire l’histoire de la cartographie de cette région dans sa dynamique et la manière donc les acteurs s’en sont appropriés pour résoudre le conflit. Dans cette veine, la question de comment écrire l’histoire à travers la cartographie nous replonge au cœur de la difficulté d’interprétation des cartes et donc de l’expertise mobilisée. Par ailleurs, les principaux auteurs de ces

cartes étant les anciennes puissances coloniales, la question de l'accessibilité à ces sources cartographiques autant pour les acteurs que pour les historiens est un autre enjeu que j'aborderai dans cette contribution.

CALVIN MINFEGUE, Université Grenoble-Alpes et Université Catholique d'Afrique (tamekamta@gmail.com)

L'outil cartographique et l'analyse des territorialités (trans)frontalières: choix, modalités et portée

L'objectif de notre proposition est d'interroger la valeur heuristique de la cartographie dans la figuration et la représentation des situations ou processus socio-politiques, surtout lorsqu'ils sont associés à l'idée de l'espace approprié. Notre position sera développée en partant d'une recherche en cours sur les territorialités (trans)frontalières en Afrique centrale (espaces frontaliers entre Cameroun et RCA ; Cameroun, Gabon et Guinée-équatoriale) et leur propension à construire des trames de conflictualités. La notion de territorialité y est appréhendée dans une perspective sociogéographique renvoyant aux relations médiatisées à l'espace. Cette médiation est assurée par des codes précis : pratiques, représentations, symboles et discours. C'est un objet composite dont certaines dimensions (situation des acteurs, pratiques et représentations dominantes) peuvent être utilement renseignées et représentées par des cartes. Cette opération n'est pas mécanique. Elle suppose au préalable, de charger ces dimensions d'un contenu sociologique adéquat. L'enjeu réside alors dans ces contenus à construire. Ce sont eux, bien avant leur représentation (et son résultat), qui donnent une valeur ajoutée à une recherche mobilisant la cartographie. Notre proposition abordera trois points. D'abord, nous nous intéresserons aux motivations du recours aux cartes dans une recherche abordant la territorialité en lien avec la conflictualité. Il sera fait cas des déterminants pratiques, conceptuels qui président à l'identification d'éléments potentiellement cartographiables. Ensuite, nous rendrons compte des modalités et des enjeux autour de l'opération consistant à articuler contenus (conceptuels) et options cartographiques des phénomènes. La proposition s'achèvera par une réflexion sur la portée (escomptée) du recours aux cartes. Par ailleurs, nous montrerons que nous pouvons faire l'hypothèse que la cartographie des éléments constitutifs de la territorialité fournit des indications sur les trames de conflictualités associées.

CLÉA PINEAU, Paris 1 Panthéon Sorbonne, CESSP (pineau.clea@gmail.com)

La carte mentale, un outil d'enquête comme les autres? Une expérience de recherche à Mersin (Turquie)

L'objectif de la présente contribution est de saisir les apports, limites et difficultés de l'utilisation de la carte mentale comme outil d'enquête en science politique. La carte mentale est ici définie comme une représentation graphique de l'espace, réalisée par l'enquêteur sur du papier blanc. Mes analyses sont basées sur un cas d'étude consacré aux relations turco-kurde à partir d'un terrain de recherche réalisé à Mersin en Turquie. Mersin est une ville dont la démographie est fortement marquée par les migrations forcées en provenance du Sud-Est du pays des années 1990. En 1984, la guerre éclate entre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'armée turque et engendre des déplacements de population massifs. Ces migrations politiques forcées sont caractérisées par une politisation des migrants à leur départ et par l'expérience d'une assignation identitaire imposée à leur arrivée : ils sont perçus comme Kurdes, terroristes, affiliés au PKK. Dès 1999 et jusqu'à ce jour, ce double phénomène se traduit à Mersin par la victoire du parti pro-kurde dans l'arrondissement d'Akdeniz et celle du parti d'extrême droite nationaliste dans l'arrondissement voisin, Toroslar. L'étude des interactions et des représentations territoriales différenciées par les habitants de ces deux arrondissements est l'objet de ma recherche. L'utilisation des cartes mentales a permis de mettre en exergue le décalage entre les territoires institutionnels et les territoires vécus, et de comprendre l'importance de certaines institutions de type religieux, politique ou sécuritaire dans le quotidien. Le recueil des cartes mentales s'accompagne d'entretiens semi-directifs ou de questionnaires selon la configuration individuelle ou collective de l'entretien. Les résultats obtenus sont développés dans le cadre de cette contribution. Dans cette contribution je propose d'exposer cette méthode d'enquête et ses contraintes méthodologiques. Ensuite, je discuterai la valeur heuristique de la carte mentale comme outil de production de données en comparaison avec les méthodes d'enquête d'usage en sciences sociales.

ALPHONSE ZOZIME TAMEKAMTA, Université de Yaoundé II (tzozime@yahoo.fr)

Re-cartographier la frontière Cameroun-Nigeria. La carte au service du « pays-frontières » camerouno-nigérian

La notion de frontière-barrière tend à associer la frontière et la séparation comme allant de soi, alors que la notion de pays-frontière implique de penser les phénomènes de continuité. Qu'est-ce que le dépassement de la notion de frontière-barrière à partir de l'élaboration de la notion de pays-frontière peut-il impliquer en termes d'usages ou de recours à la cartographie? Qu'est-ce que cela pourrait impliquer d'innovations par rapport aux représentations canoniques des frontières? L'actualité d'un tel débat théorique mobilise de plus en plus des spécialistes des sciences sociales et politiques. En Afrique en général, l'artificialité des frontières et leurs usages en font des lieux de représentations différentielles opposant leur conception juridique et leurs réalités sociologiques. Le cas de la frontière Cameroun-Nigeria l'illustre fort bien. La représentation graphique de cette frontière s'avère utile pour l'élaboration des politiques publiques et l'analyse des rapports socio-économiques et culturels des populations de la zone frontalière Cameroun-Nigeria. Les cartes existantes ne sont donc pas satisfaisantes. La représentation normative des frontières – étatiques ou administratives – s'inscrit dans un langage cartographique qu'il peut être pertinent pour le chercheur de dépasser si on veut rendre compte des logiques politiques, économiques, sociales et culturelles qui s'y construisent. Dans cette proposition, nous reviendrons sur le passage conceptuel de la frontière-barrière au pays-frontière. Ensuite, nous verrons ce que cela peut impliquer comme changement dans les normes de représentation cartographique.

Atelier A5 – La nouvelle para diplomatie identitaire

Responsable : JUSTIN MASSIE, Université du Québec à Montréal (massie.justin@uqam.ca)

Description de l'atelier :

L'objectif principal de cet atelier est de prendre le pouls des nouvelles dynamiques et enjeux qui structurent la paradiplomatie identitaire au 21^e siècle. Plusieurs événements amènent en effet à repenser l'exercice de la diplomatie internationale déployée par des entités non-souveraines motivées par un nationalisme minoritaire. Parmi celles-ci figurent les référendums sur la sécession de l'Écosse (2014) et de la Catalogne (2017), lesquels ont généré de vifs débats entourant les relations extérieures de ces entités avec l'Union européenne, leur État central respectif, ainsi que les autres nations minoritaires et groupes ethnoculturels composant l'État central. À ces débats s'ajoute l'élargissement fonctionnel des champs d'opération de la paradiplomatie identitaire, laquelle outrepassa de plus en plus les domaines strictement culturel et économique auxquels elle fut longtemps confinée. Cet atelier entend donc dresser un portrait actuel de la complexité de la gouvernance multi-niveaux de la paradiplomatie identitaire, ainsi que de mettre de l'avant les motivations et les contraintes qui la structurent autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'État.

Panel A5.1

Jeudi 24 mai 2018 9h30-11h00

Lieu : FSS-4006

Présidence et commentaire : JUSTIN MASSIE, Université du Québec à Montréal (massie.justin@uqam.ca)

STÉPHANE PAQUIN, École nationale d'administration publique (stephane.paquin@enap.ca)

Paradiplomatie identitaire: quoi de neuf?

Le concept de paradiplomatie doit être distingué du concept de « protodiplomatie » et de celui de « paradiplomatie identitaire ». La protodiplomatie renvoie aux stratégies internationales qui ont pour objectif de favoriser la reconnaissance diplomatique afin de préparer l'avènement d'un pays souverain. Elle est par essence un stade transitoire. Ce concept peut définir la stratégie du gouvernement catalan en 2017 ou encore du gouvernement du Québec précédent le référendum de 1995 sur la souveraineté-partenariat. Le concept de paradiplomatie identitaire est d'un autre registre. Il représente une politique internationale d'une nation sans État souverain, comme le Québec, l'Écosse, la Flandre, la Wallonie ou encore la Catalogne, lorsque les gouvernements de ces nations ne cherchent pas à réaliser l'indépendance. Ainsi, un des objectifs fondamentaux de ces nations est d'œuvrer à l'international afin de favoriser le renforcement ou la construction de la nation dans le cadre d'un pays multinational. Le concept de paradiplomatie identitaire est utile pour expliquer pourquoi le gouvernement du Québec, par exemple, adopte une politique internationale différente de celle des autres provinces canadiennes. Le gouvernement du Québec intègre une dimension identitaire forte dans sa politique internationale. L'objectif du gouvernement, qu'il soit dirigé par des fédéralistes ou des souverainistes, est de renforcer la langue française, de soutenir le développement de la francophonie, mais également de se faire reconnaître par les gouvernements étrangers comme formant une « nation », la nation québécoise. L'objectif de cette communication est de théoriser et de conceptualiser le concept de paradiplomatie identitaire.

NOÉ CORNAGO, University of the Basque Country (noe.cornago@ehu.es)

Sub-state Diplomacy: Across, Within and Beyond the State [Diplomatie sous-étatique: à travers, à l'intérieur et au-delà de l'État]

Despite the initial reluctance of federal/central governments, sub-state diplomacy is rapidly gaining institutional and legal recognition by states and international organizations in the most diverse geopolitical contexts, becoming, beyond occasional controversies, increasingly normalized. However, beyond its instrumental value in fields such as investment, trade and other functional issues, sub-state diplomacy is always a form of political agency that entails the mobilization of collective identities both within and across states, expressing generally a will of greater political autonomy and sometimes, albeit less frequently, even the aspiration to create a new independent state, thus revealing the complex interplay across time between domestic and international orders. Bearing these aspects in mind, and through the discussion of a number of critical cases, including but not limited to Quebec, Tatarstan, Scotland, the Basque Country, Catalunya and Iraq's Kurdistan, this paper adopts a relational understanding of the historical forms of governance of political pluralism, within and across state boundaries, that in addition to ethno-political dimensions and legal arguments, approaches the scope and limits of sub-state diplomacy in the context of the changing material and ideational conditions for the contemporary co-production of sovereignty.

CATERINA GARCIA SEGURA, Universitat Pompeu Fabra (caterina.garcia@upf.edu)

La paradiplomatie identitaire catalane en quête d'indépendance: l'outil de la diplomatie publique

La diplomatie identitaire catalane a subi des profondes transformations depuis le début du processus indépendantiste commencé en 2012 et qui a conduit à la célébration de deux référendums ou « consultations électorales » (le 9 novembre 2014 et le 1 octobre 2017). Ils ont eu lieu dans des circonstances politiques et légales irrégulières et ils ont abouti à une situation politique inouïe : la déclaration unilatérale d'indépendance et sa immédiate suspension par les autorités catalanes, la suspension de l'autogouvernement de la Catalogne de la part du gouvernement de l'Espagne, l'emprisonnement de plusieurs ministres catalans, l'appel d'élections en Catalogne, et la fuite du Président de la Catalogne et quelques autres ministres à Bruxelles. Dans le contexte des relations conflictuelles entre la Catalogne et l'Espagne, même avant d'arriver au point actuel, la paradiplomatie catalane avait expérimenté un tournant vers la protodiplomatie. Elle s'était mise au service de la quête d'indépendance et elle était devenue un cauchemar pour les autorités espagnoles qui voyaient comme un problème interne sortait au-delà des frontières de l'État. La Diplomatie publique catalane a joué un rôle très important, à travers du Conseil catalan de Diplomatie Publique (DIPLOCAT), en l'internationalisation du processus d'indépendance même s'il a toujours soutenu qu'il travaillait dans les contours des fonctions propres de la Diplomatie publique. Ce travail poursuit trois objectifs : en premier, analyse le tournant de la diplomatie identitaire catalane et protodiplomatie ; en deuxième, étudier l'action et els instruments de la Diplomatie publique catalane ; et en troisième, analyser les ombres et lumières de cette activité au service de l'internationalisation du processus indépendantiste.

DAVID CRIEKEMANS, Antwerp (david.criekemans@uantwerpen.be)

From Paradiplomacy towards a Multi-level Diplomacy? The Case of Belgium and its Federated Entities [De la paradiplomatie vers la diplomatie multiniveaux? Le cas de la Belgique et de ses entités fédérales]

Paradiplomacy, the diplomatic and external activities of sub-state entities, has over the last decade normalized in Europe and throughout the world. It became part of a "third wave" of sub-state diplomacy, which is characterized by steps in the direction of a 'verticalization' of the organizational structure of the administration or department of external/foreign affairs, a strategic re-orientation of the geopolitical and functional priorities and attempts to integrate the external instruments of a sub-state foreign policy into a well performing whole. The case of Belgium and its federated entities constitutes one of the prime examples of this phenomenon. An intriguing question is whether this 'third wave' will lead to a 'fourth wave'; a multi-level diplomacy consisting of coordinated external activities between the central and regional policy levels. Belgium could be seen as a front runner in this regard. On the one hand a degree of institutionalization of the intergovernmental relations within a country has been achieved. Next to the formal, one also needs the informal; good contacts and working relationships between key people at the central and regional policy level, with a good understanding of the goals to be achieved in their respective foreign policies. This paper will analyze the Belgian federalized system in foreign affairs. Can we claim Belgium is evolving towards a multi-level diplomacy, a multi-level endeavor between central and regional players? We will investigate the Belgian federal and the Flemish regional contribution to European policy-making as a prime example of this. Also, we will look into some areas in which there still seems to be tension sometimes; e.g. economic diplomacy.

Through this analysis we will finally ask whether the Belgian case can help us answering the question whether “multi-level diplomacy” is possible in an era of “space-time compression” and rapid geopolitical shifts. Is a ‘division of labor’ feasible/desirable?

ANDRÉ LECOIRS, Université d’Ottawa (andre.lecours@uottawa.ca)

Entre para- et protodiplomatie : mouvements nationalistes et action extérieure au début du 21^{ème} siècle

À la surprise de plusieurs, les mouvements nationalistes écossais et catalans ont affiché, avec succès, des programmes politiques indépendantistes au cours de la dernière décennie. Dans ce nouveau contexte de poussées pour la sécession, la nature et les objectifs de l’action extérieure des gouvernements écossais et catalan se sont transformés. La logique de la relation entre nationalisme et paradiplomatie réside dans le désir des mouvements nationalistes d’exprimer et de promouvoir l’identité nationale de leur communauté ainsi que d’affirmer et de démontrer leur pouvoir politique. Dans le contexte des dernières années, les mouvements nationaliste écossais et catalan ont cherché, par le biais des gouvernements de l’Écosse et de la Catalogne, à utiliser l’action extérieure dans ces perspectives mais avec l’objectif précis d’aider à la poursuite de l’indépendance. Donc, cette action extérieure semble être différente de la paradiplomatie usuelle issue de mouvements nationalistes sans toutefois être spécifiquement protodiplomatique. En effet, la paradiplomatie récente de l’Écosse et de la Catalogne ne visait pas en premier lieu à obtenir des appuis pour une éventuelle reconnaissance leur indépendance (un objectif reconnu par ces gouvernements comme trop ambitieux) mais plutôt à soutenir les argumentaires pour l’indépendance à la maison. Dans le cas de l’Écosse lors de du référendum de 2014, l’accent était sur l’accession d’une Écosse indépendante à l’Union européenne tandis que dans le cas du gouvernement de la Catalogne l’objectif était d’influer sur le rapport de force avec l’État espagnol dans le cadre du processus d’autodétermination.

Panel A5.2
Jeudi 24 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-4006

Présidence et commentaire : STÉPHANE PAQUIN, École nationale d’administration publique (stephane.paquin@enap.ca)

JUSTIN MASSIE, Université du Québec à Montréal (massie.justin@uqam.ca)

Par-delà les champs de compétence: L’affirmation du Québec en matière de guerre et de paix

Aucune étude n’a à ce jour cherché à comprendre pourquoi les premiers ministres québécois prennent régulièrement position sur certains conflits internationaux, qui relèvent pourtant clairement de la compétence fédérale. Tout au plus sait-on que le Québec est l’un des États non-souverains les plus actifs sur la scène internationale, particulièrement dans les domaines économique, éducatif et culturel. Si l’étude des relations internationales du Québec s’est élargie avec raison aux dimensions sécuritaires, celles-ci demeurent confinées à ce jour aux domaines de compétence québécoise. Or la doctrine Gérin-Lajoie, qui fonde l’action internationale du Québec depuis les années 1960, s’exprime conventionnellement comme le « prolongement externe des compétences internes » du Québec. Comment alors expliquer les prises de position de Québec en matière de guerre et de paix, qui dépassent largement les champs de compétence de la province au sein de la fédération canadienne ? Cette communication a pour but d’offrir un premier éclairage sur les motivations des élus québécois à se positionner sur des enjeux militaires et aux dynamiques qui l’entourent. Pour ce faire, nous avançons trois hypothèses, confrontées tour à tour à l’ensemble des prises de positions des élus québécois depuis le 11 septembre 2001 en matière d’intervention militaire. Premièrement, la paradiplomatie québécoise pourrait être marquée par un nationalisme identitaire, agissant comme outil d’affirmation et de différenciation nationale au-delà des compétences provinciales. Les prises de position du Québec en matière de défense représenteraient alors la manifestation d’un nationalisme identitaire bipartisan, par l’appropriation d’enjeux dépassant sa juridiction. Deuxièmement, plutôt que de représenter une tendance à connotation identitaire, l’affirmation québécoise sur des enjeux de compétence fédérale pourrait être la manifestation d’une protodiplomatie. Dans cette perspective, le gouvernement québécois, dirigé par le Parti québécois, tenterait par ces prises de position de contribuer à la réalisation de son principal objectif, la souveraineté du Québec. Troisièmement, les élus québécois

pourraient s'aventurer sur le terrain de la sécurité internationale en raison de considérations électorales. Devant un électorat mobilisé par un enjeu saillant de compétence fédérale, les élus québécois pourraient chercher à consolider leur appui populaire, de manière à marquer leur distance vis-à-vis de leurs adversaires politiques. En somme, nous cherchons à évaluer si l'affirmation québécoise en matière de sécurité internationale est le fruit de motivations identitaires, souverainistes et/ou électorales.

JOSEPH KEUTCHEU, Université de Dschang (jkeutcheu@yahoo.fr)

La paradiplomatie identitaire anglophone au Cameroun : entre lutte de reconnaissance et négociation chaotique de l'ordre étatique

A l'exemple du Canada et de la Belgique, le Cameroun est un Etat biculturel francophone et anglophone. Il est aujourd'hui traversé par une profonde crise politique née des mobilisations identitaires de la communauté anglophone. Au-delà des remous médiatiques relatifs à l'événement, il est question de dégager les tendances lourdes de la mobilisation sociale en cours, c'est-à-dire de rechercher ce qui se joue dans le processus par lequel des groupes d'acteurs mécontents assemblent et investissent les ressources dans la poursuite de buts propres à la prise en compte de la spécificité anglophone au Cameroun. L'objet de notre communication est précisément de rendre compte de l'une des tendances lourdes de cette entreprise identitaire : la tentative des entrepreneurs de revendications d'infléchir la dynamique politique nationale qui les affecte par le biais d'interventions sur la scène internationale. Basée sur des données qualitatives collectées auprès des acteurs de la crise, notre communication entend démontrer que la paradiplomatie identitaire anglophone qui se déploie participe à légitimer la lutte de reconnaissance d'une communauté dans un contexte de civilisation internationale des mœurs étatiques relativement à la gestion des droits des minorités (Keating et Aldecoa, 1999 ; Hocking, 1994). On démontre in fine que la compétition pour la sympathie internationale qui s'organise entre l'Etat et les activistes anglophones est significative d'une négociation de fait d'un nouveau rapport à l'ordre politique dans cet Etat situé en Afrique centrale.

JEAN-FRANÇOIS PAYETTE (payette.jean.francois101@gmail.com) et STÉPHANE ROUSSEL (stephane.rousseau@enap.ca), École nationale d'administration publique

Arctique et nordicité dans la politique internationale du Québec

Comment se traduit, du point de vue international, la nordicité du Québec ? Cette interrogation fait suite au regain d'intérêt, depuis les années 2000, pour la question arctique canadienne. Depuis 2004 en particulier, celle-ci occupe une place grandissante dans les préoccupations politiques internes et externes du Canada. Le caractère nordique du Québec s'inscrit dans le prolongement de ces préoccupations. D'un point de vue interne, plusieurs indicateurs expriment cette identité nordique québécoise : documentation, Plan nord, ou encore création du Nunavik. Dans ce contexte, ce caractère nordique soulève un certain nombre de questions : est-ce que l'identité nordique du Québec a un impact sur ses relations internationales ? Est-ce qu'elle peut expliquer certaines orientations dans ses activités extérieures ? Dans le cadre de cette communication, nous démontrerons que la nordicité du Québec détermine certains volets de ses initiatives internationales. Si plusieurs chercheurs ont assumé la nordicité identitaire du Québec, on peut s'attendre à ce que celle-ci ait un impact sur certains volets de sa vie politique, notamment dans l'expression de ses relations internationales. Ce lien entre l'identité nordique du Québec et ses activités extérieures devrait, entre autres, s'exprimer dans ses choix de partenaires, dans ses priorités, dans ses motivations, dans son rôle, dans ses choix de dossiers et la façon de les traiter, dans ses positions diplomatiques, ses ambitions et ses stratégies et nécessairement dans la manière de se présenter au reste du monde. C'est précisément l'apport de cette communication que de mettre en lumière ce lien entre l'identité nordique du Québec et l'expression de ses relations internationales.

MARJOLAINE LAMONTAGNE, Université du Québec à Montréal (lamontagne.marjolaine@courrier.uqam.ca)

Affirmation internationale du nationalisme minoritaire: la paradiplomatie multilatérale du Québec

La présente communication a pour objectif de mieux comprendre les ressorts de la paradiplomatie multilatérale du Québec au sein de la Francophonie et de l'UNESCO. En tant que nation minoritaire,

le Québec est l'un des rares représentants d'un peuple non-souverain disposant d'un accès direct à des organisations internationales (OI). En effet, la participation aux OI est normalement réservée aux États souverains, l'adéquation présumée entre « l'État » et la « nation », sanctionnée par le droit international, ayant pour effet de fermer aux nations ne disposant d'un État souverain le membership des OI. En dépit de cela, quelques nations minoritaires telles que la Flandre et le Québec participent directement aux travaux de certaines OI en vertu d'ententes avec leur État central visant à reconnaître leur spécificité culturelle et le plein exercice de leurs juridictions constitutionnelles, alors que d'autres, comme la Catalogne et l'Écosse, s'efforcent d'y faire entendre leur voix malgré une absence d'accès reconnu aux activités de ces instances. Cette présentation approfondira d'abord les liens théoriques entre nationalisme minoritaire et paradiplomatie multilatérale, avant d'effectuer un bref survol des quelques cas de nations minoritaires disposant d'une forme de représentation au sein d'une OI. Enfin, elle dévoilera les résultats d'une étude empirique sur le cas du Québec, de manière à illustrer les incidences du nationalisme minoritaire sur la pratique de la paradiplomatie multilatérale à l'OIF et à l'UNESCO.

CHARLES BERTHELET, Université du Québec à Montréal,
(berthelet.charles@courrier.uqam.ca)

En terrains vagues. La paradiplomatie multilatérale des États fédérés entre contestation environnementale et construction nationale : les cas de la Californie et du Québec dans la lutte aux changements climatiques en perspective comparée

La paradiplomatie des États fédérés ou des entités régionales et locales est souvent de nature commerciale ou économique, et son expression consiste rarement en une contestation des positions adoptées sur la scène internationale par leur gouvernement central. Or, la paradiplomatie identitaire, comportant l'affirmation d'un nationalisme minoritaire dans les relations extérieures d'un État fédéré ou d'une région, est susceptible de revêtir un caractère contestataire – bien qu'il ne soit pas toujours présent – cherchant à marquer une distinction claire entre la position d'un gouvernement central et celle défendue par les dirigeants ou les représentants de la nation minoritaire. Sur une question aussi cruciale que l'environnement et la lutte aux changements climatiques, cependant, le caractère contestataire de l'activité paradiplomatique ressurgit notamment du côté d'États fédérés auxquels n'est pas rattachée une nation minoritaire. Peut-on alors présumer que toute activité paradiplomatique menée par le gouvernement d'une nation minoritaire – et ce, même lorsqu'elle présente un fort degré de contestation face à un gouvernement central – s'inscrit dans le cadre d'une paradiplomatie identitaire ? Sans prétendre épuiser les réponses possibles à ce large questionnement, la présente contribution cherche à vérifier si la paradiplomatie québécoise, lorsqu'elle s'intéresse aux enjeux environnementaux et plus précisément à la lutte aux changements climatiques, peut véritablement – à la différence d'autres paradiplomaties, le cas échéant – être qualifiée d'identitaire. Si le cas de la Californie présente de nombreuses similitudes avec le cas québécois, il contribue également à mettre en relief la place qu'occupe la construction nationale pour le Québec lorsqu'il intervient à (ou avec) l'international sur le climat, au-delà d'une « simple » contestation des positions environnementales du gouvernement central canadien. L'accent mis sur les périodes de chevauchement des gouvernements Charest (Québec) et Harper (Canada) et des administrations Brown (Californie) et Trump (États-Unis d'Amérique) permet en effet, dans le cas québécois, d'isoler le rayonnement de la personnalité distincte de la nation québécoise comme une motivation prépondérante de sa paradiplomatie en matière de lutte aux changements climatiques, et d'initier une réflexion plus large sur le phénomène du nationalisme environnemental au Québec.

Atelier A6 – Atelier multidisciplinaire : politiques publiques, processus électoraux et perspectives internationales

Responsables : SERGE DENIS, Université d'Ottawa (sdenis@uottawa.ca) et PRISCYLL ANCTIL AVOINE, Université du Québec à Montréal (anctil_avoine.priscyll@uqam.ca)

Panel A6.1 – Les politiques publiques à débat
Vendredi 25 mai 2018 9h00-10h30
Lieu : FSS-5028

Présidence : SERGE DENIS, Université d'Ottawa (sdenis@uottawa.ca)

ÉRIC CHAMPAGNE (echampagne@uottawa.ca) et KAMAL TAKI (kamal_taki@yahoo.fr), Université d'Ottawa

Les villes intelligentes peuvent-elles contribuer à la lutte aux changements climatiques? Une analyse de l'efficacité et de l'efficacité de trois approches

Afin de faire face aux défis environnementaux actuels, plusieurs villes canadiennes sont à la recherche de nouveaux outils afin de contribuer à la lutte aux changements climatiques. Les villes fondent souvent de grands espoirs dans l'adoption des moyens technologiques que l'on associe souvent avec la notion de « villes intelligentes ». Si la notion de ville intelligente suscite un engouement sans précédent, il n'en demeure pas moins que l'usage intensif des technologies de l'information et des communications par les villes est très coûteux et qu'il n'a pas toujours l'effet escompté sur l'amélioration de la qualité de vie urbaine contrairement à ce que prêchent les plus ardents apologistes des villes intelligentes. Dans cette communication, nous nous intéressons plus particulièrement aux outils technologiques des villes intelligentes qui peuvent potentiellement contribuer à la lutte aux changements climatiques. La question de recherche qui est posée ici est la suivante : les villes intelligentes peuvent-elles contribuer à la lutte aux changements climatiques et si oui, est-ce que ces mesures sont efficaces et efficaces? Sur le plan méthodologique et empirique, nous allons étudier trois études de cas qui nous semblent pertinentes : un cas portant sur l'usage des nouvelles technologies dans le cadre d'un projet de modernisation des services de transport en commun; un cas portant sur l'installation massive de nouveaux lampadaires DEL (diode électroluminescente Light-Emitting Diode); et enfin, un cas portant sur les systèmes de mesure et de cartographie du niveau d'énergie et d'eau consommés dans une ville. Nous allons donc évaluer de manière critique l'efficacité et l'efficacité de ces trois stratégies potentielles pour la diminution des gaz à effet de serre ainsi que pour l'amélioration de l'efficacité énergétique globale des villes.

DIEUDONNÉ TOUKEA, Université de Douala (dtoukea@yahoo.fr)

Transcender les îlots théoriques et disciplinaires en matière d'analyse de l'action publique : une mise en évidence de l'importance du décloisonnement des approches croisées des politiques publiques à partir d'une étude sur la réforme de la politique forestière au Cameroun

L'analyse des politiques publiques est de plus en plus d'actualité. Elles sont marquées par le recours aux approches croisées des politiques publiques, lesquelles revêtent d'une certaine pertinence ; car, elles regroupent des théories sociologiques selon qu'elles mettent en exergue le rôle des intérêts, des institutions ou des idées pour expliquer les phénomènes sociaux. Cependant, s'enfermer uniquement dans l'un des cadres d'analyse que proposent ces trois variables, ou faire de ces trois « i » une entrée différente pour l'analyse, ne pouvant être combinée, c'est opter pour des explications limitées dans l'analyse. Pour éviter donc de négliger des résultats d'analyse, il paraît important de transcender ces îlots théoriques et même disciplinaires, en constituant un « cocktail » théorique approprié. Une étude menée sur la réforme de la politique forestière de 1994 au Cameroun, a permis de mettre en évidence le décloisonnement des approches intégrées des politiques publiques, en empruntant à chacun de ces cadres d'analyse des outils nécessaires : Aux intérêts, le néo-institutionnalisme du choix rationnel, aux institutions, le néo-institutionnalisme historique et sociologique, et aux idées, l'approche cognitive. La faiblesse de ces grilles convoquées a ouvert la voie à un rapprochement interdisciplinaire, permettant ainsi d'emprunter aux théories des relations internationales, la perspective transnationale.

ANNE MÉVELLEC (mevellec@uottawa.ca) et ANDRÉ BERNIER (aberno82@uottawa.ca),
Université d'Ottawa

L'aréna dans l'action publique

On assiste depuis plusieurs années à une multiplication des projets d'infrastructure sportive dans des villes de taille moyenne et grande (Delaney & Eckstein, 2003 ; Eisinger, 2000). Comme l'ont illustré des études américaines, ces projets autour desquels se mobilisent divers acteurs sont généralement accompagnés d'un argumentaire évolutif (Sapotichne, 2012) misant sur des registres multiples (Buist & Mason, 2010). Le discours public qui les sous-tend dépasse ainsi la simple utilité sportive en faisant des arénas des équipements structurels nécessaires au développement territorial. Par exemple, la question de la rentabilité économique est associée au fait de pouvoir transformer un aréna en salle de spectacle à grand déploiement, mais aussi en attrait touristique. Une autre caractéristique de ces projets est le temps long sur lequel ils se déroulent, une temporalité notamment due aux montages financiers complexes impliquant la participation d'acteurs gouvernementaux de niveaux multiples (municipaux, provinciaux, fédéraux) ainsi que privés. Cette inscription dans le temps semble avoir des effets sur le contenu des projets d'infrastructure sportive, dont les éléments matériels (emplacement, type de glaces, capacité, etc.) évoluent au fur et à mesure du montage du projet.

Dans une perspective d'analyse de l'action publique, cette communication se concentre sur trois projets de construction d'arénas qui se sont déroulés au cours des décennies 2000 et 2010 dans des villes québécoises de taille variable : Québec (plus de 531 000 habitants), Laval (401 000 habitants) et Shawinigan (50 000 habitants). Ses objectifs sont au nombre de trois. Premièrement, nous proposons de faire l'inventaire des argumentaires utilisés dans ces projets et de dresser le portrait des systèmes d'acteurs concernés, le tout dans une perspective chronologique. Il sera ainsi possible de voir comment et par qui les combinaisons d'arguments sont mises de l'avant, puis à quelles occasions et sous quelles pressions ces combinaisons sont modifiées (par exemple, par l'arrivée et le départ de certains acteurs, par les transformations du contexte institutionnel et financier, ou encore par les obstacles territoriaux rencontrés par le projet). Deuxièmement, ce travail de cadrage et recadrage continu sera examiné à la lumière de l'évolution de certains aspects plus « matériels » des projets (coûts, localisation, usages prévus, clientèle cible), afin d'explorer les boucles de rétroaction entre ces aspects narratifs et matériels du processus complexe de la fabrique de l'action publique en matière d'infrastructure sportive. Finalement, la communication permettra d'explorer la manière dont les systèmes d'acteurs territoriaux se réapproprient des discours de justification véhiculant des solutions préfabriquées ailleurs. Les projets d'arénas permettront ainsi d'alimenter le débat opposant standardisation et différenciation des politiques territoriales (Douillet et al. 2012).

ÉRIC CHAMPAGNE, Université d'Ottawa (echampagne@uottawa.ca), MOKTAR LAMARI, École nationale d'administration publique (moktar.lamari@enap.ca) et SIMON-PIERRE BOUSIM, École nationale d'administration publique et Université d'Ottawa (simon-pierre.boussim@enap.ca)

Les enjeux de la gouvernance multiniveau dans l'évaluation prospective des risques des mégaprojets d'infrastructure au Canada

Cette communication s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche qui a pour objectif principal d'analyser les indicateurs et les méthodes d'analyse utilisés pour l'évaluation des risques dans la gestion des mégaprojets d'infrastructure au Canada. Ces méthodes sont utilisées par les institutions publiques, les investisseurs privés et les bénéficiaires des mégaprojets afin d'identifier les risques, simuler leurs effets et assurer la conception et l'exécution des mégaprojets d'infrastructure. Les méthodes actuelles d'évaluation prospective sont souvent déficientes, notamment en raison de leur incapacité à tenir compte des risques liés aux contingences de réalisation, aux impondérables politiques et aux ambiguïtés des objectifs associés à leur réalisation. Ces déficiences sont alors amplifiées lorsque le financement des mégaprojets nécessite la contribution de plusieurs paliers gouvernementaux (fédéral, provincial, municipal) et la participation substantielle du secteur privé. Ce que l'on appelle la gouvernance multiniveau dans le cadre de cette recherche réfère au contexte intergouvernemental canadien lorsque le financement et la mise en œuvre des politiques publiques nécessite le partage de responsabilités entre les trois ordres de gouvernement : fédéral, provincial et municipal. Dans ce contexte, la coordination entre les acteurs s'avère fondamentale mais elle suscite des préoccupations majeures surtout pour l'évaluation des risques. Les questions qui guident cette recherche sont les

suivantes : (i) dans un contexte de gouvernance multiniveau est-ce qu'il existe des mécanismes de coordination entre les acteurs publics et privés lors de l'évaluation prospective des mégaprojets? Si oui, quelles sont les indicateurs et les méthodes d'évaluation des risques qui sont utilisées de manière synergétique entre les acteurs? Sur le plan méthodologique, nous analysons les mégaprojets financés en partie par les programmes du gouvernement fédéral qui nécessitent des contreparties de la part des provinces et des municipalités. Nous allons cibler deux types de mégaprojets : un mégaprojet d'infrastructures de transport en commun et un mégaprojet dans le domaine de l'eau potable et le traitement des eaux usées. Ces deux initiatives feront l'objet d'études de cas qui serviront à analyser le degré de coordination entre les différents paliers de gouvernements lors de l'évaluation prospective des risques associés aux mégaprojets d'infrastructure.

Panel A6.2 – Processus électoraux dans la mire
Vendredi 25 mai 2018 10h45-12h15
Lieu : FSS-5028

Présidence : SERGE DENIS, Université d'Ottawa (sdenis@uottawa.ca)

ABDELKARIM AMENQUAY, Université d'Ottawa

La stabilité émotionnelle comme explication du populisme individuel

Les études qui ont utilisé les traits de personnalité pour expliquer le populisme chez les individus ont principalement mobilisé la préférence électorale pour des partis populistes (droite ou gauche) comme mesure de celui-ci (par exemple Bakker et al., 2016). Selon nous, cette opérationnalisation n'est pas précise, car elle ne permet pas d'isoler de façon efficace le contenu anti-élite du niveau du populisme des individus, de l'affinité idéologique (gauche droite) à laquelle il est accolé. Pour combler cette lacune, nous utilisons les nouvelles données de l'Étude électorale française (EEF) de 2017 réalisée par le Centre d'études européennes de Sciences Po Paris. Celle-ci incorpore des questions reflétant la manière dont les individus voient et évaluent l'élite politique française, et une batterie de dix items (TIPI) mesurant cinq traits de personnalité, connus sous le nom de *Big Five* : ouverture, conscience, extraversion, agréabilité et stabilité émotionnelle (OCEAN). De là, nous avons produit un indice du populisme individuel plus précis et indépendant du contenu idéologique. En contrôlant par l'âge, le sexe, la scolarité, le niveau d'autoritarisme et le positionnement idéologique, on démontre qu'un seul trait de personnalité semble avoir un impact sur le niveau de populisme. Ainsi, plus un individu est stable émotionnellement, plus son niveau de populisme diminue.

KATHERINE V.R. SULLIVAN, Université de Montréal (katherine.sullivan@umontreal.ca)

#PolMtl : une élection, deux stratégies de communication

Les récentes élections municipales à Montréal ont été dotées de quelques éléments lui conférant un caractère exceptionnel, notamment en raison des aspirants à la mairie. Ceux-ci démontrent de grandes différences, autant au niveau de leur parcours professionnel, qu'au niveau des stratégies de communication numérique adoptées pendant la campagne. Ce projet de recherche vise à examiner ces approches à l'aide d'une analyse manuelle des gazouillis publiés par le maire sortant, Denis Coderre, ainsi que par la chef de Projet Montréal, Valérie Plante, du 22 septembre au 5 novembre 2017. On cherche ainsi à examiner dans quelle mesure des stratégies de communication qualifiées d'optimiste ou plutôt d'arrogante par les médias se reflètent au sein des publications Twitter de ces candidats lorsqu'opérationnalisées en tant que « sunny ways » et politique de « brokerage ». Les résultats d'un codage manuel des 330 gazouillis publiés par la cheffe de Projet Montréal, Valérie Plante, suggèrent que cette dernière a misé sur des indicateurs découlant d'une approche du « sunny ways », tels que l'écoute, le changement, la mobilisation des citoyens, ainsi que les enjeux des citoyens. L'analyse des 540 gazouillis de Denis Coderre suggèrent plutôt l'utilisation d'une stratégie découlant de la politique de brokerage, en misant sur des indicateurs tels que la personnalisation, la promotion du chef et le partage d'articles portant sur soi.

ÉTIENNE AUDET, Université d'Ottawa (etaudet@hotmail.com)

De la municipalisation du développement à la politisation des administrations ? Quelques éléments d'analyse dans deux régions québécoises

À l'automne 2014 le gouvernement du Québec a procédé à d'importantes réformes en matière de gouvernance municipale et de développement régional. Plus qu'un simple changement de structure, l'objectif du gouvernement était d'accroître l'autonomie municipale et celles de ses représentants locaux. Ce nouveau rapport de confiance entre Québec et ses municipalités ne s'est toutefois pas traduite par des moyens fiscaux et financiers qu'espéraient les acteurs locaux. Si plusieurs ont décrié ces réformes, notamment parce qu'elles mettent de côté la société civile et abandonnent les municipalités à elles-mêmes, peu de cas a été fait de leur mise en œuvre. Pourtant, l'abandon d'une politique mur à mur est susceptible d'éclairer les modes d'appropriation de ces réformes propres à chaque territoire et de révéler ainsi les rapports de force qui s'y jouent. Dans le cadre de cet atelier, nous tenterons donc de répondre à la question suivante : Quels ont été les effets immédiats de ces réformes sur les rapports entre acteurs locaux et sur le développement lui-même ? Nous tenterons de répondre à cette question en nous appuyant sur une enquête de terrain menée dans deux régions québécoises à l'été 2017 soit l'Abitibi-Témiscamingue et l'Outaouais. Dans le cadre de cette enquête nous avons réalisé une cinquantaine d'entretiens semi-directifs auprès d'acteurs locaux issus de divers milieux (préfets, maires, conseillers municipaux; fonctionnaires municipaux, territoriaux et régionaux; OBNL, organismes communautaires, agents de développement; entrepreneurs et chambres de commerce). Notre enquête révèle entre autres que l'autonomie consentie aux municipalités – du moins les plus petites et rurales –, ce que d'aucuns ont appelé la « municipalisation du développement », s'est traduite par une politisation des administrations et une confusion du rôle des élus locaux au sein de ces instances. En effet, la volonté réelle et rapide de ces derniers à vouloir « prendre les choses en main » les a exposés à de potentiels conflits d'intérêts, les a incités à l'ingérence politique, et a vu apparaître de nouvelles stratégies « électoralistes ». Cette politisation du développement a aussi eu comme conséquence une exacerbation des conflits entre territoires et une polarisation des acteurs locaux. Alors que certains acteurs et territoires ont adopté la stratégie du repli sur soi, d'autres ont le sentiment que la politique gouvernementale n'avait pour réel objectif que de diviser pour mieux régner.

Panel A6.3 – Perspectives internationales
Vendredi 25 mai 2018 13h45-15h15
Lieu : FSS-5028

Présidence : PRISCYLL ANCTIL AVOINE, Université du Québec à Montréal
(anctil_avoine.priscyll@uqam.ca)

ANDRÉ DUHAMEL, Université de Sherbrooke (andre.duhamel@usherbrooke.ca)

La guerre juste : juste la guerre?

La guerre, au sens où l'entend la théorie de la guerre juste, « est la continuation de la politique par d'autres moyens », pour reprendre le mot bien connu de Clausewitz. Elle relève ainsi du 'paradigme westphalien', en ce qu'elle présuppose une conception étatique du politique, ou du pouvoir comme souveraineté. Mais toutes les catégories usuelles de la théorie de la guerre juste, que ce soit le jus ad bellum, le jus in bello, et dans une moindre mesure le plus récent jus post bellum, tiennent peu compte des répercussions des conflits sur le politique compris comme association, ou du pouvoir comme 'vivre-ensemble'. Or, une guerre (juste ou non, d'ailleurs) modifie parfois considérablement le vivre-ensemble et le pouvoir associé des citoyens : que l'on pense aux restrictions des droits fondamentaux, à l'information victime de la censure ou de la propagande, aux relations avec les immigrants ou les réfugiés sur son propre sol, aux manifestations voire à la désobéissance civile contre la guerre, etc. La guerre considérée comme 'juste' peut expliquer ou légitimer aux yeux des citoyens ces phénomènes remettant en cause l'ordre démocratique interne, mais ils sont peu souvent pris en compte par cette tradition. Et cela d'autant plus que la guerre, au début de 3^e millénaire, se conjugue de moins en moins selon des entités étatiques définies (voir l'actuelle 'guerre au terrorisme'). Comment alors intégrer ces phénomènes dans la discussion, aussi bien éthique que politique, de la justesse et de la justice de la guerre ? Faut-il modifier, pour cette raison, notre définition de la guerre, et ajouter aux catégories de la 'guerre juste' une nouvelle notion ? Nous voudrions, dans cette communication, examiner ces questions à l'aune de quelques travaux récents (par ex. Bar-On 2008, Miller 2009), et tenter d'y répondre par l'affirmative : hors du paradigme westphalien, la 'guerre juste' n'est pas 'juste la guerre',

mais un phénomène politique global, et ne se laisse plus penser, du point de vue moral, uniquement en termes militaires ou de souveraineté étatique externe

EDDY LIONEL RIBAMA, Université Yaoundé II

« Bring back our girls ». L'émotion au coeur de la mobilisation internationale pour la libération des filles enlevées de Chibok par Boko Haram

Comment s'est articulée la mobilisation internationale en vue de libérer les filles enlevées de Chibok par le groupe terroriste Boko Haram ? Cette communication vise à expliquer les contours de la mobilisation de la communauté internationale à l'orée de ce drame social depuis l'action collective jusqu'à la mise en sens et la fabrique d'un agenda international de discussion au sein des Nations-Unies. Cette mobilisation oscille entre différentes postures d'énerverment des familles et des mouvements sociaux vis-à-vis du gouvernement nigérian, jugé laxiste dans la gestion de la menace Boko Haram, et de compassion de la part des acteurs de la communauté internationale. Il en a résulté la mise en route d'une série d'interventions et d'actions concrètes et surtout de récits fondés autour de l'éthique de la nécessité d'intervenir et de la protection des droits de l'homme, de la jeune fille en particulier. Dans une Afrique plurielle et complexe, la lutte contre le terrorisme devient de plus en plus un enjeu discursif et normatif autour duquel se fabriquent des coalitions opportunes et conjoncturelles entre acteurs mus par l'émotion ; autour de la cause de la libération des filles enlevées de Chibok par Boko Haram. Par le truchement d'une démarche qualitative de collecte du matériau autour de l'enlèvement des plus de 200 filles de Chibok sur la toile, à travers les prises de positions communicationnelles des acteurs, cette communication souligne l'importance des récits d'action publique dans la construction d'un problème public international.

ALPHONSE ZOZIME TAMEKAMTA, Université Yaoundé (tzozime@yahoo.fr)

La propagande panafricaniste dans les espaces publics au Cameroun. Entre « dé-néo-colonisation » du discours et immobilisme gouvernant

L'histoire du Cameroun, probablement méconnue, laisse transparaître des séquences douloureuses marquées par une mobilisation corporatiste des jeunes, de type « révolutionnaire ». En effet, le mode opératoire de l'Union des populations du Cameroun -UPC- (entre 1955 et 1971), le foisonnement des groupes d'autodéfense ethno-régionalistes (Essigan, La'akam) à l'université de Yaoundé (1990-1992), les émeutes de la faim (février 2008), etc. peuvent s'interpréter comme l'expression du rapport tendu entre gouvernants et gouvernés. Bien que cela relève d'un passé récent parfois surdéterminé, il se forge dans les espaces publics et privés, de nos jours, un discours aux effluves panafricanistes. Celui-ci, très mobilisateur et à l'opposé du discours antérieur, s'inscrit dans un environnement marqué à la fois par les intentions populaires dé-coloniales et le souci de reproduction du souverainisme et de l'immobilisme gouvernant. En clair, les crises libyenne et ivoirienne, les critiques acerbes contre la Cour pénale internationale, la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram, les récriminations (mauvaise gouvernance, non-respect des droits de l'homme, absence d'alternance, etc.) de la communauté internationale au Cameroun, curieusement, constituent la base référentielle et structurent la psychologie permanemment revendicatrice d'une identité africaniste opposable au Nord. Ainsi, les stéréotypes culturels, les codes esthétiques, les référents littéraires ou scientifiques, fondent le discours des journalistes, des intellectuels et des hommes politiques ; ceux-ci procédant par indignation du « complot extérieur » pour mobiliser le peuple autour des gouvernants. Cela étant, quels sont les déterminants du discours panafricaniste camerounais ? Quels en sont les enjeux et comment s'articulent-ils au passé, au présent et à l'avenir du Cameroun dans la perspective de l'élection présidentielle de 2018 ? Autrement dit, ce discours est-il porteur de rupture avec le Nord ou est-il simplement conservateur du présidentielisme camerounais ? Cette contribution se propose de réfléchir sur les formes plus ou moins durables, structurées et collectives, du discours collectif et panafricaniste dans les espaces publics et privés au Cameroun. Ainsi, il s'agit de mettre en évidence les figures de cet engagement et d'analyser les formes/supports d'expression de la contestation des rapports avec le Nord (dé-néo-colonisation) et de reproduction du statu quo gouvernant (immobilisme).

DARUS VIALLEY KEUNANG, Université de Yaoundé I (keunang3@yahoo.fr)

La commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme face aux enjeux de gestion des minorités linguistiques au Cameroun

Dès 1916, le territoire du Cameroun est administré par la France et la Grande Bretagne, et ce jusqu'à son indépendance. L'héritage colonial et les dispositions constitutionnelles ont fait du Cameroun un pays bilingue avec l'anglais et le français comme langues officielles. Cependant, les anglophones n'occupent géographiquement que deux régions sur dix et moins de 20% de la population totale du pays. Les anglophones constituent ainsi une minorité linguistique au Cameroun. Malgré les dispositions légales, dans la pratique, l'anglais est relégué au second rang dans les espaces publics, et la crise dite anglophone que le Cameroun traverse en ce moment trouve en grande partie sa justification dans le non-respect du droit des minorités linguistiques que sont les anglophones. Ils clament d'ailleurs leur « recolonisation linguistique » par les francophones. C'est pour résoudre ce problème que le gouvernement camerounais a mis sur pied la commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme avec à sa tête un anglophone. Il s'agit à travers cette action politique d'apporter une réponse à la défaillance du cadre normatif existant. Ainsi, quel bilan peut-on faire de la gestion des minorités linguistiques (anglophones) au Cameroun ? Quels sont les défis de la commission pour la promotion du bilinguisme ? À travers une approche historique, notre ambition est de présenter le contexte et les enjeux de la création de cette Commission afin de scruter les actions qu'elle entend mener pour la reconnaissance et la restauration des droits linguistiques des anglophones au Cameroun.

Séance B – Interdisciplinarité en science politique

Atelier B1 – La science politique contemporaine comme discipline carrefour : entre effort holistique, prétention gnoséologie et anarchisme méthodologique

Responsables : SIMÉON ROLAND EKODO MVENG, Fondation Paul Ango Ela de Géopolitique en Afrique centrale (rolandpolicy@live.fr), MATHIAS ÉRCI OWANA NGUINI (owonanguini@yahoo.fr) et CÉLESTIN KAPTCHOUANG TCHEJIP (kaptchouang90@yahoo.fr)

Description de l'atelier :

Au concert des explications rationnelles du système monde, Il n'y a rien de plus complexe à l'heure actuelle comme la question du statut épistémologique de la science politique. Si pour ses épigones, sa centralité au sein des sciences sociales et ses outils méthodologiques et théoriques lui permettraient en effet, d'expliquer toute chose dans la mesure du possible; certains conservateurs des itinéraires intellectuels pointus et chantres de la spécialisation n'y voient dans cette contiguïté épistémique, rien d'autre qu'une imposture savante au demeurant totalitaire et prétentieuse. Si pour un Karl Polanyi, les faits sociaux sont encastés et incrustés les uns dans les autres et, au regard des biais analytiques et œillets imputables à toute tentative de l'explication unique, peut-on valablement organiser un procès de commodité à une démarche transdisciplinaire et interdisciplinaire aboutissant à la compréhension panoramique des problèmes politiques de notre ère ? Au tribunal de la complexité sociale chez Edgar Morin, Le schéma d'un cloisonnement des connaissances prospérerait logiquement devant l'avarice d'une mono-approche taçant le découpage et la clôture épistémiques des savoirs dans des gangues corporatistes. Où l'étroitesse d'un prisme recommanderait, d'abandonner la polémologie aux seuls militaires, de confier le décryptage de toute la société au club élitiste des sociologues, de réserver l'analyse des politiques publiques de santé à l'ordre restreint des médecins, ou encore le management du sport à ses praticiens, et la guerre des religions aux dogmatiques ou aux théologiens. Sinon, dans la construction markétique de sa légitimité après un long processus d'autonomisation émaillé de luttes et, considérant ses rudiments techniques actuels de saisine de la réalité, à quels bénéfices explicatifs ou à quels dépens renverrait l'incursion hasardeuse du politologue dans un sentier historiquement battu par les disciplines sœurs ou miné par des algorithmes et des symboles.

Panel B1.1
Mercredi 23 mai 2018 14h00-15h30
Lieu : FSS-4012

DOMINIQUE ARMAND BILONGO, Université de Yaoundé II et FPAE (billpolicy@yahoo.fr)

Penser l'interdisciplinarité et la pluridisciplinarité dans la politique étrangère à l'âge global : sens et puissance de la politique internationale du Cameroun en Afrique centrale

L'analyse de la politique étrangère, comme dynamique théorique basée et structurée sur une investigation empirique mobilise plusieurs outils et cadres d'analyses des sciences sociales. L'analyse de la politique étrangère comme sous discipline de la science politique et des relations internationales en particulier s'est formée et développée sur un socle épistémologique positiviste et méthodologique behavioriste. Cependant, l'évolution factorielle et la transformation actancielle de l'arène internationale due aux dynamiques de la globalisation ont reconfigurée l'analyse de la politique étrangère. L'étude de la politique étrangère est confrontée aux nouveaux objets et sites de recherche, qui se caractérisent par leurs natures totales et universelles. Dans cette perspective, l'étude de la

politique extérieure s'énonce à partir des cadres interdisciplinaires et s'organise les logiques multidisciplinaires. En d'autres termes, la formation épistémologique de la politique extérieure s'opère désormais à partir du transfert des concepts et de méthodes des sciences sociales voisines, ce déplacement va élargir le champ de compétence et de performance de la politique étrangère. Le développement de la politique étrangère se déploie par la juxtaposition des savoirs des autres disciplines et mais également la mise à l'épreuve des pouvoirs des disciplines sœurs de la politique étrangère. Notre propos dans cette communication consiste à rompre avec le tropisme de la monodisciplinarité et de la codisciplinarité qui structurent l'étude de la politique étrangère du Cameroun en Afrique centrale. Il s'agit de montrer que l'explication et la compréhension de la politique internationale du Cameroun passe par l'intégration des approches épistémiques, méthodologiques et théoriques des autres sciences sociales, des sous-disciplines de la science politique et des relations internationales.

PHILIPPE AWONO EYEBE, Université de Lyon III Jean Moulin (philippeawono@gmail.com)

Le fait sécurité dans la science politique contemporaine: épistémologies plurielles, explication unique

La question du statut épistémologique revient régulièrement dans les débats en sciences politiques. Le fait sécuritaire fait partie de ce débat. Sa caractéristique principale est qu'il n'est pas saisi uniquement par la science politique mais aussi d'autres sciences humaines et sociales comme la sociologie, l'histoire, la géographie, l'anthropologie. Néanmoins, la majeure partie des travaux portant sur la sécurité sont l'œuvre de politistes. Ce qui pose le problème de la capacité de la science politique à épuiser le fait sécuritaire, mais aussi le problème de la paternité de l'objet. Cet article part de l'hypothèse que la science politique ne peut pas épuiser le fait sécuritaire et que c'est en adoptant des épistémologies plurielles qu'on peut en rendre solidement compte en évoquant toutes les dimensions. L'article cherche aussi à montrer que ces épistémologies plurielles ne sont pas nécessairement en contradiction. Au contraire, elles offrent une explication unique bien plus large et consistante qu'elle ne l'aurait été dans le cadre d'une seule discipline.

BRICE STÉPHANE ONDIGUI AVELE, Université Yaoundé II et CREPS (besondigui@gmail.com)

L'anarchisme méthodologique et la science politique camerounaise: révolution scientifique ou science à rabais?

Plusieurs décennies après son émergence entre la fin du 19^{ème} et le début du 20^{ème} siècle (Hasting, 1996), les trajectoires d'autonomisation explorées par la science politique n'ont jusqu'ici pas permis à cette discipline de solder une fois pour tous les nombreux débats épistémiques qui la travaillent et la traversent tant et si bien qu'elle continue d'être regardée comme une discipline en permanente (re)construction. C'est que dans les sciences sociales en général, la question processus de fabrication du savoir depuis Kuhn, Bachelard, Popper, Weber, Durkheim et autre Mills, est aussi déterminante que l'objet du savoir en lui-même au point de constituer un débat dans le débat. En science politique, cette question se pose avec plus de pertinence encore au regard du caractère « cotisé » et même quelques fois « bricolé » de la méthode de fabrication du savoir politologique. Toutefois, le débat reste le même dans le fond à savoir : le procédé de construction du savoir garanti-t-il la qualité de ce dernier ? Pour certains aujourd'hui, les procédés par lesquels la recherche scientifique (politologique) est menée rend tout simplement suspects les résultats auxquelles elle aboutit (Feyerabend, 1979). Il ne faut donc pas hésiter à se rebeller contre ces derniers, à les combattre ou du moins à s'en libérer (Feyerabend, 1979). Ainsi seront sonnées les cloches de l'anarchisme méthodologique considérée par d'aucuns comme « un excellent remède pour l'épistémologie et la philosophie des sciences. Considéré par d'autres (la majorité d'ailleurs) comme une hérésie, le débat anarchiste depuis son ouverture, a volontairement été ignoré au sein communautés scientifiques. Toutefois, il a su résister au temps et à l'indifférence et aujourd'hui, non seulement il marque progressivement les débats scientifiques à travers les principaux pôles de production scientifiques, mais en plus, il s'exporte peu à peu vers des pôles scientifiques périphériques notamment en Afrique. Au Cameroun justement, son interprétation est pour le moins curieuse. Alors que selon les anarchistes le rejet de la méthode consacrée obéit à un processus intelligent, pensé et prémédité, fondé sur une volonté consciente, il semble dans la science politique camerounaise, plus relever d'une non maîtrise des fondamentaux théoriques et méthodologiques. Ce papier entend démontrer, à partir d'une étude comparative des programmes d'enseignements et des travaux des étudiants des facultés des sciences juridiques et politiques camerounaises, que les failles et apories constatées ici, loin d'être le résultat d'un alignement sur les thèses anarchistes comme certains ont tendance à le justifier lors des soutenances de leurs travaux, relève plus d'une non maîtrise de l'épistémologie même de la science politique.

HUBERT CHRISTIAN BITOGO, Université Yaoundé II et CREDO (cbitogo@yahoo.fr)

Les oppositions idéologico-structurelles dans l'approche pouvoiriste de Harold Lasswell et celle de Raymond Aron dans la pratique politique contemporaine

Les opinions sur la notion de pouvoir sont légion en Science politique, et même dans d'autres disciplines. Elles sont aussi divergentes les unes que les autres, et constituent un vivier scientifique important dans le cadre de la recherche. Dans le même temps, la pratique politique a énormément évolué, bien que les buts restent quasiment les mêmes, à savoir : la quête d'influences et la volonté perpétuelle de sauvegarder ses intérêts, au détriment le plus souvent des principes régissant les règles de Droit, et le respect de la vie humaine. Ce sera pour ainsi dire, le contenu de notre exposé scientifique, qui mettra en lumière grosso modo, les points de vue de deux éminents politologues, qui sont : Harold D. Lasswell et Raymond Aron.

JERRY EFFORT TCHINDA, Université Yaoundé II (jerryeffort@gmail.com)

Des disciplines éclatées autour d'une science en construction. La science politique à la croisée des chemins interdisciplinaires

Comment se construit et se sédimente le patrimoine théorique et méthodologique de la science politique ? Dans quelle mesure le politique trouve-t-il son explication dans une pluralité de paradigmes et de disciplines de sciences sociales ? Cette communication entend montrer que la science politique s'appréhende comme une « science carrefour » et tient sa singularité de la pluralité des disciplines qui l'informent. Le politique est dès lors une catégorie sociale hétérogène et riche par la diversité des objets et des cadres disciplinaires qui en rendent compte. Il s'explique comme variable transversale et nourrit les terrains divers entre sciences humaines et sciences sociales. C'est dire que la science politique est une science à la fois d'emprunt et de patrimoine théoriques. L'objectif de cette communication est de dissocier précisément cette part d'emprunt et d'autonomie théorique et méthodologique qui distingue la science politique des autres disciplines qui l'éclairent.

Atelier B2 – Penser l’interdisciplinarité de la science politique avec Harold Laswell

Responsable : EVE SEGUIN, Université du Québec à Montréal (seguin.eve@uqam.ca)

Description de l’atelier :

A l’instar d’autres politologues ayant enseigné à Yale University, Harold Lasswell est considéré comme une figure de proue de la science politique du 20^e siècle, auquel nous devons des contributions décisives. L’APSA, qu’il a présidée en 1955-56, attribue à la meilleure thèse de doctorat dans le champ des politiques publiques le Harold D. Lasswell Award. Le discours présidentiel qu’il a prononcé en 1956 est criant d’actualité. Sous le signe de l’interdisciplinarité, il critiquait les politologues pour avoir été incapables de prédire et prévenir l’utilisation d’armes nucléaires pendant la seconde guerre mondiale, et anticipait de nombreux développements survenus plus tard, tels l’émergence du transhumanisme ou la nuisance des énergies fossiles.

Ce qui distingue résolument Lasswell de ses contemporains est précisément la forte interdisciplinarité qui marque son œuvre, sur le plan de ses objets d’étude, de la formation des politologues qu’il préconise, et des disciplines qu’il convoque dans ses recherches. Lasswell étudie le pouvoir, la communication, la propagande, l’élite, il mobilise des catégories psychanalytiques dans l’étude des phénomènes politiques et, surtout, il fonde l’analyse des politiques publiques avec son programme des *policy sciences*. Ce programme, dans lequel les politologues sont appelés à jouer un rôle central, consiste à comprendre le processus de formulation et d’implémentation des politiques publiques et à améliorer ce processus en fournissant aux décideurs un savoir pertinent pour résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés. A cette fin, il avance que l’interdisciplinarité est nécessaire. Toutes les sciences, autant naturelles que sociales et psychologiques, doivent être mises à contribution.

L’objectif de l’atelier est de revisiter l’influence de Lasswell sur l’interdisciplinarité en science politique, et de tirer de son œuvre des leçons pertinentes pour le monde d’aujourd’hui.

Panel B2.1

Mercredi 23 mai 2018 14h00-15h30

Lieu : FSS-4014

GÉRARD BOISMENU, Université de Montréal (gerard.boismenu@umontreal.ca)

La science politique aujourd’hui plus qu’hier: seule ou avec d’autres?

La science politique peut être comprise en considérant ce qui fonderait son périmètre, en mettant en valeur un univers paradigmatique propre. Pourtant, le cheminement de sa construction disciplinaire a été parsemé de fréquentations d’autres corpus qui l’ont fortement inspiré. Ce sera tantôt le droit, l’économie, la philosophie ou la psychologie, que sais-je encore. Dans la façon de décanter la science politique aujourd’hui, ces univers et sensibilités ressortent comme autant de traces constitutives. Par ailleurs, le politique emprunte diverses voies et se diversifie dans ses formes d’expression et dans ses connexions, ouvrant, de ce fait, le champ d’observation souvent, bien au-delà du tracé du périmètre initial. Ces connexions sont elles-mêmes le fait de la grande spécialisation des modes intellectuels d’appréhender le réel. Tentée elle-même par la spécialisation, la science politique est portée vers un extérieur qui, en retour, interpelle l’opportunité de la notion de périmètre. La formation de politologie repousse les frontières et incite à élargir les compétences, si elle se veut pertinente pour saisir les modes, formes et représentations qui fondent le pouvoir et son mode d’existence. En ce sens, les programmes de formation peuvent s’ouvrir à des champs intellectuels qui alimentent judicieusement ce qu’apporte la science politique à l’analyse de la réalité. Car la notion de pertinence ne s’apprécie pas uniquement sous l’angle de l’intégrité intellectuelle fondant une discipline, mais également en termes

de réponse aux attentes et aux usages qui s'expriment dans la société. À l'heure où l'intérêt pour un profil professionnel en T (T-Shaped Professional) s'exprime nettement, il faut se donner le temps d'apprécier l'impact de cette attente. S'il faut combiner, à l'acquisition et à la maîtrise d'un savoir-faire, d'un processus ou d'une connaissance particulière, des compétences transversales faisant appel à une formation connexe ou complémentaire, que doit-on en conclure pour la science politique. De cette réflexion, on devrait pouvoir projeter les orientations à suivre dans les programmes de formation qui se déploient différemment selon les cycles.

GUY LACHAPPELLE, Université Concordia (guy.lachapelle@concordia.ca)

Comment rendre la science politique plus scientifique? Vers l'interdisciplinarité et la multidisciplinarité

Dans son allocution présidentielle de 1956 devant les collègues de l'American Political Science Association, Harold D. Lasswell affirmait: « Political science is the policy science, par excellence ». Que voulait-il dire? En fait, il invitait les politistes à revoir leurs modèles analytiques, à s'Imprégner de l'expérience des autres disciplines afin de résoudre les problèmes sociaux et internationaux de l'après-guerre. La science politique américaine a certes pris le relais en cherchant à centrer ses recherches vers les citoyens, à transformer les sociétés en lieu d'expérimentation, et à trouver solutions aux maux qui affligeaient la société américaine. On peut penser aux programmes de lutte contre la pauvreté (*War against Poverty*), à l'idée d'instaurer un revenu minimum garanti (*New Jersey Income Experiment*) ou au rapport de James Coleman publié en 1966 sur les inégalités dans le système scolaire américain. La science politique était alors investie d'un objectif: améliorer la société américaine. En parallèle, de nouvelles méthodes de recherche sont apparues, souvent empruntés des sciences naturelles. L'évaluation des politiques et des programmes est devenue au centre des analyses avec l'instauration de nouveaux modes de gestion budgétaire et gouvernementale. Où en sommes-nous aujourd'hui 60 ans après l'allocution de Lasswell? La science politique permet-elle d'aider les décideurs à prendre les bonnes décisions? Est-elle devenue une véritable science permettant de mieux appréhender le changement? Non seulement l'interdisciplinarité est aujourd'hui nécessaire pour mieux outiller et former les politologues à la résolution de problèmes complexes mais il faudra aussi faire plus place à la multidisciplinarité. Tel est le défi de la science politique en ce début de 21^{ème} siècle.

JONATHAN PAQUETTE, Université d'Ottawa (jonathan.paquette@uottawa.ca)

Analyse des politiques culturelles: les nomades conceptuels des policy studies

Les policy studies et leurs auteurs pionniers ont eu une influence conceptuelle considérable et qui dépasse largement le cadre de la science politique. À cet effet, cette présentation porte une réflexion sur la créativité engendrée par la diffusion et par la circulation – dans l'espace académique – des concepts développés dans le cadre du programme intellectuel des policy studies. Concepts nomades (Stengers et Andler 1987 ; Dumas 1999), les concepts de l'analyse des politiques publiques ont eu une influence notamment sur le développement de plusieurs « traditions » académiques de l'analyse des politiques culturelles (Gray 2010 ; Mulcahy 2006 ; 2017). Cette communication met en relief les modes de circulations et modes d'appropriations des concepts des politiques publiques, tout en illustrant leur capacité à inspirer et à structurer des pensées, des formations et des programmes de recherche qui ont l'analyse des décisions et actions gouvernementales dans le champ culturel comme objet d'étude. Il s'agira de faire l'itinéraire de ces concepts qui ont contribué à l'essor de plusieurs espaces de formation et de recherche, en passant en revue le développement des cultural studies, des cultural policy studies, de la gestion des arts (arts management) aux États-Unis et en Europe continentale, et des heritage studies. Cette présentation abordera bien entendu les singularités de l'analyse des politiques culturelles telles qu'elles s'expriment en science politique (Durrer et al. 2017). Plusieurs de ces champs interdisciplinaires et néo-disciplines sont en phase de maturation et font aujourd'hui le point sur leurs racines et influences intellectuelles. Finalement, l'objectif de cette communication consiste à illustrer toute la diversité de l'influence des concepts et travaux fondamentaux de l'analyse des politiques sur ces nouveaux espaces intellectuels.

EVE SEGUIN, Université du Québec à Montréal (esequin22@yahoo.com)

La science comme objet de la science politique. La leçon oubliée d'Harold Lasswell

Il existe un consensus selon lequel la science politique est la science sociale qui s'est constituée le plus tardivement parce qu'elle a dû se détacher de plusieurs autres disciplines telles le droit, l'économie politique, l'histoire, ou la philosophie morale. C'est aussi celle qui semble la plus préoccupée à faire la preuve de sa scientificité. Peut-être est-ce la raison pour laquelle les sciences et les technologies ne figurent pas parmi ses objets d'étude. En effet, alors que nous vivons dans les sociétés les plus high tech de l'histoire, la discipline qui se consacre à l'étude du pouvoir n'accorde pas de place, ou une place dérisoire, aux savoirs et savoir-faire techniques et scientifiques qui bouleversent régulièrement l'ordre social. Prenons un cas extrêmement révélateur. Si on retient la conception, courante en science politique, qui fait de l'État l'épicentre du politique, la production, les usages, et les effets des statistiques publiques devraient logiquement figurer parmi les objets les plus valorisés de la discipline. Or, ce sont les historiens et, dans une moindre mesure, les sociologues qui travaillent sur ces statistiques, tandis que les politologues certifiés qui partagent cet intérêt choisissent d'œuvrer dans le périmètre de l'histoire des sciences ou du champ STS (Sciences, Technologies et Sociétés) plutôt que de la science politique elle-même. Pourtant, dans les années 1950 des politologues et théoriciens politiques ont bien compris la nécessité de prendre en compte les avancées technoscientifiques dans l'analyse des phénomènes politiques. C'est le cas en particulier du politologue américain Harold Lasswell. Celui-ci a toujours considéré que la science politique devait analyser les développements scientifiques et techniques en vertu de leur impact très substantiel sur les sociétés et l'ordre politique. C'est précisément cette thèse qu'il choisit de défendre dans son discours présidentiel de 1956 à l'APSA, auquel il donne le titre remarquable « The political science of science ». Organisant son argumentation autour de trois développements technoscientifiques avérés ou qu'il anticipe en véritable visionnaire, il en dégage les enjeux politiques et incite les politologues à oser l'interdisciplinarité, y compris et surtout avec les sciences « dures ». Nous verrons que la science politique contemporaine semble avoir curieusement oublié la leçon magistrale de l'une de ses figures de proue.

Atelier B3 – La transformation de la participation et de l’engagement politique : interroger les (im)possibles d’un objet de recherche multidisciplinaire

Responsables : MYRIAM MORISSETTE, Université de Montréal (myriam.morissette.1@umontreal.ca) et GUILLAUME BÉLIVEAU CÔTÉ, Université Laval (guillaume.beliveau-cote.1@ulaval.ca)

Description de l’atelier :

La transformation des modes de participation et d’engagement politique dans les sociétés démocratiques occidentales a contribué à l’émergence d’un nouvel objet d’étude dans plusieurs disciplines des sciences sociales. Si la multidisciplinarité des travaux a permis d’approfondir un plus grand nombre de questions, d’aborder l’objet de recherche sous différents angles, elle a aussi contribué à une multiplication et à un certain cloisonnement des concepts et des propositions théoriques. Une revue de la littérature pertinente fait par exemple ressortir une multitude de concepts – par exemple, la participation politique informelle, l’action collective individualisée, les actions non-politiques politiquement motivées, la participation politique créative ou expressive, le lifestyle politics, l’infra-politique, les non-mouvements sociaux, les everyday makers, le Do-It-Yourself politics ou encore la politique de la préfiguration – référant à des pratiques parfois empiriquement semblables et s’inscrivant dans des conversations disciplinaires distinctes. Dès lors, la question de la mise en commun se pose. Est-il possible et souhaitable d’effectuer une synthèse des connaissances de disciplines distinctes ? Quels sont les enjeux de traduction des concepts d’une discipline à l’autre ? Quels seraient les apports et les limites d’un tel exercice ? Pour amorcer la réflexion, cet atelier propose d’effectuer un tour d’horizon des travaux portant sur la transformation des modes de participation et d’engagement politique à travers différentes perspectives disciplinaires pour ensuite mettre en lumière et interroger les possibles et les impossibles d’une conversation inter-voire transdisciplinaire. Il contribuera ainsi à avancer la réflexion sur cet objet de recherche et, plus largement, sur les enjeux de la multi/inter/transdisciplinarité.

Panel B3.1
Jeudi 24 mai 2018 9h30-11h00
Lieu : FSS-5028

GUILLAUME BÉLIVEAU CÔTÉ, Université Laval (guillaume.beliveau-cote.1@ulaval.ca) et MYRIAM MORISSETTE, Université de Montréal (myriam.morissette.1@umontreal.ca)

Introduction : La pratique du dumpster diving peut-elle être considérée comme politique ?

La communication d’ouverture propose de se pencher sur la question du politique de la pratique du dumpster diving, comprise comme la récupération et la réappropriation, individuellement ou collectivement, de biens jetés aux ordures par leurs propriétaires. Elle le fera à partir de différents ancrages disciplinaires (notamment, la science politique, la sociologie, les études urbaines) et de matériel empirique provenant d’observations et d’entretiens. En filigrane, la communication ouvrira la réflexion sur les apports et les limites de la multi/inter/transdisciplinarité dans l’étude de nouvelles formes de participation et d’engagement politiques.

AGATHE LELIÈVRE, Université de Montréal (agathe.lelievre@umontreal.ca)

Réflexions autour d’une pratique : le volontariat dans les fermes biologiques est-il porteur d’un engagement politique ?

La communication présenterait le cadre théorique de mon projet de thèse portant sur l'engagement politique, en mettant l'accent sur les emprunts faits à différentes disciplines et les enjeux théoriques et méthodologiques ainsi posés. La thèse porte sur la pratique du volontariat dans des fermes biologiques au Québec, qui repose sur un échange non-marchand entre des volontaires proposant leur force de travail et des propriétaires d'exploitations biologiques qui leur offrent le gîte, le couvert et des connaissances sur leurs savoirs agricoles en contrepartie. La question de recherche est la suivante : En quoi une expérience de wwoofing peut-elle être corrélée au déclenchement ou à la poursuite d'un engagement politique individuel ou collectif ? Mon cadre théorique s'inscrit principalement dans la littérature critique sur les mouvements sociaux, qui questionne la dichotomie traditionnellement faite entre résistance individuelle et action collective (Snow 2004, Péchu 2007), en utilisant une approche multi-institutionnelle (Armstrong, Bernstein 2008). Les travaux sur la lifestyle politics (Michelletti 2003) permettent également de considérer les pratiques et le mode de vie au sein des fermes, prises comme espaces de circulation de normes et de représentations selon une acception faite en géographie critique (Chatterton, Pickerill 2010), comme porteurs de signification politique, voire d'engagement, notamment pour la cause écologique. La contribution pourrait ainsi être d'explorer à travers des analyses de trajectoires de volontaires le lien entre actions individuelles et changement social, qui est central dans les transformations de l'engagement (Pleyers 2017), et paradoxalement proche d'une rationalité néolibérale centrée sur l'individu.

MARTIN ROY, Université d'Ottawa et EHESS (mroy138@uottawa.ca)

La denrée citoyenne

L'usage moderne du mot citoyenneté fait aujourd'hui autorité (i.e. Balibar, Skinner, Tully). Il réduit le sens du mot citoyenneté au seul paradigme de « statut légal ». Il charrie en lui la mythologie libérale contractualiste de la citoyenneté (i.e. Berlin, Dworkin, Gaius, Hobbes, Rawls). Constitutive de l'esprit moderne, celle-ci rend normale la soumission du sens effectif du mot citoyenneté au seul pouvoir de décision de l'État. Si le totalitarisme est bien intérieur à la modernité (Dumont), l'usage moderne du mot citoyenneté en est complice puisqu'il réduit le mot citoyenneté au non-sens – condition propice à la prise en charge totalitaire de sa signification (Arendt, Descombes, Lefort). Une perspective anthropologique se dessine depuis les 20 dernières années dans le champ des études sur la citoyenneté (i.e. Balibar, Isin, Neveu, Rancière, Tully, Werbner). On la reconnaît dans la continuité d'un usage transitif du mot citoyenneté, i.e. en termes d'action. Cet usage permettrait de cibler une ligne de démarcation avec l'usage moderne du mot citoyenneté (Werbner) toute en renouvelant ou transformant la question controversée du « citoyen actif » (Isin, Neveux). Par la même occasion, elle prétend dépasser la seule logique de la « participation » (Isin) qui, en dernière analyse, semble autoriser une compatibilité entre citoyenneté et totalitarisme (Heater). Comment (ou peut-on) penser de manière intelligible l'action comme denrée citoyenne dans les termes de cette perspective ? Je propose de mettre en dialogue trois champs de réflexion : les travaux développés en anthropologie et pensée politique dans le champ des études sur la citoyenneté, puis la philosophie de l'action.

ELENA WALDISPUEHL, Université de Montréal (elena.waldispuehl@umontreal.ca)

L'étude en ligne des pratiques discursives de résistance des communautés virtuelles féministes: vers de nouvelles perspectives d'engagement politique?

La littérature sur l'engagement et la participation, qu'elle soit formelle ou informelle, intègre encore trop peu les effets structurants du cyberspace sur l'action collective et les pratiques discursives militantes en dépit d'une forte politisation des interactions en ligne (Coleman, 2012 ; 2017) et de phénomènes politiques comme la E-participation (Greffet, 2012). Si des travaux se sont intéressés à l'action collective individualisée (Michelletti, 2002; 2003) ou à l'action connectée (Bennett et Segerberg, 2012), il existe peu de recherches sur les pratiques discursives d'engagement politico-féministe dans le cyberspace. Cette communication propose d'étudier des communautés virtuelles féministes sur le plan de l'infra-politique (Scott, 2009) pour comprendre leurs pratiques de résistance à l'encontre de la manosphère. L'objectif est d'observer en ligne les variations entre leur texte public et leur texte privé. Autrement dit, cette recherche vise à retracer les dynamiques du discours féministe et ses pratiques discursives selon le contexte numérique dans lequel elles s'inscrivent. Ainsi, les pratiques discursives d'un groupe « privé » pourraient être différentes que celles d'un groupe « public ». Il pourrait aussi y avoir des différences selon la nétiquette, la présence d'un modérateur, une politique d'anonymat, des procédures simplifiées pour laisser un commentaire, un serveur sécurisé, etc. Les résultats de cette

recherche seront néanmoins préliminaires et il sera davantage question d'une réflexion quant aux transformations de l'engagement féministe en marge du Web 2.0. En somme, l'ubiquité et la prégnance du cyberspace exigent de réfléchir aux enjeux politiques de l'engagement et de la participation dans une perspective multi/inter/transdisciplinarité ; enjeu auquel cette recherche tente de contribuer.

Panel B3.2
Jeudi 24 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-5028

ISABELLE LACROIX, ENAP/Printemps UVSQ Paris Saclay (isabelle.lacroix@enap.ca),
ISABELLE-ANN LECLAIR-MALETTE, Université de Sherbrooke (isabelle-ann.leclair.mallete@usherbrooke.ca) et ROSITA VARGAS DIAZ, ENAP (rosita.vargasdiaz@enap.ca)

L'engagement des jeunes dans des organisations d'entraide d'anciens placés en protection de l'enfance au Québec et en France : Apports et limites du croisement de la psychologie communautaire et de la sociologie politique dans l'analyse des self-help

La participation des usagers en protection de l'enfance est devenue une norme d'action publique, sous l'influence de traités internationaux et du droit interne français et québécois. Les associations d'usagers ont été fortement analysées dans le champ de la santé tels que le sida, la toxicomanie, la santé mentale, en France (Rabeharisoa, Callon, 2002 ; Broqua, Jauffret-Roustide, 2004 ; Jauffret-Roustide, 2004 ; Beetlestone et al. 2011) ou au Québec (Bellot et al. 2010 ; Clément, 2011) où l'« irruption des usagers en tant qu'acteurs organisés et autonomes au sein de l'univers de la santé est incontestablement un des faits majeurs des 25 dernières années » (Gottely, 2009). En revanche, force est de constater le peu de littérature scientifique sur ce type de mobilisation dans le champ de la protection de l'enfance. Notre recherche en cours, qui porte sur l'engagement des jeunes sortant des centres jeunesse au sein d'organisations d'entraide en France et au Québec, s'appuie sur un travail pluridisciplinaire. Elle croise 43 entretiens auprès d'individus engagés (29 jeunes et 14 « anciens jeunes ») au sein de deux réseaux d'entraide, des observations d'événements associatifs et le recueil de documents. Une littérature a émergé dans différentes disciplines pour définir la question des self help (groupes d'entraide ou d'auto-support, groupes d'intérêt). Nous allons, dans le cadre de cette communication, réfléchir aux apports et limites que l'on a rencontré dans le croisement de nos regards disciplinaires - sociologie, science politique, psychologie communautaire, histoire - pour éclairer, par différents angles, les effets de l'engagement sur ces jeunes dans l'émergence de dynamiques citoyennes.

BRICE STÉPHANE ONDIGUI AVELE, Université Yaoundé II (bsondigui@gmail.com)

Mouvements sociaux et participation politique à l'ère du numérique en Afrique centrale. Ethnographie des modes d'action politique de l'e-rue à l'aune des crises post-électorales et anglophone au Gabon et au Cameroun

Mouvements sociaux et participation politique à l'ère du numérique en Afrique centrale. Ethnographie des modes d'action politique de l'e-rue à l'aune des crises post-électorales et anglophone au Gabon et au Cameroun. La participation politique dans le contexte démocratique actuel en Afrique centrale, épouse une certaine dilatation de l'espace, dépassant ainsi l'immédiateté géographique et temporelle. En effet, l'enchevêtrement des univers médiatiques et sociaux dans lequel l'ici, le maintenant et l'ailleurs sont plus que jamais imbriqués, fait que les jeunes, bien que peu attirés par le jeu politique conventionnel, continuent paradoxalement sur la toile, à s'intéresser fortement aux questions politiques. Le numérique apparaît alors ici, comme un heureux exutoire de transfert des passions politiques. La contestation de la victoire d'Ali Bongo aux présidentielles d'Avril 2016 au Gabon et la crise anglophone aux allures de mouvement sécessionniste armé au Cameroun permettent de s'en rendre compte. Le traitement de ces questions sur la toile laisse apparaître de nouvelles formes de pratiques et d'expression politiques donnant ainsi toute leur raison d'être aux réseaux sociaux. L'engagement des jeunes ici est davantage motivé par des préoccupations sociales et personnelles que par la contestation des régimes de Biya et de Bongo. La participation politique dans ce domaine du numérique est diffuse, surgit n'importe quand, n'importe où et prend des formes d'expression toujours plus nouvelles. Ce papier entend montrer qu'une telle participation, objectivable dans l'analyse croisée du « champ politique » et des « mondes » ou des « espaces de mouvement sociaux », fait de l'e-rue un

champ politique ou un espace de mouvement social autonome où s'opposent et se confrontent, des acteurs diversement situés géographiquement.

CAROLINE PATSIAS, Université du Québec à Montréal (patsias.caroline@uqam.ca)

Transformations de la participation et expression des inégalités sociales. L'exemple de la justice environnementale à l'aune d'une perspective multidisciplinaire

Dans cette communication, je me penche sur la façon dont sont politisés les enjeux environnementaux en étudiant la participation des citoyens au sein de conseils municipaux ou d'arrondissement montréalais. Deux questions sont soulevées : 1) Les citoyens discutent-ils des enjeux environnementaux et cette discussion conduit-elle à une politisation, 2) Cette politisation permet-elle l'expression des injustices environnementales ? – Cette dernière notion souligne que les changements environnementaux comme les coûts des politiques environnementales n'affectent pas tous les citoyens de la même façon. Cette recherche contribue à trois égards à une réflexion sur les transformations de la démocratie. D'abord, elle inverse la façon habituelle d'étudier les transformations démocratiques en analysant non pas les nouvelles instances du politique ou « innovations démocratiques » mais les instances « conventionnelles » de la démocratie représentative. Ensuite, elle s'intéresse à l'expression des inégalités. Le titre de l'ouvrage de Lee et Walker (2015) *Democratizing inequalities* pointe un paradoxe des démocraties modernes. Alors que les « innovations démocratiques » et autre élargissement de la représentation se multiplient, les inégalités augmentent. Il s'agit de répondre à ce paradoxe en examinant le rôle du conflit au sein des discussions démocratiques et les liens entre procédures et conflictualisation. Enfin, elle ouvre à une réflexion théorique sur la façon dont la notion d'environnement conduit à une reformulation de frontières sociales et symboliques des sociétés contemporaines.

NADIM TADJINE, Université Laval (nadim.tadjine@gmail.com)

De l'activisme urbain aux transformations des politiques publiques. Le rôle du designer dans les processus de participation publique

À l'image des actions en activisme urbain menées dans les années 1960-1970 aux États-Unis, on observe aujourd'hui une multiplication d'interventions locales en urbanisme qui accordent une importance particulière à l'intégration de stratégies dites « participatives ». C'est notamment via l'expérimentation urbaine et l'apparition de nouveaux acteurs qui soutiennent la pratique de la participation publique, que ces actions collectives sont parfois associées à l'urbanisme tactique ou à la pratique du placemaking, visent à supporter la démocratie locale. Ces nouvelles formes de mobilisation urbaine façonnent l'opinion publique et renforcent la place des citoyens dans les processus de prises de décisions afin de faire avancer les politiques publiques. Dans ce contexte, on observe au Québec et partout ailleurs un véritable engouement politique qui se traduit par une prolifération de processus de participation qui intègrent une multitude d'acteurs et d'experts, notamment le designer et les démarches de conception qui lui sont propres. Au cours de cette présentation nous questionnerons la façon dont les pratiques d'aménagements temporaires qui s'inscrivent dans des démarches de participation publique ou de Codesign sont susceptibles de transformer l'action publique, et plus largement les politiques publiques.

Panel B3.1
Jeudi 24 mai 2018 16h00-17h30
Lieu : FSS-5028

Table ronde et discussion

Atelier B4 – Finances publiques et réformes fiscales : un regard multi/inter/transdisciplinarité

Responsables : LYNE LATULIPPE, Université de Sherbrooke (lyne.latulippe@usherbrooke.ca) et GENEVIÈVE TELLIER, Université d'Ottawa (gtellier@uottawa.ca).

En collaboration avec la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke

Description de l'atelier :

La fiscalité joue un rôle essentiel dans nos démocraties modernes. Non seulement l'impôt permet de financer les activités de l'État, mais il sert aussi à établir une cohésion et une solidarité sociale : le consentement à l'impôt aurait permis la mise en place des États modernes et soutenu la légitimité nécessaire à l'élaboration de leurs politiques publiques. Cependant, ce consentement à l'impôt est mis à mal depuis quelque temps. En effet, l'argument selon lequel les individus paient trop d'impôt se fait de plus en plus entendre alors que les réductions des impôts corporatifs seraient justifiées par les contraintes imposées par une économie globalisée. De plus, les comportements d'évitement et d'évasion fiscales sont maintenant fréquemment documentés et commentés entre autres par un courant d'activisme fiscal.

Ces nouveaux comportements suscitent l'intérêt des chercheurs de différentes disciplines, tant celles qui s'intéressaient déjà à la fiscalité que celles qui l'ont plus récemment ajoutée à leurs objets d'études. Ainsi, la science économique, les sciences comptables et juridiques, la sociologie, la philosophie, l'histoire tentent d'expliquer les causes et les effets de ce phénomène et de son évolution. Les politologues ne sont pas en reste : eux aussi cherchent à appréhender les enjeux suscités par ces nouveaux comportements. Devant la diversité des approches et des perspectives mobilisées, il semble opportun de profiter du colloque de la SQSP de 2018 pour faire le point sur l'état de l'avancement des connaissances. Toute communication traitant des politiques fiscales et des finances publiques, tant théoriques qu'empiriques, sont les bienvenues.

Panel B4.1 – L'équité des régimes fiscaux
Jeudi 24 mai 2018 9h30-11h00
Lieu : FSS-4014

Présidente : GENEVIÈVE TELLIER, Université d'Ottawa (gtellier@uottawa.ca)

Commentatrice : MELINA DE SOUZA ROCHA LUKIC, Fondation Getúlio Vargas – Direito Rio (melinarochalukic@gmail.com)

AUDREY LAURIN-LAMOTHE, Université du Québec en Outaouais (audreylaurinlamothe@gmail.com)

Quelles réformes fiscales sont nécessaires pour freiner l'accroissement des inégalités lié à la financiarisation de l'économie ?

CAROLE VINCENT (cvincent.consultation@gmail.com), SUZIE ST-CERNY (suzie.st-cerny@usherbrooke.ca) et LUC GODBOUT, CFFP, Université de Sherbrooke

Utilisation des mesures fiscales au Québec : une analyse différenciée selon le sexe

ISALYNE STASSART, IWEPS, Université de Liège (isalyne.stassart@ulg.ac.be)

Expertise économique, fiscalité et politiques sociales : réflexions sur la fédéralisation des allocations familiales en Belgique

Panel B4.2 – Les conséquences des régimes fiscaux
Jeudi 24 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-4014

Présidente : MELINA DE SOUZA ROCHA LUKIC, Fondation Getúlio Vargas – Direito Rio (melinarochalukic@gmail.com)

Commentatrice : LYNE LATULIPPE, CFFP, Université de Sherbrooke (lyne.latulippe@usherbrooke.ca)

OLIVIER JACQUES, Université McGill (olivier.jacques@mail.mcgill.ca)

Le trilemme des finances publiques dans les démocraties avancées

LAURENTINE CHRISTIANNE MBIA EYEBE, Université de Yaoundé II-Cameroun (christiannembia@yahoo.fr)

Les paradoxes de la fiscalité au Cameroun : réflexion autour des pressions fiscales sur les Petites et Moyennes Entreprises

CHEICK ALASSANE TRAORE et HELAINA GASPARD, Université d'Ottawa (ctrao029@uottawa.ca)

Le partenariat public privé comme mode d'approvisionnement en infrastructures lors d'événements sportifs: exemple des jeux Panaméricains et Para panaméricains de Toronto

MAHREZ ZAHED, Université Aix-Marseille (mahrez0007@hotmail.com)

Les politiques fiscales, entre objectifs et résultats

Panel B4.3 – Les promesses des réformes fiscales
Jeudi 24 mai 2018 16h00-17h30
Lieu : FSS-4014

Présidente : LYNE LATULIPPE, Université de Sherbrooke (lyne.latulippe@usherbrooke.ca)

Commentatrice : GENEVIÈVE TELLIER, Université d'Ottawa (gtellier@uottawa.ca)

GILBERT MBASSA, Université de Yaoundé II-Cameroun (g.mbassa@yahoo.fr)

La pertinence des programmes de sécurisation des recettes fiscales au Cameroun

HELAINA GASPARD, IFPD, Université d'Ottawa (helaina.gaspard@uottawa.ca)

Le Canada en contexte : Le système Westminster et l'examen fiscal

MELINA DE SOUZA ROCHA LUKIC, Fondation Getúlio Vargas – Direito Rio – Brésil (melinarochalukic@gmail.com)

Les déterminants cognitifs et institutionnels dans les changements des politiques publiques : le cas de la fiscalité au Brésil

Séance C – Science politique canadienne et québécoise : diversité, enjeux et défis

Atelier C1 – Les enjeux liés à la diversité au Québec et au Canada

Responsables : AUDREY GAGNON, Université de Concordia (audrey.gagnon@umontreal.ca) et ANTOINE BILODEAU, Université de Concordia (antoine.bilodeau@concordia.ca)

Description de l'atelier :

Les dix ans de la commission Bouchard-Taylor suscitent de nombreuses questions concernant les défis qui demeurent en matière de diversité culturelle et religieuse. Par ailleurs, dans le contexte actuel de la montée de l'extrême droite en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde ainsi que de l'intolérance à l'égard des immigrants, il apparaît essentiel de faire le point sur les enjeux liés à la diversité au Québec et au Canada. D'une part, cet atelier abordera des questions d'importance sur les rapports entre les minorités ethnoculturelles et les sociétés québécoise et canadienne. D'autre part, la représentation sociale des enjeux liés à la diversité sera analysée. Quelle relation le mouvement nationaliste québécois entretient-il avec l'immigration? Les expériences de discrimination ont-elles un effet de démobilisation sur l'engagement politique des minorités ethnoculturelles? Et si oui, sous quelles conditions? Comment les tribunaux canadiens interprètent-ils le multiculturalisme et comment cette interprétation transparait-elle dans la résolution de litiges? Par ailleurs, comment les médias représentent-ils les questions liées à la diversité religieuse et ethnoculturelle au Canada? Y a-t-il un écart entre la représentation du multiculturalisme par les tribunaux et les médias canadiens? Telles sont certaines des questions qui seront abordées dans cet atelier.

Panel C1.1

Les rapports entre les minorités ethnoculturelles et les sociétés québécoise et canadienne

Vendredi 25 mai 2018 9h-10h30

Lieu : FSS-4015

AUDREY GAGNON, Université Concordia (audrey.gagnon@umontreal.ca) et ANTOINE BILODEAU, Université Concordia (antoine.bilodeau@concordia.ca)

Nationalisme et immigration au Québec : une analyse de l'opinion publique

Le nationalisme est souvent associé à une opposition à l'immigration. En effet, plusieurs soutiennent que le nationalisme se caractérise par un dévouement à la nation allant de pair avec une exclusion des « autres ». Ce postulat nous amène à nous questionner sur la relation que les mouvements nationalistes entretiennent avec l'immigration. Cette étude entend étudier le cas québécois, plus précisément, en examinant si les partisans de l'indépendance du Québec ont des opinions au sujet de l'immigration qui sont différentes de celles du reste de la population et quels sont les facteurs expliquant cette différence. Les théories du « generalized prejudice », de l'identité sociale et des conflits réalistes sont testées à l'aide des données du Projet sur la diversité provinciale. Les résultats démontrent que les opinions plus négatives face à l'immigration des partisans de l'indépendance s'expliquent par leurs craintes que l'immigration menace la préservation de la langue française ainsi que par la perception que les immigrants sont un obstacle à la réalisation de l'indépendance du Québec.

ANTOINE BILODEAU (antoine.bilodeau@concordia.ca) et CLAYTON MA, Université Concordia (clayton.ma@uottawa.ca)

Mobilisation en marge du système politique: Mieux comprendre le lien entre discrimination et engagement politique chez les minorités ethnoculturelles au Canada

La recherche actuelle suggère que les expériences discriminatoires favorisent un désengagement politique parmi les minorités ethnoculturelles dans un bon nombre de démocraties occidentales. Quelques études, toutefois, suggèrent plutôt que l'effet de ces expériences discriminatoires doit être nuancé. Par exemple, Valdez (2011) observe que les expériences discriminatoires sont simultanément associées à un désengagement dans les modes de participations formels tel que le vote et avec un plus grand engagement dans les modes de participation non-institutionnels. Bilodeau (2017) observe des tendances similaires chez les minorités visibles au Québec. Notre article réexamine la relation entre discrimination et engagement politique, plus particulièrement pour le cas des immigrants de première et seconde génération au Canada. L'article entend faire une triple contribution à ce débat. Premièrement, il examine si les tendances décrites plus haut sont aussi observées pour l'ensemble du Canada. Deuxièmement, il examine si les expériences discriminatoires dans toutes les sphères de la vie (emploi, vie de quartier, relation avec les gouvernements...) sont également liées à l'engagement politique. Troisièmement, l'article examine si l'identification ethnique joue un rôle médiateur entre les expériences discriminatoires et l'engagement politique. Les analyses reposent sur les données du Projet sur la diversité provinciale qui comprend un sur-échantillonnage de 1600 répondants membres d'une minorité visible de 1ère et 2ème génération.

LUC TURGEON, Université d'Ottawa (lturgeon@uottawa.ca) et ANTOINE BILODEAU, Université Concordia (antoine.bilodeau@concordia.ca)

Attitudes envers l'immigration et la diversité ethnoculturelle au Québec: une exploration des variations territoriales

Le sentiment de menace culturelle joue un rôle clé dans la structuration des attitudes à l'égard des immigrants et de l'immigration (Sniderman et coll., 2004; Sides et Citrin, 2007). Or, selon Hopkins et coll. (2014), nous en savons peu sur les aspects spécifiques de la culture des immigrants et des minorités ethnoculturelles qui sont susceptibles de produire des sentiments de menace. De plus, selon Newman et coll. (2012), il importe non seulement d'explorer les menaces à la culture et à l'identité du groupe majoritaire, mais aussi les sentiments individuels de menace, en particulier l'influence d'échanges interpersonnels (ou l'absence de tels échanges) avec des membres des minorités ethnoculturelles. Notre étude examine l'influence de ces facteurs sur les attitudes des Québécois envers l'immigration. Nous explorons également l'impact des contextes locaux sur le sentiment de menace en comparant les attitudes des résidents de Montréal, de la banlieue de Montréal et des régions éloignées. Notre étude repose sur huit groupes de discussion organisés dans trois régions du Québec à l'automne 2017

Panel C1.2
La représentation sociale des enjeux liés à la diversité
Vendredi 25 mai 2018 10h45-12h15
Lieu : FSS-4015

FRANÇOIS ROCHER (frocher@uottawa.ca) et NIKOLA BRASSARD-DION (nikola.brassard-dion@uottawa.ca) Université d'Ottawa

Pouvoir judiciaire et médiatique: le multiculturalisme et la laïcité en débat dans la presse canadienne (1981-2015)

Dans une étude sur la signification donnée au concept du multiculturalisme par les tribunaux canadiens entre 1980 et 2015, Rocher et Brassard-Dion (2017) démontrent que dans près de la moitié des 76 cas analysés, l'enjeu du litige porte sur des questions d'atteintes à la liberté de conscience et de religion. Dans l'autre moitié des cas, le litige porte sur des situations de discrimination ethnoculturelle, c'est-à-dire fondée sur l'ethnicité, l'origine nationale ou la langue. Parmi ces deux catégories de jugements, soit celles portant sur la diversité (a) religieuse et (b) ethnoculturelle, laquelle a fait l'objet d'une plus grande couverture médiatique? Quels jugements ont le plus suscité l'attention des médias? Après une collecte de donnée simultanée dans les moteurs de recherche Factiva (pour les articles de presse en anglais) et Eureka (pour les articles de presse en français), nous constatons que les jugements portant sur des questions de diversité religieuse ont produit six fois plus d'articles dans des journaux canadiens (presse écrite non scientifique) que des jugements sur des causes de discrimination ethnoculturelle.

Qu'est-ce qui explique cet écart de représentation médiatique et quel effet une telle couverture peut-elle avoir sur le débat public entourant les questions d'identité nationale, de laïcité et de justice sociale dans les sociétés canadiennes et québécoises? L'article propose une réflexion sur ces questions, tout en examinant la signification que donnent les tribunaux canadiens aux notions de multiculturalisme et de laïcité par rapport à celle dont souscrit la presse canadienne.

VALÉRIE LAPOINTE (vlap0046@uottawa.ca) et LUC TURGEON (lturgeon@uottawa.ca),
Université d'Ottawa

Diversités sexuelles et construction nationale: une exploration de l'homonationalisme dans la presse francophone québécoise

La diversité sexuelle joue-t-elle un rôle important dans la construction contemporaine de la nation québécoise? Si tel est le cas, quel rôle joue-t-elle précisément? Ces deux questions sont au cœur de la présente communication. En nous inspirant de la littérature émergente sur l'homonationalisme (Puar, 2007), nous explorons dans quelle mesure le soi-disant progressisme québécois à l'égard des communautés LGBTQ+ (lesbiennes, gays, bi-sexuel/les, trans et queer) est devenu un élément important de la construction nationale au Québec. Dans la mesure où le nationalisme se construit souvent en opposition avec un « autre », nous tentons également de cerner qui est cet « autre » dans l'homonationalisme québécois (le Canada, l'immigrant, etc.). Empruntant à l'approche de l'analyse critique du discours, nous analysons l'évolution de l'homonationalisme québécois par l'entremise d'une analyse de la presse francophone québécoise entre 1990 et 2017 (La Presse et Le Devoir). La question de l'homonationalisme ayant été l'objet de peu d'études au Québec (Bilge, 2012; Benhadjouja, 2017), notre présentation permettra d'avoir un meilleur portrait de cette question.

SAAZ TAHER, Université de Montréal (saaз.таher@umontreal.ca)

La burqa dans le discours public québécois

Au Québec, proposé par la ministre de la justice Stéphanie Vallée, le projet de loi 62 est adopté le 18 octobre 2017 par le gouvernement libéral. La loi prévoit notamment d'interdire la dissimulation du visage pour les fonctionnaires ainsi que les usagers d'un service public au moment de l'octroi et de la réception de celui-ci. Si l'article de loi ne mentionne pas explicitement la « burqa », il s'agit pourtant essentiellement de l'objet qui deviendra le centre de la discussion publique. Ainsi, comment expliquer qu'on en vienne à discuter publiquement et à légiférer sur l'interdiction de la burqa? Comment l'enjeu de la burqa dans le discours public révèle une philosophie publique d'intégration qui promeut une conception normative assimilationniste de l'intégration? Pour répondre à cette question, nous allons entreprendre une analyse critique du discours québécois, afin d'en faire ressortir la philosophie publique d'intégration, en s'intéressant aux controverses nationales liées à l'interdiction de la burqa entre 2006 et 2017.

Atelier C2 – Le PQ 50 ans plus tard

Responsables : ÉRIC MONTIGNY, Université Laval (eric.montigny@pol.ulaval.ca) et PASCALE DUFOUR, Université de Montréal (pascale.dufour@umontreal.ca)

Description de l'atelier :

En lien avec le thème du congrès portant sur multi/inter/transdisciplinarité, nous proposons la tenue d'un atelier qui se diviserait en quatre sections thématiques afin de marquer le 50^{ème} anniversaire du Parti québécois. Fondé en 1968, ce parti a eu un impact considérable sur l'évolution de la société québécoise depuis la Révolution tranquille. Cinquante ans plus tard, les élections de 2018 pourraient s'avérer déterminantes pour son statut de parti dominant. Dans ce contexte, cet atelier permettrait de réunir des chercheurs de différentes disciplines (science politique, histoire, droit et sociologie) afin d'étudier ses principales contributions ainsi que les défis qui lui sont contemporains. Se déroulant sur une journée, quatre dimensions du parcours du Parti québécois y seraient analysées, soit 1) le PQ en lien avec la société québécoise, 2) l'influence du PQ en matière de politiques publiques, 3) le PQ et la composante extra-sociétale 4) l'évolution de son électorat. Ce projet conduirait à une publication.

Panel C2.1

Le PQ et le système partisan québécois : rivalités et démocratie

Mercredi 23 mai 2018 9h30-11h00

Lieu : FSS-4012

SIMON PIERRE SAVARD TREMBLAY, École des hautes études en sciences sociales (simonpierre.savardtremblay@ehess.fr)

Genèse et étapisme

Plusieurs études cherchent à expliquer l'actuelle dynamique du souverainisme québécois en observant les années qui suivent le référendum de 1995. Nous proposons plutôt d'aborder la décennie 1970 où, des premières années, le souverainisme a connu un virage important. La création du Parti Québécois et l'institutionnalisation du souverainisme à travers un véhicule partisan rassurant a d'abord fait sortir l'indépendance du registre rhétorique pour en faire un objectif réalisable. La progression électorale du PQ entre 1970 et 1973 indiquait que l'indépendance était sortie de la marginalité et était devenue centrale au débat public. Plusieurs acteurs clés du PQ ont cependant eu la conviction de plafonner. En 1974, le référendum est devenu la condition sine qua non à la réalisation de l'indépendance. Ce qui semblait n'être qu'un virage tactique représente en réalité un changement de paradigme important, car le PQ s'est alors rallié au modèle de la gouvernance provinciale dont il était auparavant très critique. L'objectif est alors devenu indissociable de son moyen, ouvrant la voie sur des décennies de débats d'échéancier référendaire au Parti québécois. Les chefs du PQ ont employé, au fil du temps, diverses formules telles que « les conditions gagnantes » de Lucien Bouchard, « la souveraineté dans mille jours » de Bernard Landry, ou le « il n'y en aura pas tant que les Québécois ne seront pas prêts » de Pauline Marois. Les débats des courses à la direction du parti ont été, eux aussi, centrés sur le moment du déclenchement de la consultation populaire. Cette communication propose de revisiter ces événements et d'offrir une bonne compréhension sur la transformation du rapport à la question nationale au sein du principal véhicule souverainiste en s'appuyant sur les programmes du Parti québécois.

PASCALE DUFOUR, Université de Montréal (pascale.dufour@umontreal.ca)

Mouvements sociaux et société civile

La question du statut politique du Québec a été une question structurante pour les mouvements sociaux depuis les années 1960. Plusieurs travaux ont d'ailleurs montré comment féminisme et nationalisme s'étaient conjugués au Québec ou comment le débat à propos de la souveraineté avait été une ligne de tension pour les groupes communautaires. Plusieurs épisodes de la vie politique québécoise, comme le référendum de 1995, ont d'ailleurs conduit certains groupes à proposer des actions créatrices, comme l'élaboration de la Charte pour un Québec populaire. Le PQ, comme parti politique ayant eu sur plusieurs décennies le monopole de la question nationale sur le plan partisan, a été au cœur de cette histoire. Plus récemment cependant, il semble que les dynamiques entre le PQ, la question nationale et les mouvements sociaux se transforment. Le mouvement féministe peut-il exister, comme mouvement social, sans le projet national ? Plus généralement, que deviennent les luttes dans un contexte où le projet social et le projet national ne sont plus articulés aussi étroitement ?

ÉRIC MONTIGNY, Université Laval (eric.montigny@pol.ulaval.ca)

Fragmentation du système partisan : évolution du nationalisme québécois et désinstitutionnalisation du PQ?

Le Parti québécois a connu différentes phases de développement. Il a également largement contribué à façonner le principal clivage partisan entre les Oui et les Non à l'indépendance. Ce clivage aura structuré le débat politique au Québec pendant près de quarante ans. Cette communication vise à tracer le bilan de cette formation quant à son évolution institutionnelle en lien avec celle du système partisan québécois depuis sa fondation. De façon concrète, elle rendra d'abord compte de l'influence législative importante du Parti québécois en matière de règles électorales. Elle permettra également de réfléchir au statut de parti dominant du Parti québécois au sein d'un système partisan plus fragmenté et des conséquences de cette nouvelle donne sur le mouvement souverainiste. Dans ce contexte, nous tenterons enfin une analyse de l'évolution du nationalisme québécois. Cela permettra de mieux comprendre le nouveau contexte avec lequel le Parti québécois doit dorénavant composer.

Panel C2.2
Le PQ et ses phares politiques
Mercredi 23 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-4012

MARTIN PÂQUET, Université Laval (martin.paquet@hst.ulaval.ca)

La langue, instrument de mobilisation? L'enjeu linguistique et le Parti québécois, 1968-1977

Au moment de la création du Parti québécois en octobre 1968, l'enjeu linguistique est au cœur des débats politiques. Le dépôt du premier volume de la Commission Laurendeau-Dunton, la crise scolaire de Saint-Léonard, les tensions au moment de l'adoption de la Loi fédérale sur les langues officielles sont autant d'événements qui suscitent la mobilisation des citoyens au sujet du statut de la langue comme moyen de promotion socio-économique. Les militants du nouveau parti politique sont interpellés par cet enjeu politique. Ils se répartissent entre deux positions : la première à l'appui de la création d'un État souverain de langue française assortie de la reconnaissance des droits scolaires de la minorité anglophone, la seconde revendiquant l'unilinguisme français d'un Québec souverain – à l'instar de la position sans compromis du Ralliement pour l'indépendance nationale. De 1968 à 1977 avec l'adoption de la Charte de la langue française, les militants du Parti québécois débattent autour de ces deux positions relatives à la langue. Dans quelle mesure ces débats suscitent la mobilisation des membres et des sympathisants? Cette communication explorera les arcanes de ce débat afin d'en jauger ses effets sur la mobilisation partisane.

HENRY MILNER, Université de Montréal (henry.milner@umontreal.ca)

Le PQ et la social-démocratie

Dans cette décennie turbulente de la fin des années 70 au début des années 90, le débat et l'évolution de la position du PQ autour de la question nationale est bien connue et comprise (indépendance sans point d'union, le beau risque etc..). Mais on ne peut pas dire la même chose sur la question sociale. Il

y avait aussi une évolution où le parti s'éloignait de s'identifier comme social-démocrate, mais sans grand débat autour des résolutions au Congrès du parti et pas sur la place publique. L'auteur, en tant que membre du conseil exécutif, secrétaire international, délégué du CE au caucus, et membre de quelque comités mixte (parti-gouvernement) pendant ces années était en bonne position du suivre les événements pertinents. Dans cette communication, il partage son analyse et ses réflexions.

KATRYNE VILLENEUVE-SICONNELLY (katryne.villeneuve-siconnelly.1@ulaval.ca) et JOANIE BOUCHARD (joanie.bouchard.8@ulaval.ca), Université Laval

L'argent et le vote ethnique: attitudes et souverainisme québécois en contexte référendaire

Il est commun d'associer le soutien à la sécession à une forme de nationalisme identitaire plus exclusif et ethnique (Dion, 1993; Lamoureux, 2002; Rocher, 2015; Thomson, 1995), tel que perçu lors des débats entourant les accommodements raisonnables des années 2000 (Bakali, 2015) ou, en 2012, dans les discussions quant à la Charte des valeurs à l'endroit des minorités (Salée, 1997 ; Tessier & Montigny, 2016). En fait, dès 1995, le célèbre discours de Jacques Parizeau a consolidé l'image d'un souverainisme populaire et intolérant. Qu'en est-il de l'attitude réelle des souverainistes à l'égard des minorités ethnoculturelles? Se trouvaient-ils réellement en opposition au vote ethnique dénoncé à la suite du second échec référendaire ? Considérant le Parti québécois et son électorat, cette présentation dresse un portrait empirique des souverainistes québécois à l'aube des référendums de 1980 et de 1995 en se basant sur les données de l'Enquête électorale canadienne.

Panel C2.3
Le PQ et la composante extra-sociale
Jeudi 24 mai 2018 9h30-11h00
Lieu : FSS-4012

ANNE-ANDRÉE DENAULT, Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques, Université d'Ottawa (anne-andree.denault@cegeptr.qc.ca)

Le Parti québécois et les communautés francophones hors Québec, ennemis ou frères?

Les relations entre le Québec et les communautés francophones au Canada sont caractérisées par des périodes d'éloignements et de rapprochements. Partageant une même langue, issues d'une culture commune, ces collectivités ont forgé leurs identités propres l'une au regard de l'autre. Depuis le début du XXe siècle, le Québec s'est donné un rôle bien particulier dans cet ensemble canadien-français comme les politiques des gouvernements québécois en témoignent. Dans cette communication, nous nous attarderons plus particulièrement aux rapports entre le Parti québécois et les communautés francophones hors Québec à travers les programmes du parti et les politiques publiques mises en place. Quelle représentation le Parti québécois a des communautés francophones hors Québec? Comment conçoit-il le rôle du Québec dans la francophonie canadienne? Quelles sont ses actions et comment les justifie-t-il? Le Parti québécois est un acteur important dans le Canada français devenu la francophonie canadienne. Premier à mettre en place une politique visant les collectivités francophones, il a aussi créé la première institution ayant pour but de les promouvoir et de renforcer les relations avec celles-ci. Malgré cela, pour plusieurs francophones à l'extérieur du Québec, son fondateur, René Lévesque, reste un personnage controversé voire démonisé, de même que son parti. Sa fameuse déclaration stipulant que les francophones hors Québec étaient des « dead ducks », a marqué l'imaginaire collectif et teinte encore aujourd'hui les relations interfrancophonies. La présentation de l'évolution des positions politiques et des actions du Parti québécois à l'égard de la francophonie hors Québec permettra de mesurer son apport et son influence sur l'État québécois dans cette francophonie nord-américaine.

PATRICK TAILLON (patrick.taillon@fd.ulaval.ca) et AMÉLIE BINETTE (amelie.binette.1@ulaval.ca), Université Laval

Le PQ sur le front constitutionnel

Même si ses appuis ont cru au gré des échecs constitutionnels, le Parti Québécois a souvent négligé, du moins dans son discours, la question de la réforme de la Constitution canadienne. Trop investis dans la réalisation de son idéal, craignant d'apparaître aux yeux de leur base militante comme étant

engagés dans l'amélioration du fédéralisme, les dirigeants du Parti Québécois ont développé une manière bien à eux de composer avec la question de la réforme constitutionnelle et des relations intergouvernementales. La présente communication vise à nommer et à définir cette approche en identifiant en quoi elle se différencie de celle préconisée par les gouvernements issus du Parti libéral du Québec. Pour ce faire, nous nous concentrerons surtout sur les actions et les prises de positions privilégiées durant les années où le Parti Québécois a formé le gouvernement. Suivant une démarche rétrospective, nous tenterons de classer les interventions et les discours des gouvernements du Parti Québécois selon qu'ils ont été tenus avant ou après les deux rendez-vous référendaires, selon qu'ils s'inscrivent dans le cadre d'une action unilatérale, bilatérale ou multilatérale — initiée par le Québec ou par un autre membre de la fédération —, selon l'issue du débat (gain, revers pour les intérêts du Québec) de même qu'en fonction du contenu des négociations constitutionnelles ou intergouvernementales (langue, éducation, fiscalité, etc.). À travers des exemples emblématiques, nous travaillerons à dégager un bilan contrasté des succès et des échecs du Parti Québécois sur le front des négociations constitutionnelles et des relations intergouvernementales.

KATRYNE VILLENEUVE-SICONNELLY, Université Laval (katryne.villeneuve-siconnelly.1@ulaval.ca)

Bilan comparatif avec des partis similaires à l'international

Plusieurs politologues sont mitigés concernant le rôle effectif des partis politiques et signalent que ces derniers font maintenant face à une profonde crise de la représentativité. Selon la littérature, les partis anti-systèmes sont principalement apparus dans l'arène politique durant les années 1980. Avec la montée de telles organisations autour du monde, il est possible de supposer qu'elles continuent à remplir leurs fonctions et objectifs originaux. Parmi eux, certains partis nationalistes, de par leurs velléités représentatives, peuvent légitimer l'utilisation de méthodes radicales afin de réaliser leurs ambitions. Néanmoins, afin de participer à la politique, d'aspirer à gouverner et de ne pas s'aliéner de potentiels électeurs, ceux-ci doivent s'institutionnaliser et modifier leur agenda. La question se pose ainsi ; comment, et pourquoi, certains partis marginaux qui rejettent la vie politique établie changent leurs stratégies afin de s'insérer dans l'environnement qu'ils rejetaient jadis ? Cette présentation explorera, dans une perspective comparative, les raisons derrière ce processus d'institutionnalisation en étudiant les cas du Parti québécois et du Sinn Féin présent en Irlande et en Irlande du Nord. L'utilisation de données à la fois théoriques et empiriques - relevant de l'analyse textuelle - seront utilisées pour illustrer les propos, afin d'évaluer l'institutionnalisation de ces deux partis et leur contexte sociopolitique respectif, dans le but de fournir quelques pistes explicatives à ce phénomène.

Panel C2.4
Les électeurs du PQ
Jeudi 24 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-4012

ÉRIC BÉLANGER, Université McGill (eric.belanger3@mcgill.ca) et Valérie-Anne Mahéo, Université de Montréal (va.maheo@umontreal.ca)

Les défis du Parti québécois face aux dynamiques générationnelles et à un système multipartite

Depuis 2007, la compétition partisane au Québec a pris la forme d'un système multipartite, avec quatre partis maintenant représentés à l'Assemblée nationale. Ce système partisan est en place depuis les quatre dernières élections, ce qui peut étonner compte tenu de la loi de Duverger. Ce système multipartite est-il stable ? Est-il susceptible de se maintenir à long terme ? Et en particulier, la désaffection de la jeune génération vis-à-vis du PQ, constatée en 2014 (voir Mahéo et Bélanger 2018), n'est-elle qu'un phénomène épisodique ou a-t-elle des racines qui remontent à plus loin dans le temps ? Nous croyons que l'examen des dynamiques générationnelles du comportement électoral aux élections québécoises peut fournir des réponses à ces questions. Dans un contexte de déclin de la participation électorale, de l'attachement aux partis et de la saillance de l'enjeu de la souveraineté - en particulier chez la plus jeune cohorte d'âge -, nous devons mieux comprendre quels facteurs influencent le plus la façon dont les différentes cohortes votent : est-ce en fonction de clivages idéologiques et de valeurs profondément ancrées, ou davantage en fonction des enjeux de l'actualité ? Nous utilisons les données de quatre enquêtes postélectorales au Québec (2007-2014) dans le but d'étudier plus précisément comment les différences intergénérationnelles au niveau du choix de vote ont évolué au

cours de cette période et quels facteurs ont particulièrement affecté le comportement électoral de chaque cohorte. Un modèle multi-niveau est employé afin de distinguer les effets de cohorte des effets d'âge et de périodes.

JEAN-FRANÇOIS DAOUST, Université de Montréal (jean-françois.daoust@umontreal.ca)

Compétitivité électorale, les jeunes électeurs et le PQ

Cette communication porte sur l'électorat du Parti québécois. En plus du positionnement idéologique et de l'importance de la question nationale, l'enjeu identitaire est analysé à travers le temps. Autrement dit, on se demande si l'idée d'indépendance du Québec est moins déterminante dans le choix de voter pour le PQ et si, au contraire, l'identité devient plus importante dans le calcul électeur des québécois à travers le temps – et si oui, pour quel parti et dans quel sens.

YANNICK DUFRESNE (yannick.dufresne@pol.ulaval.ca), MARC-ANDRÉ BODET (marcandre.bodet@pol.ulaval.ca), MICKAEL TEMPORAO (mickael.temporao.i@ulaval.ca) et JOANIE BOUCHARD (joanie.bouchard.8@ulaval.ca), Université Laval

Mesurer le potentiel de croissance des partis au Québec : Le cas du Parti québécois

Un des plus grands défis du travail de prospective en études électorale est d'estimer le potentiel de croissance des partis politiques, au-delà de leurs appuis naturels. Certains préfèrent demander directement aux électeurs quels partis sont des options considérées. D'autres optent pour des mesures spatiales ou démographiques. Dans le cadre de ce texte, nous désirons présenter et évaluer une nouvelle stratégie de mesure qui tient compte de la proximité dans les préférences entre les partis. À l'aide de données d'enquête colligées par Vox Pop Labs, nous nous intéressons plus particulièrement au cas du Parti québécois, dans le contexte des circonscriptions majoritairement francophones. La dynamique de transfert entre le Parti québécois, la Coalition avenir Québec et Québec solidaire est également étudiée. Une comparaison avec des stratégies concurrentes sera également faite.

ÉRIC MONTIGNY, Université Laval (eric.montigny@pol.ulaval.ca) et PASCALE DUFOUR, Université de Montréal (pascale.dufour@umontreal.ca)

Synthèse et conclusion

Atelier C3 – L’université démocratique et le tournant managériale: reconfiguration de la gouvernance et de la politique universitaire au Québec et en Ontario

Responsables : CHRISTIAN ROUILLARD, Université d’Ottawa (christian.rouillard@uottawa.ca), DIMITRIOS KARMIS, Université d’Ottawa (dkarmis@uottawa.ca) et DALIE GIROUX, Université d’Ottawa (dgiroux@uottawa.ca)

Description de l’atelier :

Dans le contexte actuel de tournant managérial des universités nord-américaines, de la transformation du rôle de l’université dans la société et de l’évolution de la conception du travail universitaire que cela implique, nous souhaitons réunir des chercheurs de différentes disciplines et travaillant dans différentes institutions pour réfléchir de manière spécifique à la gouvernance et à la politique universitaires en Ontario et au Québec.

L’atelier vise à mettre en commun différentes perspectives, qui seront critiques, comparatives, et/ou prospectives sur les modèles existants et possibles de gouvernance universitaire, dans une perspective que nous qualifions de démocratique, c’est-à-dire qui s’inscrit dans une réflexion plus large sur (a) la participation de la communauté universitaire dans la politique des universités; (b) le rôle de l’université dans une société démocratique; (c) la constitution universitaire et les modèles de gouvernance existants; (d) les acteurs, les pratiques, les conflits et les mobilisations liés à la politique universitaire; (e) de l’interaction entre économie et politique dans le cadre de la politique universitaire.

Panel C3.1

Mercredi 23 mai 2018 11h15-12h45

Lieu : FSS-4004

Présidence : PASCALE DUFOUR, Université de Montréal (pascale.dufour@umontreal.ca)

IAN ROBERGE, York University

Et si nous libérions les universités ?

BERNARD GAGNON, Université du Québec à Rimouski (bernard_gagnon@uqar.ca)

La démocratie universitaire n’est-elle qu’une illusion ? Parcours d’un professeur engagé

ÉMILIE BERNIER, Université d’Ottawa (ebernier@uottawa.ca)

Le métier et la vocation de chargé(e) de cours

MARIE-PIERRE BOUCHER, Université du Québec en Outaouais

Syndicalisme, luttes sur les conditions d’emploi et transformations des universités

Panel C3.2

Mercredi 23 mai 2018 14h00-15h30

Lieu : FSS-4004

Présidence : PASCALE DUFOUR, Université de Montréal (pascale.dufour@umontreal.ca)

JACQUES FRÉMONT, Université d’Ottawa

Défis et enjeux de la gouvernance universitaire en Ontario

LAURENT MCFALLS, Université de Montréal

Refaire l'Université malgré et contre les professeurs: la réforme de la Charte de l'Université de Montréal

CHANTAL MAILLÉ, Université Concordia (chantal.maille@concordia.ca)

L'apport des études féministes à la réflexion sur le changement au sein de l'institution universitaire

DALIE GIROUX (dgiroux@uottawa.ca), Dimitrios Karmis (dkarmis@uottawa.ca) et Christian Rouillard (christian.rouillard@uottawa.ca), Université d'Ottawa

Manifeste pour une université démocratique

Atelier C4 – Bilan des réalisations du gouvernement de Philippe Couillard

Responsables : LISA BIRCH, Université Laval (lisa-maureen.birch@capp.ulaval.ca) et FRANÇOIS PÉTRY, Université Laval (francois.petry@pol.ulaval.ca)

Description de l'atelier :

Quel bilan pouvons-nous dresser du gouvernement de Philippe Couillard à l'aube du scrutin à date fixe en octobre 2018? Dans quelle mesure ce gouvernement a-t-il tenu ses promesses électorales? Dans quelle mesure a-t-il à son actif des réalisations qui n'ont pas fait l'objet de promesses? Quelles sont les initiatives majeures qu'il a réalisées en politiques publiques depuis 4 ans? Comment la réalisation des promesses du gouvernement Couillard se compare-t-elle à celle des gouvernements précédents au Québec et au Canada et? Les participants chercheront à établir si le gouvernement Couillard a « livré la marchandise » et à analyser les facteurs politiques ou administratifs qui ont facilité ou fait obstacle aux projets du gouvernement Couillard. Le bilan qu'ils dresseront par domaine des politiques publiques se basera sur les expertises de nos participants, leurs recherches et sur les verdicts du polimètre Couillard.

Les présentateurs seront également conviés à une discussion des défis méthodologiques d'une évaluation du bilan d'un gouvernement. Cet atelier se veut une contribution théorique, empirique et méthodologique à la littérature scientifique sur la théorie du mandat selon laquelle les partis au pouvoir remplissent les promesses sur lesquelles ils ont été élus. Nous envisagerons également de jumeler à cet atelier le pré-lancement d'un livre collectif.

Panel C4.1

Vendredi 25 mai 2018 9h00-10h30

Lieu : FSS-4006

Présidence : LISA BIRCH, Université Laval (lisa-maureen.birch@capp.ulaval.ca)

ÉRIC MONTIGNY, Université Laval (eric.montigny@pol.ulaval.ca) et MARIE GRÉGOIRE, RDI et Université du Québec à Montréal

Philippe Couillard : volonté de rupture et mandat en deux temps

François Pétry (francois.petry@pol.ulaval.ca) et Lisa Birch (lisa-maureen.birch@capp.ulaval.ca), Université Laval

Bilan comparé des réalisations du gouvernement de Couillard 2014-2018

STÉPHANE PAQUIN, ENAP (stephane.paquin@enap.ca)

Bilan de la politique internationale du gouvernement du Québec sous l'administration Couillard

Panel C4.2

Vendredi 25 mai 2018 10h45-12h15

Lieu : FSS-4006

Présidence : FRANÇOIS PÉTRY, Université Laval (francois.petry@pol.ulaval.ca)

GENEVIÈVE TELLIER, Université d'Ottawa (gtellier@uottawa.ca)

La politique budgétaire du gouvernement Couillard : promesses et réalisations

FÉLIX BÉLANGER, MATHIEU OUIMET, SAMUEL VEILLETTE et PERNELLE SMITS, Université Laval

Santé et services sociaux: les promesses et les non-promesses du gouvernement Couillard

ABDOULAYE ANNE (abdoulaye.anne@fse.ulaval.ca) et LISA BIRCH, Université Laval (lisa-maureen.birch@capp.ulaval.ca)

« Réduire pour mieux investir ». *La politique d'éducation des libéraux de Philippe Couillard*

Panel C4.3
Vendredi 25 mai 2018 13h45-15h15
Lieu : FSS-4006

Présidence : FRANÇOIS PÉTRY, Université Laval (francois.petry@pol.ulaval.ca)

PAULINE CÔTÉ (pauline.cot@pol.ulaval.ca) et LISA BIRCH (lisa-maureen.birch@capp.ulaval.ca), Université Laval

La diversité religieuse et les questions identitaires: L'analyse interagenda du gouvernement de Couillard pour le « vivre-ensemble »

MIREILLE PAQUET, Université Concordia (mireille.paquet@concordia.ca) et SULE TOMKINSON, Université Laval (sule.tomkinson@pol.ulaval.ca)

Petites promesses, réalisations structurantes: les politiques migratoires et le gouvernement Couillard

LUC BOUTHILLIER, Université Laval (Luc.Bouthillier@sbf.ulaval.ca)

Le secteur forestier en mode « renouvellement »

Panel C4.4
Vendredi 25 mai 2018 15h30-17h00
Lieu : FSS-4006

Présidence : LISA BIRCH, Université Laval (lisa-maureen.birch@capp.ulaval.ca)

FRANÇOIS PÉTRY et autres invités

Discussion ouverte

Le bilan du gouvernement libéral de Philippe Couillard : Entre « livreur de promesses » et « mandataire représentatif » ou « Pourquoi le gouvernement Couillard n'est pas plus populaire

Prélancement du livre Bilan des réalisations du Gouvernement Couillard; 158 promesses et un mandat contrasté

Atelier C5 – Minorités et droits linguistiques: des promesses et des défis de la recherche interdisciplinaire

Responsables : STÉPHANIE CHOUINARD, Collège militaire royal du Canada (stephanie.chouinard@rmc.ca) et PIERRE FOUCHER, Université d'Ottawa

Description de l'atelier :

Cet atelier portera sur l'interdisciplinarité du champ d'études des minorités linguistiques. Pour l'ancien juge à la Cour suprême du Canada, l'Honorable Michel Bastarache, « les droits linguistiques constituent [...] un champ de bataille politique plus qu'ils ne font l'objet de normes juridiques universellement applicables ». Par ailleurs, on remarque une judiciarisation de l'action politique des minorités linguistiques au Canada. Ces observations expliquent, voire justifient, l'interpénétration de différentes disciplines (science politique, sociologie, histoire, droit) ayant déjà marqué ce champ d'études – d'où l'importance de mettre en lumière les enjeux d'une collaboration entre celles-ci.

Panel C5.1
Approches théoriques et institutionnelles
Mercredi 23 mai 2018 9h30-11h00
Lieu : FSS-4015

ÉRIK LABELLE EASTAUGH, Université de Moncton (erik.labelle.eastaugh@umoncton.ca)

La « culture » en tant que phénomène et concept juridique. Regards croisés sur les droits linguistiques et les droits autochtones

JEAN-CHRISTOPHE BÉDARD-RUBIN, University of Toronto
(john.bedardrubin@mail.utoronto.ca)

La politique judiciaire et le bilinguisme à la Cour suprême du Canada : Au-delà des approches traditionnelles du droit et de la science politique

Panel C5.2
Les droits linguistiques sous la loupe des sciences sociales
Mercredi 23 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-4015

DARIUS BOSSÉ, Avocat, Juristes Power (dbosse@juristespower.ca)

Les procès en droit linguistique et la nécessaire mobilisation des sciences sociales

MARTIN NORMAND, Institut du savoir Montfort, Université d'Ottawa
(mnormand@uottawa.ca)

Les promesses de la recherche interdisciplinaire sur l'offre active de services gouvernementaux

Atelier C6 – Ré-imaginer le Canada: de l'État binational à l'État multinational

Responsables : FÉLIX MATHIEU (mathieu.felix.2@courrier.uqam.ca), DAVE GUÉNETTE (dave.guenette.1@ulaval.ca), ARJUN TREMBLAY (arjun.tremblay@gmail.com) et CATHERINE VIENS (catherine.viens2@gmail.com)

Description de l'atelier :

Le Renvoi relatif à la sécession du Québec, rendu par la Cour suprême du Canada il y aura vingt ans en août 2018, constitue l'un des exercices constitutionnel et politique les plus marquants de l'histoire de l'institution. Outre sa contribution majeure aux débats relatifs à l'autodétermination des nations minoritaires, les quatre principes constitutionnels du fédéralisme, de la démocratie, du constitutionnalisme et de la protection des minorités qu'elle a mis de l'avant ont imprégné significativement l'ordre juridique canadien, en plus d'être invoqués à de nombreuses reprises dans les discussions internationales relatives à ces enjeux. Ces principes, que la Cour suprême qualifie de prémisses inexprimées de la Constitution canadienne, n'ont effectivement pas seulement vocation à trouver application en sol canadien ou dans le domaine du droit. Ils représentent plutôt, à notre avis, des fondements politiques et normatifs universels dont l'application dépasse largement les frontières du Canada ou de l'Occident. En ce sens, ils peuvent être employés avec perspicacité et rigueur en science politique, en droit, en philosophie et dans les sciences sociales plus largement.

Organisé par la Chaire de recherche du Canada en études canadiennes et québécoises, le présent colloque suggère donc de mobiliser les quatre principes constitutionnels mis de l'avant par la Cour suprême en 1998 pour réfléchir aux *ciments* et aux *fragments* du vivre-ensemble dans les sociétés complexes de notre époque. À travers le prisme de l'interdisciplinarité, le colloque propose la mise sur pied de quatre ateliers permettant d'examiner les enjeux canadiens contemporains à ces égards, dans des perspectives autant théorique, appliquée que comparative.

Panel C6.1

Le fédéralisme canadien, l'aménagement institutionnel de la diversité et la latitude des acteurs politiques

Vendredi 25 mai 2018 9h00-10h30

Lieu : FSS-4004

Président et discutant : DAVE GUÉNETTE, Université Laval et Université Catholique de Louvain (dave.guenette.1@ulaval.ca)

ALAIN-G. GAGNON, CREQC, Université du Québec à Montréal (gagnon.alain@uqam.ca)

Le fédéralisme et la valeur de la diversité dans les démocraties libérales avancées

CATHERINE VIENS, Université du Québec à Montréal (catherine.viens2@gmail.com)

Fédéralisme et aménagement de la diversité linguistique au Canada : au-delà du bilinguisme, quelle place pour les langues autochtones ?

GUSTAVO GABRIEL SANTAFÉ (santafe.gustavo_gabriel@courrier.uqam.ca) et FÉLIX MATHIEU (mathieu.felix.2@courrier.uqam.ca), Université du Québec à Montréal

Le fédéralisme et les propositions du PLQ : d'une perspective binationale à multinationale

Panel C6.2
Le principe démocratique au Canada: enjeux et perspectives
Vendredi 25 mai 2018 10h45-12h15
Lieu : FSS-4004

Président et discutant : FÉLIX MATHIEU, Université du Québec à Montréal (mathieu.felix.2@courrier.uqam.ca)

PATRICK TAILLON, professeur, Université Laval (patrick.taillon@fd.ulaval.ca)

Juger la majorité : de la démocratie du peuple à la démocratie par la Constitution

GENEVIÈVE NOOTENS, Université du Québec à Chicoutimi (genevieve_nootens@uqac.ca)

État moderne, constitutionnalisme et démocratie : la question du pouvoir constituant

JEAN-OLIVIER ROY, Université Concordia (jean-olivier.roy@mail.concordia.ca)

Renvoi relatif à la sécession du Québec et dialogue constitutionnel : quelles ouvertures pour les Autochtones?

Panel C6.3
Le constitutionnalisme caractéristique de l'état canadien, vecteur ou inhibant de l'évolution constitutionnelle?
Vendredi 25 mai 2018 13h45-15h15
Lieu : FSS-4004

Président et discutant : DAVE GUÉNETTE, Université Laval et Université Catholique de Louvain (dave.guenette.1@ulaval.ca)

AMÉLIE BINETTE, Université Laval et Université d'Orléans (amelie.binette.1@ulaval.ca)

Le changement de visage du constitutionnalisme canadien à travers la densification normative du principe sous-jacent

STÉPHANE BERNATCHEZ, professeur, Université de Sherbrooke (stephane.bernatchez@usherbrooke.ca)

Ré-imaginer la Constitution canadienne : le constitutionnalisme dans un contexte de gouvernance

DAVID SANSCHAGRIN, Université du Québec à Montréal (sanschagrין.david@courrier.uqam.ca)

Le Renvoi sur la sécession du Québec, le patriotisme constitutionnel et la domination légale-rationnelle

Panel C6.4
Quelles protections pour quelles minorités au Canada?
Vendredi 25 mai 2018 15h30-17h00
Lieu : FSS-4004

Président et discutant : FÉLIX MATHIEU, Université du Québec à Montréal (mathieu.felix.2@courrier.uqam.ca)

STÉPHANIE CHOUINARD, Collège Militaire Royal de Kingston (stephanie.chouinard@rmc.ca)

Le Renvoi relatif à la sécession du Québec et le régime de droits linguistiques canadien : Un impact mitigé pour l'autonomie des francophones hors Québec

LOUIS-PHILIPPE LAMPRON, Université Laval (louis-philippe.lampron@fd.ulaval.ca)

Indivisibilité et interdépendance : clés de lectures fondamentales pour l'interprétation du Renvoi sur la Sécession et de la Charte canadienne

MARTIN PAPILLON, Université de Montréal (martin.papillon@umontreal.ca)

La réconciliation avec les peuples autochtones : les traités comme 5e principe de l'ordre constitutionnel canadien ?

FÉLIX MATHIEU (mathieu.felix.2@courrier.uqam.ca), DAVE GUÉNETTE (dave.guenette.1@ulaval.ca), ARJUN TREMBLAY (arjun.tremblay@gmail.com) et CATHERINE VIENS (catherine.viens2@gmail.com)

Mot de clôture

Atelier C7 – Le Canada et le Québec : partis politiques et identités

Responsable : ARJUN TREMBLAY, Université du Québec à Montréal
(arjun.tremblay@gmail.com)

Panel C7.1

Enjeux partisans et électoraux

Jeudi 24 mai 2018 9h30-11h00

Lieu : FSS-7035

BENJAMIN FERLAND, Université d'Ottawa (bferland@uottawa.ca)

La valeur électorale d'un ministre et son effet sur la nomination des ministres au Canada depuis 1867

Plusieurs études ont indiqué que les députés élus avec une grande marge de victoire dans leur circonscription ont davantage de chance d'être nommé au conseil des ministres au Canada. Bien que ce résultat semble intuitif, il contredit un modèle de type choix rationnel où les acteurs politiques désirent maximiser leurs gains tout en minimisant leurs pertes. Dans ce papier, je propose différentes explications liant les résultats électoraux d'un député et sa probabilité d'être nommé ministre en tenant compte de la dynamique temporelle associée à la prochaine élection. Je teste mes hypothèses en deux temps. Tout d'abord, je démontre la valeur électorale d'un ministre au Canada. Ensuite, je modélise la nomination des ministres au Canada depuis 1867 en fonction des résultats électoraux obtenus.

MAXIME COULOMBE, Université de Montréal (maxime.coulombe.1@umontreal.ca)

La province de l'Île-du-Prince-Édouard; une figure d'exception au Canada en matière de participation électorale

Il est reconnu que la participation électorale au Canada est souvent plus élevée au provincial qu'au fédéral et qu'elle varie entre les provinces. Ces variations sont principalement dues à la régionalisation de la politique canadienne, phénomène découlant principalement de la grande superficie de son territoire et de l'importance des pouvoirs détenus par les gouvernements provinciaux. L'Île-du-Prince-Édouard (IPE) fait néanmoins figure d'exception avec une participation constamment plus élevée. L'IPE maintient une moyenne de 10 points de pourcentage de plus que la moyenne canadienne au fédéral depuis 1957 et de 13 points de pourcentage au provincial depuis 1965. De plus, l'écart avec la moyenne canadienne reste particulièrement stable. Ma recherche vise à identifier et analyser les facteurs expliquant l'exceptionnalisme de l'IPE en matière de participation électorale. Ce projet se base sur les théories de la participation électorale au niveau agrégé allant des études fondatrices de Powell (1986) et de Jackman (1987; 1995) jusqu'à la méta-analyse de Cancela et Gueys (2017) ainsi que sur la théorie du choix rationnel et de ses développements portant sur le paradoxe de la participation aux élections. Mon analyse se divise en trois temps. Je compare d'abord les provinces à partir des résultats de scrutin de 20 dernières élections fédérales. J'effectue ensuite des régressions multivariées au niveau des circonscriptions avec des données combinées des résultats de scrutin et du recensement canadien pour 2000-2001, 2006 et 2011. Enfin, je termine avec une analyse de matching entre les circonscriptions de l'IPE et du reste du Canada.

DOMINIC DUROCHER, Université d'Ottawa (dominic.durocher@umontreal.ca)

La fixation du salaire minimum, un enjeu partisan: partis politiques, corporatisme et évolution du salaire minimum

L'enjeu du salaire minimum s'est retrouvé au cœur des débats politiques au Canada et dans plusieurs pays de l'OCDE suite aux mobilisations d'activistes et aux propositions d'augmentations récentes. Les politologues se sont toutefois peu intéressés au processus de décision politique derrière la fixation et les ajustements du salaire minimum, le salaire minimum ayant surtout été étudié par les économistes qui ont analysé l'impact du salaire minimum sur l'emploi et sur la distribution des revenus. Les politologues qui étudient l'État-providence ont principalement analysé l'évolution des programmes de transferts sociaux, la théorie des ressources du pouvoir permet notamment d'expliquer la variation dans le développement de programmes sociaux par la force des partis de gauche. Dans cette présentation, nous testons la théorie des ressources du pouvoir pour expliquer la variation du salaire minimum dans

17 pays entre 1960 et 2014. L'utilisation de données panels permet de mesurer l'impact de l'idéologie du parti au pouvoir sur l'évolution du salaire minimum dans chaque pays dans le temps et de prendre en compte différents facteurs institutionnels. Nos données confirment que l'idéologie des partis politiques a un impact important, puisque le ratio du salaire minimum sur le salaire médian tend à augmenter lorsque l'idéologie des gouvernements tend vers la gauche et ce peu importe le degré de corporatisme.

Panel C7.2
Représentations et identités
Jeudi 24 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-7035

EMMANUEL CHOQUETTE, Université de Montréal (emmanuel.choquette@usherbrooke.ca)

Humour et identité québécoise: au prisme du pluralisme et de la diversité

Le rôle de l'humour dans ce que plusieurs appellent le vivre ensemble demeure sujet à débats. En matière d'intégration ethnique, religieuse ou culturelle par exemple, certains estiment que la dérision diminue les tensions et trace des ponts entre les communautés (Begag 2001; Ziv 2010; Jérôme 2010; Charaudeau 2013). Pour d'autres cependant, les discours humoristiques engendrent des effets contraires. Ils entretiennent les préjugés et alimentent les stéréotypes (Boskin 1990; Weaver 2011; Jacobs-Huey 2006; Béru 2011). Au Québec, les enjeux du pluralisme et de la diversité demeurent omniprésents. Considérant la place importante que l'humour occupe dans l'espace public québécois, les discours humoristiques participent sans doute à la construction de l'opinion publique entourant les questions identitaires. Quelles conceptions du vivre ensemble sont véhiculées dans les discours humoristiques au Québec? La présente communication vise à présenter une analyse de discours d'une cinquantaine de numéros humoristiques traitant des enjeux de diversité et du pluralisme au Québec entre 2006 et 2017. Cette période est marquée par la « crise » des accommodements raisonnables en passant par les débats autour du projet de la chartre des valeurs québécoises du Parti québécois jusqu'à l'attentat de la Grande mosquée de Québec en janvier 2017. S'appuyant sur la grille de Meyer (2000), cette recherche vise à catégoriser les différentes conceptualisations du vivre ensemble proposées par les humoristes pour ainsi identifier les éléments unificateurs ou « divisifs » de leurs discours. On compte aussi souligner les convergences et les divergences des propos en fonction de la provenance ou du type de discours. Par exemple, on pourrait observer des différences selon qu'un discours provienne d'humoristes populaires ou plus marginaux, d'un spectacle d'humour ou d'une vidéo en ligne ou d'un individu issu d'une minorité ethnique, religieuse ou culturelle.

ALISSON LÉVESQUE, Université de Montréal (alison.levesque@umontreal.ca)

La correspondance de l'identité de marque et de l'image de marque médiatisée du Parti libéral du Canada à la suite de l'élection de Justin Trudeau comme chef

Cet article explore la négociation de l'image de marque politique dans l'espace public dans les contextes de l'arrivée d'un nouveau chef et d'une élection. Bien que de nombreuses études se soient intéressées aux stratégies de promotion de la marque par les partis politiques et à leur impact sur les électeurs, très peu se sont penchées sur le rôle des médias dans l'efficacité de celles-ci. Cette recherche conçoit la promotion de la marque politique comme un processus triangulaire et dynamique impliquant les médias. Plus précisément, l'article s'intéresse à la négociation de la marque politique du Parti libéral du Canada (ci-après PLC) depuis l'élection comme chef de Justin Trudeau à l'élection en 2015. Au moyen de deux analyses de contenu, nous examinons la correspondance de la représentation de la marque libérale entre les communications partisans du PLC et la couverture médiatique. Les résultats montrent que la correspondance entre l'identité de marque et l'image de marque médiatisée varie dans le temps. L'article explore plusieurs pistes d'explication et se penche notamment sur la variation des intérêts des acteurs et du degré de médiatisation selon la période dans le cycle électoral ou de l'arrivée d'un nouveau chef. L'article aborde aussi le concept de « strategic priming » quant à la mise de l'avant stratégique par le PLC d'enjeux pour renforcer certains traits de caractéristiques de son image. Durant ces différents contextes, la nature des échanges entre les médias et les politiciens s'est ainsi vue modifiée.

Séance D – Contestations et décolonisation de la discipline

Atelier D1 – Perspectives féministes décoloniales : quel apport en science politique?

Responsables : CHARLOTTE BIDDLE BOCAN, Université du Québec à Montréal (biddle.charlotte@hotmail.com) et NAOMIE LÉONARD, Université du Québec à Montréal (leonard.naomie@courrier.uqam.ca)

Description de l'atelier :

L'atelier développera sur les théories féministes et décoloniales dans la recherche en science politique. Les participantes démontreront, à la lumière de leurs recherches et de leurs réflexions, les enjeux, les contradictions ainsi que la pertinence de l'adoption d'une perspective féministe et décoloniale. Bien que l'atelier ratifie le bien-fondé de ces approches, il vise également à réfléchir aux limites de celles-ci et aux difficultés engendrées par ces choix théoriques et méthodologiques. En abordant ces enjeux, l'atelier a pour objectif d'examiner la complexification de la discipline de la science politique par l'adoption d'une approche de recherche pluridisciplinaire en science politique. Les participantes développeront sur différentes méthodologies influencées par leurs approches féministes et décoloniales (historicisation, socio-anthropologie, recherche terrain, recherche-action etc.) et l'implication de cette méthodologie dans la manière de comprendre et d'aborder leur recherche.

L'objectif de l'atelier vise à la fois à énoncer les difficultés de ces choix théoriques et méthodologiques dans le cadre d'une institutionnalisation de la science politique au sein des universités, mais également de souligner comment ces approches de recherches parviennent à rendre compte de réalités qui obligent une constante redéfinition des relations de pouvoir.

Panel D1.1
Mercredi 23 mai 2018 9h30-11h00
Lieu : FSS-4013

ALIÉNOR BÉJANNIN, Université du Québec à Montréal (b.alienor@hotmail.com)

Du subjectif au systémique? Apports méthodologiques du féminisme postcolonial

Si les politologues s'entendent pour dire que l'étude du pouvoir constitue le noyau de leur discipline, la tâche est telle que les recherches ne cessent d'explorer de nouvelles perspectives. Parmi les plus en vogue, l'approche postcoloniale nourrit les travaux féministes dans toute leur richesse et leur complexité. La présente communication vise à explorer les apports de trois outils théoriques issus des perspectives féministes postcoloniales dans l'articulation de mes propres conclusions de recherche : l'épistémologie de la connaissance située, la subjectivation des rapports de pouvoir et le concept de blanchité. Je soutiendrai en effet les raisons qui m'ont poussée à adopter une méthodologie par entretiens semi-dirigés avec des militantes féministes jouissant des mêmes privilèges raciaux que moi, pour analyser le dynamisme et l'évolution du militantisme féministe montréalais pendant le Forum Social Mondial de Montréal, qui s'est tenu en 2016. À l'aide d'arguments, j'espère dans ma présentation adresser la nécessité d'une analyse systémique des oppressions plus scrupuleuse vis-à-vis de la subjectivation blanche, afin d'élargir les horizons de la recherche qui demeure dictée par les tenant-es d'une hégémonie raciale.

ROSALIE CÔTÉ-TREMBLAY, Université du Québec à Montréal (cote-tremblay.rosalie@courrier.uqam.ca)

Violence épistémique: les conditions de l'ignorance

Dans le cadre ce colloque, il me semble pertinent de remettre en question les implications idéologiques portées par l'institution universitaire. Ce milieu est profondément marqué par des rapports de pouvoir qui ont une incidence directe sur les types de savoirs qui y sont valorisés. Je désire explorer comment les différentes formes d'ignorance sont produites et maintenues, et le rôle qu'elles jouent dans les pratiques de connaissance. L'objectif de ma présentation est de présenter des outils conceptuels pour mieux cerner les enjeux entourant les violences épistémiques. Pour ce faire, je m'inspire de l'ouvrage de Fricker, *Epistemic Injustice, Power and the Ethics of Knowing* (2007), afin présenter le concept d'injustice épistémique selon deux formes, soit les « injustices testimoniales » ainsi que les « injustices herméneutiques ». D'une part, les « injustices testimoniales » renvoient au fait que la crédibilité du témoignage d'un individu soit remise en question en raison de son identité (race, genre, classe, handicap, etc.). D'autre part, les « injustices herméneutiques » sont reliées à l'interprétation et une certaine conception du monde. Le point de vue cognitif est donc déterminé par le groupe dominant et les témoignages différents de la norme dominante seront considérés comme une pathologie sociale. Je conclus en développant sur le concept d'épistémologie de la résistance de José Medina (2013). L'auteur soutient que nous avons une responsabilité épistémique de développer une conscience fondée sur l'incorporation de multiples perspectives qui sont en friction dans le but de créer un « équilibre épistémique ». Suivant Harding (2004) et Haraway (2004), je plaide en faveur d'une communauté épistémique inclusive afin de rendre compte de la diversité et de la pluralité des points de vue qui contribuent au savoir.

NAOMIE LÉONARD, Université du Québec à Montréal (leonard.naomie@courrier.uqam.ca)

Science politique, changements épistémologiques et paradigme éthique

Durant cette allocution, je propose de réfléchir aux changements que les paradigmes épistémologiques portés par les approches féministes et décoloniales provoquent sur l'éthique en science politique. Considérant que la création du savoir est une forme de pouvoir qui s'actualise à travers la capacité de nommer et de définir les choses, cette production discursive s'effectue aujourd'hui selon les standards et les normes de la culture hégémonique, soit celle de l'Occident. Sans remise en question de la nécessité de neutralité axiologique, les épistémologies féministes et décoloniales contestent l'objectivité prétendue des éthiques rationalistes et positivistes dominantes en science politique. Ces perspectives offrent ainsi une critique de l'épistémologie universaliste occidentale, en favorisant les épistémès subalternisées, leur point de vue situé. Cette reconceptualisation m'amène à réfléchir à l'éthique et plus précisément aux apports de l'éthique du care à la philosophie politique (Bourgault, 2015). À son fondement, l'éthique du care dénonce l'idée d'une raison pure, abstraite et objective, considérant justement que tout sujet est situé au sein des rapports sociaux ce qui fait la promotion d'une production du savoir qui se doit d'être contextualisée (Bourgault et Perrault, 2015). De plus, l'éthique du care pense l'Être humain en termes de vulnérabilité et d'interdépendance et suggère de s'intéresser à tout ce qui est quotidiennement invisibilisé et dévalorisé dans le discours et l'analyse politique (Gilligan, 1992). Cette vision s'inscrit au sein des perspectives de décolonisation du savoir et occasionne donc un double mouvement. D'une part, il établit une critique des savoirs hégémoniques et des prétentions universelles de l'histoire occidentalocentrée. D'autre part, il permet de mettre de l'avant une production épistémique alternative provenant des lieux subalternes (Hurtado López et Boidin, 2009, p. 21) ce qui ne correspond pas nécessairement aux critères des institutions politiques et universitaires actuelles. C'est donc, entre autres, en critiquant l'idée de l'objectivité et en se mobilisant, du moins théoriquement, pour une production du savoir plus démocratique et contextualisées qu'est revisitée l'éthique hégémonique en science politique.

MARILYNE MATTEAU, Université du Québec à Montréal (matteau-bourgeois.marilyne@courrier.uqam.ca)

Produire une recherche féministe et décoloniale sur l'emprisonnement des non-nationaux : apports et limites

Je propose un atelier destiné à réfléchir à l'adoption d'une perspective féministe décoloniale pour traiter d'un sujet largement dominé par une problématisation masculinisante et ce, en prenant comme point d'ancrage ma recherche sur l'enfermement des non-nationaux au Canada. Mon premier angle d'approche sera de présenter les méthodologies et les questionnements qui nourrissent ma compréhension féministe des enfermements générés par l'État pour contrôler la démographie, la terre

et les mouvements en son sein. Ensuite, je chercherai à mettre de l'avant les enjeux éthiques qui sont nécessairement soulevés par une recherche universitaire produite par une femme blanche à propos de personnes violentées par l'État pour être non-blanches, sans statut, sans-patrie, sans-argent. La première partie cherchera à défricher des pistes de réponse à cette question : comment peut-on penser les femmes au sein de la relation entre l'enfermement, le racisme et la (re)production des sociétés coloniales de peuplement et ce, en situant ce rapport dans les sociétés québécoise et canadienne? Nous explorerons la mise en échec du travail reproductif des femmes dans le déploiement des différents dispositifs de détention que sont les réserves, les pensionnats, les prisons de l'immigration ou, encore, l'enfermement au sein des maisonnettes comme travailleuses domestiques. Nous verrons donc comment tant les cellules des centres de détention de l'immigration que les foyers blancs privilégiés se dressent autour des femmes comme des prisons qui détournent ou empêchent leurs activités reproductives et ce, de manière à ce qu'elles ne puissent pas reproduire biologiquement et socialement les individus, mais surtout les collectivités, qui sont excluent du projet colonial canadien. Ces réflexions nous permettront de penser les formes diverses que peut revêtir l'enfermement lorsqu'il se déroule à l'encontre des femmes et de réfléchir concrètement aux types de questionnements qui peuvent naître de la mobilisation d'une approche féministe. La seconde partie sera destinée à mettre en lumière mon positionnement en tant que chercheure dans le cadre de cette recherche. Je mettrai de l'avant mon expérience de recherche pour penser les problématiques qui sont inhérentes à la position d'une chercheuse blanche qui produit une recherche universitaire sur les violences de l'État canadien à l'encontre des personnes exclues de la blancheur et de son projet de peuplement colonial des Amériques. Je partagerai avec l'auditoire les problèmes que j'ai rencontrés en tentant de réaliser un terrain, ainsi que les conclusions que ces difficultés m'ont amenées à tirer. Finalement, l'objectif de cet atelier est de démontrer la capacité du féminisme à percer au sein des sujets traditionnellement masculins, ainsi que de montrer les limites de l'application des méthodologies féministes décoloniales pour une femme blanche issue d'une société de peuplement colonial.

Panel D1.2
Mercredi 23 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-4013

SABRINA CLERMONT-LETENDRE, Université du Québec à Montréal
(sabclermontl@gmail.com)

Résistance et critique de l'occidentalisation [mondialisation] et de l'universalisme dans la fiction des femmes indigènes; perspectives décoloniales

Si ma recherche de maîtrise se concentre sur la transcription des effets de la mondialisation dans la littérature de fiction postcoloniale francophone en Afrique, je souhaite ici traiter de la pertinence d'adopter une perspective décoloniale dans le traitement de mon sujet. C'est par l'exploration d'un corpus secondaire d'autrices indigènes d'Amérique latine et autochtones du Canada que j'espère enrichir ma réflexion sur les forces de résistances diverses qui s'installent avec le processus de la mondialisation. La perspective postcoloniale en littérature traite de la quête d'identité, surtout celle des individus de la diaspora et de ceux qui sont métissés. Elle est aussi intrinsèquement politique parce ses auteur.es se positionnent en rupture aux colonialismes de façon à changer les codes de la représentation. Or, l'intérêt de l'approche décoloniale est sa position affirmée du refus des rapports de pouvoir aux modes occidentaux et surtout pour la présente, la question de « statelessness », « sans-nation », qui semble se trouver dans les études postcoloniales sans jamais être saisie concrètement. L'occidentalisation du monde se caractérise à la fois par un désir d'universalisme et d'hétérogénéité, ce qui me donne envie d'avancer qu'il s'agit en quelque sorte d'une névrose narcissique. La mondialisation est colonialité et les écrits de fiction décoloniaux permettent de rendre compte de la manière dont les auteur.es résistent à cette colonialité. La littérature même lorsqu'elle est fiction à la particularité de mettre en relation des faits pour créer de nouveaux sens. La fiction n'implique pas fausseté, bien au contraire. Les institutions politiques occidentales sont en elles-mêmes basées sur des fictions, ce qui fait de la littérature un médium de choix dans la cristallisation des représentations.

CHARLOTTE BIDDLE-BOCAN, Université du Québec à Montréal
(biddle.charlotte@hotmail.com)

Le récent débat du postcolonialisme: une tension qui oriente la pratique

À la lumière d'une recherche terrain féministe sur l'implication des femmes dans le développement du tourisme rural en Inde, cette présentation cherche à engager une réflexion sur la pertinence des tensions d'un récent débat au sein des théories postcoloniales. Ces critiques et ce débat démontrent les limites des approches basées sur le concept d'orientalisme d'Edward Saïd en 1978. Bien que Saïd présente un ouvrage fort pertinent, il semble tout de même important de souligner et réfléchir à son influence dans le contexte politique, social et économique actuel. L'expérience de notre terrain de recherche en Inde sera mise de l'avant pour énoncer les tensions de ce débat qui furent particulièrement importantes dans notre manière d'aborder le sujet de la recherche. D'abord au sein du milieu universitaire indien où nous avons préparé ce terrain de recherche et, par la suite, dans le contexte du recrutement de nos participantes, de nos entretiens et de l'observation participative que nous avons réalisés dans un village touristique en Inde rurale. Nous démontrerons que ce débat permet de souligner la complexité de l'influence du contexte social et politique dans l'utilisation des théorisations postcoloniales. Dans notre cas, l'influence du contexte politique et économique en l'Inde complexifia voire élimina notre utilisation de certains outils théoriques postcoloniales, afin d'assurer un caractère actif et subversif à notre recherche. Nous argumenterons que les contradictions théoriques de ce débat, les tensions entre approches systémiques et poststructuralistes qui s'y dégagent, engagent un constant regard critique à l'égard des effets de la théorie permettant d'orienter la pratique. Ce terrain de recherche nous a permis de comprendre la pertinence de mettre de l'avant les postures et revendications des femmes de basses castes artisanes et agricultrices qui ont participé à notre recherche en ne cherchant pas à donner une voix subalterne, mais en travaillant pour ces femmes contre la subalternité (Spivak, 2009 (1988), p. 22). La tension que suscite le débat au sein du corpus des théories postcoloniales en Inde a profondément marqué la manière d'aborder notre terrain de recherche, la manière d'analyser les rapports de pouvoir qui influencent à la fois le sujet de notre recherche, le contexte dans lequel elle s'inscrit et notre position en tant qu'étudiante-chercheuse provenant d'un pays du Nord. Sachant que l'ensemble de ces rapports et notre posture doivent être constamment remis en question, soulignant l'imbrication de notre problématique de recherche à notre propre contribution à sa consolidation, nous cherchons au sein des tensions de ce débat théorique les manières d'aborder ces enjeux à l'ombre de leur complexité.

DANIELLE COENGA-OLIVEIRA (coenga_oliveira.danielle@uqam.ca) et PRISCYLL ANCTIL AVOINE (anctil_avoine.priscyll@uqam.ca), Université du Québec à Montréal et Rélam

Les féminismes latino-américains : la géo-corpo-politique comme outil de décolonisation

Comme la plupart des sciences sociales, la science politique s'est édifiée dans le contexte de la modernité politique et de l'exaltation du savoir scientifique. Cette organisation socio-historique de la connaissance nous laisse entrevoir un monde articulé autour d'un macro-récit eurocentré fondé sur la figure d'un sujet universel (Mignolo et Tlostanova, 2009). Basée sur des catégories généralement fixes et difficiles à subvertir, comme homme/femme, barbare/civilisé, corps/esprit (Walsh, 2013 ; Quijano, 2000), cette pensée binaire est marquée par la hiérarchie et la décorporalisation. Ainsi, nous partons des théories féministes décoloniales latino-américaines pour remettre en cause le racisme épistémologique occidental qui ignore le sujet qui parle et le contexte géo-politique d'où celui-ci parle (Lugones, 2008, 2010). L'objectif de cette communication est donc de présenter le projet épistémique féministe décolonial latino-américain à partir de la notion de géo-corpo-politique. S'insérant dans un projet de décolonisation des savoirs, ce concept permet de remettre en cause les positions épistémiques traditionnelles de la science politique en questionnant l'assimilation des corps racisés et sexués par les recherches contemporaines dans cette discipline des sciences sociales. Le but ultime est de construire une contre-position aux « vérités uniques » qui guident les analyses en science politique pour ainsi remettre les savoirs marginaux au cœur des débats théoriques et pratiques. La communication se divise en deux temps : (1) brève histoire des théories féministes décoloniales latino-américaines et ; (2) théorisation de la géo-corpo-politique comme outil de décolonisation des savoirs en science politique.

TAWI TACHA NINA, Université Yaoundé II (arnaudyombo@yahoo.fr)

Punir le discours sexiste néocolonial. Science politique des mobilisations collectives des féministes africaines contre le discours polémique d'Emmanuel Macron sur des femmes africaines

Au cours d'une conférence de presse au sommet du G20 à Hambourg en Allemagne, le président français Emmanuel Macron a déclaré que l'Afrique était confrontée à un problème civilisationnel et démographique : "le défi de l'Afrique, c'est totalement différent, c'est beaucoup plus profond, c'est civilisationnel, aujourd'hui... quand des pays, aujourd'hui, ont encore 7 à 8 enfants par femme, vous pouvez décider d'y dépenser plusieurs milliards d'euros, vous ne stabiliserez rien", dira-t-il. Ces remarques sur la fécondité des femmes africaines, n'ont pas été du goût de nombreux féminismes africains. Il s'est construit une contestation tout azimut à la fois officielle et sous la forme de prises de positions communicationnelles de personnalités politiques et des intellectuels, autour d'une grammaire commune : le respect des femmes et de la culture matrimoniale africaines. Cette communication entend comprendre ces mobilisations collectives d'origine diverses sous le prisme de la communication politique et de la sociologie des mouvements sociaux. À partir d'un matériau recueilli sur la toile, il en ressort une critique acerbe du discours du président français organisée autour d'un champ lexical du 'machisme', du 'néocolonialisme' et du 'manque de respect'.

Atelier D2 – Le genre comme catégorie d’analyse en science politique: perspectives, enjeux et études de cas

Responsables : DANIELLE COENGA-OLIVEIRA, Université du Québec à Montréal (coenga_oliveira.danielle@uqam.ca) et PRISCYLL ANCTIL AVOINE, Université du Québec à Montréal (anctil_avoine.priscyll@uqam.ca)

Description de l’atelier :

Dans son discours sur l’état de la science politique comme discipline, la politologue Jill Vickers (2015) remet en cause les difficultés pour la science politique conventionnelle (SPC) d’intégrer les épistémologies féministes et d’utiliser la catégorie du genre dans ses analyses. Vickers soutient en effet qu’il existe une résistance plus marquée au changement dans la SPC que dans les autres disciplines telles que la sociologie et l’anthropologie (Vickers 1997 ; 2015). En Colombie, Wills Obregon (2004) a également manifesté les aléas des publications sur le féminisme dans les revues de science politique du pays tandis que certaines autrices appellent à une « nouvelle épistémologie émergente » qui ferait un pont entre théorie politique et féministe au Brésil par exemple (Matos, 2014).

En prenant comme point de départ la critique que Vickers fait à la discipline de la science politique dans les pays comme le Canada ou les États-Unis, le présent atelier cherche à interroger l’état de l’interaction entre la science politique comme discipline « conventionnelle » et les études féministes dans des géographies peu explorées jusqu’à maintenant à cet égard. En ce sens, l’atelier vise à soulever les questions suivantes :

- Le genre est-il utilisé comme catégorie analytique et pratique en science politique ?
- Comment la science politique interagit-elle avec les épistémologies féministes et les études de genre ? Quels enjeux sont-ils en évidence ?
- La langue a-t-elle une influence sur les dynamiques d’interdisciplinarité entre la SPC et les études féministes ?
- Comment s’est développée analytiquement la catégorie *genre* en science politique ?
- Quelles sont les barrières imposées par la science politique aux études féministes ?

Panel D2.1

Genre et science politique en Amérique du Sud

Jeudi 24 mai 2018 9h30-11h00

Lieu : FSS-4013

Danielle Coenga-Oliveira, Université du Québec à Montréal
(coenga_oliveira.danielle@uqam.ca)

L’épistémologie féministe : quelles contributions à la science politique?

La participation des femmes dans les instances politiques fait l’objet de plusieurs recherches en Amérique latine (Marques et Mesquita, 2016 ; Mendes et Figueira, 2017). Cependant, une analyse genrée de l’état de la science politique nous permet d’aller au-delà de l’étude de la représentation des femmes dans les espaces de pouvoir. En remettant en question le paradigme androcentrique, le sujet universel et les savoirs non-situés qui sous-tendent la construction de la pensée scientifique moderne (Louro, 1998 ; Bento, 2006 ; Navarro-Swain, 2002), les perspectives féministes nous offrent des outils analytiques importants pour comprendre la complexité de l’interaction entre les rapports de genre et les problèmes politiques et sociaux actuels. Cette communication vise donc à présenter la contribution

des pensées féministes, plus particulièrement celle des féministes brésiliennes, à la problématisation des savoirs académiques et à la construction des connaissances en science politique. Pour ce faire, ce travail se penchera sur le contexte de la science politique brésilienne. Il placera au centre des débats l'importance de la prise en considération de l'intersection des systèmes d'oppression divers et des demandes particulières des groupes sociaux minoritaires pour penser les rapports de pouvoir en science politique et ainsi mettre en lumière la contribution de l'épistémologie féministe et des perspectives de genre à cette discipline.

PRISCYLL ANCTIL AVOINE, Université du Québec à Montréal
(anctil_avoine.priscyll@uqam.ca)

La catégorie du genre en science politique: le cas e la consolidation disciplinaire en Colombie

L'instrumentalisation politique de « l'idéologie du genre », promue par certain-e-s des opposant-e-s à l'accord de paix en Colombie, a démontré qu'il était nécessaire de repenser la place de la catégorie genre dans l'analyse des processus politique. Dans cette communication, je propose de reprendre les postulats de la politologue canadienne Jill Vickers (2015) sur les difficultés théoriques et pratiques de l'inclusion des théories féministes et de la catégorie du genre dans la science politique dans le but de questionner les avancées de cette discipline en Colombie. En prenant comme point de départ une recherche documentaire effectuée en 2016, l'objectif de la communication est double : d'une part (1) identifier les barrières rencontrées par les femmes dans le domaine de la science politique en Colombie et, d'autre part, (2) évaluer l'impact théorique du genre comme catégorie analytique dans la production scientifique en science politique. La méthodologie qualitative propose une révision de la littérature et une analyse comparative des articles publiés dans quatre revues scientifiques colombiennes de science politique.

ANA PAULA LOPES FERREIRA, Université du Québec à Montréal (ana.lopeso89@gmail.com),
ROMER MOTTINHA SANTOS, Universidade Federal do Paraná (remermottinha@gmail.com) et
TIAGO ALEXANDRE LEME BARBOSA, Universidade Federal do Rio Grande do Sul
(tiagoalexandrel@gmail.com)

Les femmes dans les parlements en Amérique du Sud

La faible représentation des femmes en politique est une réalité observée dans la plupart des pays. L'une des conditions préalables à l'égalité des sexes est la parité de représentation dans la fonction publique. Ainsi, cet article propose une étude sur la présence des femmes dans les parlements en Amérique du Sud et la qualité de l'environnement démocratique selon les indicateurs internationaux. À partir de la théorie de la culture politique, cette communication se divise en deux volets principaux : (1) une analyse de la représentation des femmes en Amérique du Sud et de la qualité démocratique des leurs pays, évaluée par leur classement dans le Global Democracy Ranking et; (2) une comparaison entre les niveaux de représentation des femmes selon l'indice de qualité démocratique des pays sélectionnés. La méthodologie utilisée est une analyse quantitative avec des test statistiques, qui identifie le nombre de femmes élues dans les parlements des pays d'Amérique du Sud dans les dernières élections selon les bases de données suivantes : Quota Database et Inter-Parliament Union. Nous travaillons avec l'hypothèse de recherche qu'en Amérique du Sud, les pays qui ont un pourcentage plus élevé de femmes au parlement et qui ont des quotas pour les femmes candidates ont tendance à avoir de meilleurs principes démocratiques, évalués à partir du classement international.

Panel D2.2
Genre et engagement politique
Jeudi 24 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-4013

VANESSA ABOUDI, Université Yaoundé II (vanessaaboudir8@yahoo.com)

Démocratisation et promotion politique des femmes au Cameroun : cas du parlement et des communes

L'égalité des sexes dans tous les domaines est aujourd'hui un enjeu majeur dans les démocraties contemporaines. Au Nord comme au Sud, elle suscite des passions, fait l'objet de débats, de combats

et de politisation. En ce qui concerne le Cameroun, à travers la théorie de la structure des opportunités politiques, nous montrons que depuis 1990, ce pays accumule des ressources normatives et institutionnelles tant sur le plan national qu'international, pour relever ce défi dans la sphère politique. C'est dans cette perspective que s'inscrit notre étude sur la représentation politique des femmes au parlement et dans les communes. Leur présence au sein de ces institutions est mesurée à travers la théorie de la masse critique, qui fixe à 30% le seuil minimal de représentation des femmes dans les institutions démocratiques. Cela nous a conduit à dégager deux trajectoires, à savoir d'une part, une évolution satisfaisante à l'Assemblée Nationale et au Sénat, avec respectivement 31,1% de députés et 21% de sénatrices et, d'autre part, une résistance à la tête des exécutifs municipaux, avec moins de 10% de femmes maires titulaires. Pour comprendre cette disparité et ces résultats inadaptes au contexte politique, nous mobilisons le néo-institutionnalisme dans toutes ses variantes et l'interactionnisme symbolique, pour mieux cerner l'univers dans lequel est construite la représentation politique des femmes au Cameroun. Il en ressort que celles-ci continuent de se heurter à des difficultés significatives, liées à plusieurs facteurs subdivisés en deux grands groupes. D'un côté, les facteurs structurels qui soulignent les lacunes des procédés par lesquels l'État et les partis politiques réglementent la promotion politique des femmes, et de l'autre, les facteurs socio-culturels et individuels.

BENJAMIN FERLAND, Université d'Ottawa (bferland@uottawa.ca)

La représentation des préférences idéologiques des femmes et des hommes : une perspective statique et dynamique

Plusieurs études ont récemment démontré que les partis politiques partagent généralement des positions politiques similaires que leurs propres partisans. De plus, plusieurs études ont également indiqué que les partis ajustent leurs positions politiques à la suite de changements dans l'opinion publique et chez leurs partisans. Bien que l'état de nos connaissances sur la représentation des électeurs par les partis s'est développé de façon importante dans les dernières années, peu d'études ont regardé ces questions sous l'angle des inégalités possibles dans la représentation des femmes et des hommes. J'aborde donc cette problématique dans la littérature en regardant la représentation idéologique des hommes et des femmes par les partis politiques suivant les deux principales approches à la représentation dans la littérature empirique : la congruence idéologique et la réactivité des partis à l'opinion publique

JADE BOIVIN, Université d'Ottawa (jade.boivin@gmail.com)

Étude exploratoire de l'engagement des femmes musulmanes montréalaises

Depuis 2014 au Québec, il a été question de différents cas de radicalisation de jeunes issues de la deuxième génération d'immigration, d'origine de pays traditionnellement musulman. D'ailleurs, différentes recherches portent sur le phénomène. Elles se portent notamment sur l'identification des causes et des aspects identitaires en jeu dans la radicalisation de ces jeunes. On cherche notamment à comprendre comment ces jeunes se trouvent en marge de la société, exclus du dialogue citoyen. En ce sens, les différents débats au sujet du vivre-ensemble sont fréquemment évoqués. Au Québec, la laïcisation de la société peut être considérée comme un processus « historique indéniable et encore inachevé » (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 2004, p. 4). Au plan sociopolitique, les débats ayant entouré la Commission Bouchard-Taylor (2007) et le projet de loi 60, mieux connu sous le nom de « Charte des valeurs québécoises » (2013), en sont de bons exemples. Dans ce contexte, les revendications identitaires entre groupes minoritaires et majoritaires demeurent une question de société polarisante. On peut donc affirmer que les questions relatives à la diversification de l'immigration et au vivre-ensemble sont des sujets sensibles dans une société où la définition identitaire nationale et collective est toujours d'actualité (Bouchard, 2012). Ces questions sont d'ailleurs au cœur des recherches portant sur la radicalisation des jeunes issues de la deuxième génération d'immigration. Cela dit, très peu de recherche se sont intéressées aux jeunes musulmans de deuxième génération d'immigration qui se trouvent à l'autre bout du continuum : ceux qui font preuve d'engagement social et politique au sein de la société québécoise. Plus précisément, il existe un vide empirique au sujet de l'engagement social des jeunes femmes musulmanes de la deuxième génération d'immigration. Ce manque de connaissances est d'autant plus que criant considérant que les femmes musulmanes se trouvent souvent au cœur des débats de société portant sur la question identitaire. Dans ce contexte, il apparaît intéressant de se pencher sur le sentiment d'appartenance des femmes musulmanes en lien avec leur identité. L'engagement social et politique permet d'observer et d'analyser de manière tangible le lien qui unit les femmes musulmanes à la société au sein de laquelle elles

évoluent. Dans le cadre de cette conférence, nous présenterons un projet de recherche au sujet de l'engagement de femmes musulmanes issues d'une deuxième génération d'immigration et vivant à Montréal. Plus précisément, nous analyserons les parcours d'engagement de ces femmes, leurs pratiques et le sens qu'elles leur accordent. Ainsi, notre objectif de recherche est d'explorer le sens de l'engagement des jeunes femmes musulmanes issues de la deuxième génération. Les interrogations qui sous-tendent notre recherche et auxquelles nous répondons sont les suivantes : quel est le parcours d'engagement (motivations, éléments déclencheurs, pratiques) des participantes? Comment leur identité se conjugue-t-elle à leur engagement? Afin d'y répondre, nous mobilisons trois éléments théoriques et conceptuels : le concept de l'engagement selon Passy (1998), Gaudet (2009) et Ion (2001); le concept d'identité pour soi et pour autrui selon les travaux de Mucchielli (2013) et la théorie du stigmate de Goffman (1975); le concept de sentiment d'appartenance selon Breton (1994) et Pilote (2008). Notre terrain se compose de 13 entretiens semi-dirigés ainsi que d'un groupe focus. Un portrait général du statut socioéconomique des participantes sera d'abord présenté. Puis, nous avons structuré nos données sous trois grands thèmes : les origines de l'engagement, les données relatives aux pratiques d'engagement et les données relatives à l'identité et à l'engagement.

Panel D2.3
Genre, pouvoir et théories
Jeudi 24 mai 2018 16h00-17h30
Lieu : FSS-4013

STÉPHANIE MAYER, Université Laval (stephanie.mayer.1@ulaval.ca)

Théoriser l'hétérosexualité à partir de la notion de dispositif et envisager les rudiments d'une solidarité féministe pour la transformation de l'intimité

Depuis cinquante ans, les réflexions féministes, lesbiennes et queers au sujet de l'hétérosexualité ont donné lieu à de nombreux débats. Ceux-ci s'accordent pour dire que l'hétérosexualité contribue aux hiérarchies entre les genres et les sexualités. Or, ces théories ne rendent pas explicite ce que ce positionnement signifie dans la vie des femmes hétérosexuelles et comment il est possible d'envisager l'égalité et la liberté à partir de l'intimité. Il sera démontré l'apport de la notion de dispositif à une théorisation de l'hétérosexualité qui contourne les insatisfactions théoriques actuelles et qui envisage une résistance au pouvoir par les femmes hétérosexuelles qui s'identifient aux féminismes. La question qui guidera cette communication est la suivante : comment la notion foucauldienne de dispositif permet-elle de complexifier la compréhension du positionnement social des femmes hétérosexuelles et de nourrir leur action transformatrice? Après avoir fait une rapide cartographie des débats ayant eu lieu, les apports d'une compréhension de l'hétérosexualité comme un dispositif de pouvoir seront présentés. Par la suite, cela permettra d'explorer les possibles solidarités politiques entre féministes face à l'hétérosexualité afin de transcender les frontières de l'intimité. À la conjonction des études féministes et de la science politique, cette communication vise à restituer le rôle fondamental des femmes hétérosexuelles, en solidarité avec les personnes LGBTQ, à la transformation de ce dispositif de pouvoir, lequel témoigne du caractère inabouti de l'égalité entre les femmes et les hommes en sociétés.

DENIS CARLIER, Université du Québec à Montréal (carlier.denis@courrier.uqam.ca)

Le genre en science politique, ou la nécessité de l'explication sociologique

L'utilisation croissante du concept de genre aide à une réflexion de fond sur la méthode en science politique, en interrogeant ce qui tient lieu de justification dans une discipline sans modèle explicatif spécifique. La science politique agglomère des sous-disciplines hétérogènes avec chacune leur cohérence et leur organisation interne, regroupées de manière thématique comme l'histoire ou la géographie, avec ici le politique comme sujet de ralliement; elle dépend en conséquence des modèles explicatifs issus d'autres disciplines, notamment la sociologie, la psychanalyse ou l'analyse économique (Foucault 1966), mais malgré une intégration croissante des enjeux liés au genre en sciences humaines et sociales, la science politique semble encore tarder à prendre ceux-ci en considération de façon effective (Vickers 1997, 2015). Les rapports de domination tendent en effet à y être analysés à travers un prisme statocentré et economiciste, dans une perspective normative de classification qui s'avère peu opérationnalisable (Hibou 2011). À vouloir éviter d'enfermer la science politique dans une tâche de description statocentrée (Boudreau et Davis 2017) et à considérer la recherche féministe comme

pleinement intégrable à l'analyse politique (Harding 1986, 1987), on verra que s'impose la nécessité de reconnaître une dépendance explicative de la science politique envers la sociologie, dans un rapport dynamique comparable à celui proposé par Luc Boltanski (2009) pour décrire la théorie critique, et l'on montrera que le genre, comme d'autres concepts scientifiques dérivés des mouvements d'auto-émancipation, impose une redéfinition en profondeur des modèles d'analyse androcentrés qui ont historiquement structuré la science politique.

DANIELLE COENGA-OLIVEIRA, Université du Québec à Montréal (coenga_oliveira.danielle@uqam.ca) et PRISCYLL ANCTIL AVOINE, Université du Québec à Montréal (anctil_avoine.priscyll@uqam.ca)

Mot de clôture

Atelier D3 – Féminismes en marge: théories politiques, pratiques académiques et action collective

Responsables : Chamindra Weerawardhana (fremancourt@gmail.com), Rose T. Ndengue (rose.ndengue@gmail.com) et Noémie Aulombard-Arnaud (nonoelomb@orange.fr)

Description de l'atelier :

Le féminisme, d'une part comme pensée critique et d'autre part comme mouvement collectif visant une transformation sociale, semble pris dans une double tension dès lors qu'on cherche à déterminer son sujet politique. En effet, force est de constater, depuis une trentaine d'années, que les théories de l'intersectionnalité remettent en cause le modèle universaliste qui sous-tendaient jusqu'alors la théorie féministe et le militantisme (institutionnels). Le vécu de la domination varie selon la classe sociale, l'ethnicité, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, la motricité et/ou la santé de chaque femme. Redessinant ainsi les contours du sujet politique du féminisme, l'intersectionnalité remet en question l'hégémonie de l'expérience occidentale de la domination et la façon dont elle est théorisée. En privilégiant une approche située, l'intersectionnalité pousse aussi à redéfinir les frontières entre savoirs académiques, pratiques militantes et expériences quotidiennes, en proposant d'autres modalités d'action collective. Elle invite notamment à interroger la double situation du « je » du chercheur ou de la chercheuse, lorsqu'il ou elle navigue entre champ académique et univers militant.

Les théories de l'intersectionnalité renversent le paradigme du féminisme hégémonique, en donnant plus de visibilité théorique aux féminismes en marge. Ceux-ci restent néanmoins invisibilisés au sein du champ académique et déconsidérés dans le champ institutionnel et militant hégémoniques. Cette situation met en évidence l'existence de rapports de pouvoir et de luttes de sens entre les deux pôles. L'enjeu réside ici dans la reconfiguration des pratiques militantes et la refondation des théories féministes.

En quoi les paradigmes, issus des féminismes en marge, permettent-ils le passage d'un universalisme occidental-centré à une conception pluriversaliste du sujet politique des féminismes? En quoi peuvent-ils renouveler les relations entre recherche et militantisme, ainsi que transformer les pratiques et les discours dans l'espace militant? A l'aune d'un usage politique du concept de l'intersectionnalité, quelle redéfinition du « je » du chercheur ou de la chercheuse?

Panel D3.1

Perspectives et enjeux spatio-temporels des marges

Vendredi 25 mai 2018 9h00-10h30

Lieu : FSS-4013

YAËL ECHED

Penser en mouvement : l'horizontalité contrariée de la théorie féministe

L'articulation délicate du travail d'objectivation scientifique à une exigence féministe d'horizontalité vient questionner ce que signifie, produire du savoir universitaire (Delphy, 1981 ; Guillaumin, 1981). Ce problème, qui se pose à toute chercheuse – fût-elle militante, soucieuse de « faire du terrain en féministe » (Clair, 2016), prend une forme particulièrement épineuse lorsque l'on s'intéresse à des terrains mobilisés, où la production théorique et les pratiques réflexives des enquêtés ne constituent pas seulement un matériau mais alimentent explicitement le cadre analytique développé par l'observatrice, au point qu'il est souvent extrêmement difficile de faire le départ entre les savoirs produits par la chercheuse et ce qu'elle emprunte à ses enquêtés. Au-delà du problème désormais classique – et bien identifié par le terrain, de la réappropriation universitaire des savoirs militants, qui

rejoue les rapports de domination contre lesquels ces savoirs se sont construits (Lmadani et Moujoud, 2012 ; Mathieu, 1999), cette communication s'attache, dans un premier temps, à revenir sur les risques que le travail de théorisation et d'abstraction comporte pour des approches qui se veulent féministes. À l'aide de la réflexion féministe sur les marges (Abu-Lughod, 1991 ; Hill Collins, 2008 [1990] ; hooks, 2017 [1984]) et à partir de ma position de chercheuse et de militante, travaillant par observation participante sur des terrains féministes, il s'agira ensuite de proposer quelques pistes pour discuter la pertinence d'une analyse des relations entre « intellectuel·le·s » et militant.e.s de terrain en termes de « fracture » entre sujet et objet de connaissance. Sans minimiser l'acuité de la tension à l'œuvre entre ces deux positions, je tenterais de revenir sur le processus de définition et de mise en œuvre de mon projet de recherche – une enquête ethnographique des pratiques de santé communautaire mises en œuvre au sein d'une association féministe portée par des lesbiennes, des biEs et des trans', afin d'examiner les conditions de possibilité d'une théorisation des marges, par les marges et son articulation aux savoirs et aux espaces académiques.

MARA MONTANARO

Géographies féministes et temporalités interrompues

Dans mon intervention je mettrai l'accent davantage sur la manière dont C. Mohanty, F. Vergès et bell hooks ont redéfinis les cadres conceptuels et d'action politique par rapport d'une part à la matérialité de l'espace géographique et, de l'autre, à l'histoire et la temporalité des féminismes. Il sera crucial de relier cette forme de temporalité interrompue à une multiplicité d'espaces aussi bien transnationaux que postcoloniaux. La temporalité multiple et forclose (Cfr. Spivak, Les subalternes peuvent-elles parler?) qu'une réflexion sur l'histoire (occidentale) du féminisme dégage, s'ouvre forcément sur la pluralité et l'hétérogénéité géographique et culturelle des espaces du féminisme contemporain. Aujourd'hui le projet de repenser des concepts et des catégories du féminisme forgées dans une histoire européenne et occidentale doit forcément passer par une problématisation de l'espace, à la fois comme la matrice d'expérience d'une diversité de luttes (extra-européennes, transnationales, coloniales et « post » coloniales) et comme l'horizon de leur possible composition. Dès lors, repenser l'espace des féminismes postcoloniaux et décoloniaux en tant que produit d'interrelations complexes, s'avère une tâche qu'assume aujourd'hui une importance stratégique. En effet, dans un tel espace coexistent des trajectoires différentes. La possibilité de penser les féminismes sur une échelle transnationale exige une puissante réélaboration théorique de l'espace. Il s'agit de penser la matérialité de ses frontières non pas comme quelque chose de figé, donnée une fois pour toutes, mais au contraire, comme une dimension où les luttes féministes, les subjectivations nouvelles qu'en ressortent, les rapports de genre qui se transforment, reformulent sans cesse et reconstruisent ses limites, ses frontières. D'où, la nécessité d'envisager une géographie capable de faire de l'espace l'objet d'une problématisation critique, pour montrer comment cet espace – et son historicité – est affecté dans sa matérialité géographique et culturelle par les luttes féministes contemporaines. Autrement dit, il s'agit d'en finir avec l'idée que l'espace de l'Occident demeure « la » condition spatiale et géopolitique de possibilité des discours et des pratiques féministes qui appartiennent à notre présent : il y a, sans aucun doute, bien d'autres relations et d'autres histoires à raconter qui sont hors-cadre, dans un espace qui est à cartographier en fonction de nouvelles expériences extra-occidentales du féminisme.

Panel D3.2
Corporéités des marges: atout ou obstacle pour penser en féministe?
Vendredi 25 mai 2018 10h45-12h15
Lieu : FSS-4013

SONIA HALIMI, Université du Québec à Montréal

Pour une analyse tri-partite de systèmes de dominations sexisme/racisme/capacitisme, vers une concrétisation d'une analyse et d'une militance intersectionnelle, le handicap clef de voûte à une convergence militante et théorique féministes ?

Avec l'arrivée du concept de l'intersectionnalité (Crenshaw, 1994, 2005) la réflexion féministe a connu un renouveau, mais de nombreuses auteures ont mentionné certaines de ses limites. L'une des principales étant sa dépolitisation (Bilge, 2015), entravant des analyses multidimensionnelles et transversales des systèmes de dominations. Or l'historicisation (occidentale) de systèmes de

dominations tels que le racisme et le sexisme, apparaissent être intrinsèquement lié au handicap¹. Il semblerait que celui-ci s'est fait le terreau des processus de dominations liée à la race et au genre. C'est ici que résiderait l'apport du handicap, et les réflexions féministes décoloniale du handicap² dans les épistémologies féministes. Car j'émet l'hypothèse que le capacitisme est de fait intrinsèquement lié à différents rapports de dominations, qu'il s'est nourri de et qu'il a lui-même nourri ces différents systèmes. Par ailleurs, je formule également l'hypothèse que le militantisme de groupes féministes de femmes en situation de handicap (trop longtemps marginalisées) inscrivant leurs réflexions dans le concept d'intersectionnalité, mais également par la mise en pratique d'une inclusion réelle via la revendication de l'accessibilité universelle et un savoir-faire inclusif ; va être déterminante dans la mise en pratique d'une convergence des luttes féministes. Ainsi il semble que le militantisme de femmes en situation de handicap, dès lors qu'il sera pleinement pris en considération par les différents féminismes, a déjà et aura un écho doublement retentissant³. Car d'une part il semble, dans le champ de la pratique militante, offrir les outils d'une inclusion réelle et pratique, et dans les champs théoriques féministes antiraciste et décolonial du handicap (mis en relief par l'analyse tripartite) suppose en son sein une analyse des dominations plurielles et une effectivité matérielle d'oppressions multiples. Il s'agira donc au cours de cette éventuelle contribution, de présenter ces différentes théories et hypothèses, au regard du terrain mené au cours de ma maîtrise et de mon projet doctoral.

NoomiB. Grüsig

Le faux départ du transféminisme: piétinements dans les starting-blocks ou révolution avortée?

Depuis quelques années, la notion de transféminisme émerge dans le champ des études de genre. En France, quelques articles se sont penchés sur le sujet et ont tenté d'en dessiner les contours, de manière parfois si vaste qu'ils peuvent en devenir flous. Dans une première partie, ma communication examine comment quelques publications françaises récentes abordent et définissent le transféminisme. Je dresse un état des lieux des mots et des approches employées, afin de pouvoir mieux cerner les enjeux, les objectifs et les effets de cet intérêt de l'académie pour le transféminisme. Dans une seconde partie, j'explique en quoi, selon moi, une partie de ces publications détournent le transféminisme de son objectif militant, via un processus de « cis-washing » qui le rend inoffensif pour le cissexisme. J'identifie d'abord en quoi le transféminisme devient une excuse pour aborder tout un tas de sujets abstraits, à travers une vision relativement chimérique d'un concept « trans » désincarné. Ensuite, je montre en quoi certaines de ces publications instrumentalisent et objectifient les personnes trans afin de servir un agenda « inclusiviste » au service d'une « diversité » de façade du sujet politique du féminisme, sans jamais vraiment remettre en cause l'hégémonie cis. Enfin, je montre aussi qu'en dépit des meilleures intentions de leurs auteurs et de leurs autrices, un certain nombre de ces publications ne parviennent pas à se défaire d'une approche cis-centrée qui s'intéresse à comment les sujets trans peuvent servir le féminisme, sans jamais vraiment se demander comment le féminisme pourrait mieux servir les personnes trans. À partir de ces constats et de ces analyses, ma communication tentera dans une troisième partie de répondre aux questions suivantes : Quel point de vue faut-il privilégier pour essayer de se défaire des réflexes des approches cis-centrées ? Qui sont les sujets politiques du transféminisme ? Quels objectifs pour la théorie et les pratiques transféministes ? Quelle place pour le transféminisme dans les théories de libération féministes ?

Chamindra Weerawardhana (fremancourt@gmail.com)

Décoloniser l'activisme LGBTQI: une réflexion transféministe

Cette intervention portera un regard Transféministe sur l'impact de ce qu'appelle certain.e.s analystes le « complexe ONG-industriel » sur les luttes pour les droits fondamentaux relatifs à l'identité de genre, à l'orientation sexuelle et aux caractéristiques de sexe (SOGIESC). Les structures existantes, notamment en ce qui concerne les financements, créent des cycles de dépendance, et pour enrichir leur activisme, les organismes LGBTQI des pays du « sud » tournent, dans la quasi-totalité des cas, vers les pays du « nord », voire de « l'occident », où les droits SOGIE sont censés être mieux protégés qu'ailleurs. On observe ce même schéma dans l'activisme LGBTQI dans les pays du « sud », qu'ils soient francophones, anglophones, hispanophones ou lusophones. Cette communication souligne surtout la nécessité des dialogues, échanges et interactions « sud-sud » pour mieux affronter les entraves « partagées » aux droits fondamentaux. Les perspectives comparées provenant de telles interactions « sud-

sud » s'avèrent utiles dans le développement d'initiatives qui ont pour l'objectif la « Libération Queer ». Abordant la question d'un point de vue transféministe, la présente communication vise à démontrer le fait que les apports théoriques et activistes transféministes s'avèrent fort utiles pour surmonter le complexe « ONG-industriel » dans l'activisme LGBTQI à travers le sud global. Finalement, cette intervention soulignera la priorité absolue du jour, d'élaborer un activisme Queer des « Suds » qui, en effet, aurait pour l'objectif principal la « décolonisation » des luttes pour les droits LGBTQI.

Panel D3.3
Exhumer les angles morts de la pensée féministe
Vendredi 25 mai 2018 13h45-15h15
Lieu : FSS-4013

JOAO GABRIEL

Afroféminisme et perspectives anticarcérales

La criminalisation des violences sexistes, homophobes et transphobes semble être un horizon indépassable pour bon nombre de courants féministes et LGBT hégémoniques. En France comme aux États-Unis par exemple, ces mouvements se mobilisent pour exiger toujours plus de lois - « loi cadre » en France ; « hate crime law » aux États-Unis - et des peines toujours plus sévères pour condamner les violences de genre et sexualité. La sanction pénale est présentée à la fois comme l'ultime preuve de reconnaissance de la gravité des actes et l'unique moyen de s'y attaquer. Rien ne semble pourtant aller dans le sens de cette affirmation érigée en dogme. Plutôt qu'un recul, les sociétés euro-américaines font face à une explosion du carcéral et s'il faut bien sûr relativiser le poids des féministes et de l'activisme homosexuel et trans pro-pénalisation, notamment parce que les États n'accèdent pas toujours favorablement à leurs demandes, il reste tout de même crucial de s'interroger sur la participation de mouvements voulus progressistes à l'extension du système carcéral, ou lorsque leurs efforts n'aboutissent pas, à la légitimation de son existence par le fait d'y faire appel au nom de l'égalité des genres et des sexualités. À l'inverse de cette tendance, les analyses et expériences de groupes militants black feminist États-Unisiens tels que INCITE ! et des mouvements queer of color anti prison permettent de renouveler la pensée et l'activisme abolitionnistes à partir de perspectives notamment féministes, en plus d'être inscrites dans le radicalisme noir. En France, après une effervescence révolutionnaire dans les années 1970, une telle pensée peut commencer à nouveau à se lire dans les prises de position répétées et mobilisations de groupes afroféministes tels que Mwasi contre les violences et crimes policiers, de même que c'est le cas de groupes féministes de quartiers populaires tels que Femmes en luttés 93. C'est bien en effet l'activité policière, ciblée sur des territoires et des groupes sociaux précis, qui construit en amont la population carcérale. De plus, la table ronde organisée par la revue queer non blanche AssiégéEs le 8 avril 2017 sur la lutte contre l'État policier et la prison est encore un autre exemple de retour de la critique du système carcéral dans la pensée féministe, queer, et en particulier non blanche. À partir de ces réflexions militantes, nous questionnerons donc la centralité du pénal et du carcéral dans les discours féministes et LGBT hégémoniques ainsi que leurs liens avec les dynamiques du capitalisme (processus de privatisation des prisons, exploitation massive des prisonniers etc). Il sera question également de montrer en quoi l'extension du carcéral contribue à produire de la violence, notamment sexiste, en plus d'être l'expression de la criminalisation des groupes sociaux pauvres et non blancs. Nous réfléchirons à la façon dont l'emprise de la police et de la prison sur ces groupes pèsent aussi sur les femmes qui y sont issues, et pas seulement sur les hommes incarcérés. Au-delà de la critique de cette volonté de criminaliser les violences de genre et de sexualité, nous élaborerons quelques perspectives de lutte contre la prison en tant que telle depuis une position pro féministe, et en particulier afroféministe s'inscrivant dans la tradition de l'internationalisme noir et de l'anticolonialisme revisité par la pensée décoloniale d'aujourd'hui. Une telle position exige à la fois de penser les alternatives à la criminalisation et à la lutte contre les violences genrées et sexuelles, en même temps qu'elle implique un impératif révolutionnaire de sortie du capitalisme.

ÉMILIE HERBERT

« Les Filles du Vent » : enjeux et défis du féminisme tsigane en Europe

Si les communautés tsiganes restent vulnérables en Europe, les voix des femmes tsiganes - ou Romnia - peinent particulièrement à émerger, notamment au sein des cercles féministes "dominants". Tirillées entre la défense d'une identité Manouche, Gitane ou Rom (d'Europe de l'Est) et leur émancipation en tant que femmes, les féministes tsiganes sont amenées à constamment briser "un tabou commun à tous les groupes marginalisés : ne jamais critiquer sa propre communauté face à la société dominante". Les enjeux globaux du féminisme tsigane sont grands : la défense du droit à l'éducation des filles, le refus des mariages précoces, la réinscription des femmes dans l'histoire tsigane, ou encore la déconstruction des stéréotypes - qui soit fétichisent la femme tsigane (sous la figure de la diseuse de bonne aventure, "fille du vent" exotique et érotique), soit la dénigrent (lorsqu'elle est perçue comme une mendicante, sale et illettrée). La constitution d'une pensée féministe tsigane transnationale s'est faite dès la fin des années 1990 sous l'influence d'autres courants féministes minoritaires (tel que ceux des femmes noires et juives) mais aussi par la création de liens de sororité - ou phenjalipe - entre femmes tsiganes de nationalités, cultures, modes de vie et classes sociales souvent fort différents. Près de vingt ans plus tard, nous nous interrogerons sur les nouveaux enjeux et défis d'une pensée féministe en marge qui continue d'être largement ignorée dans les discours académiques et politiques.

Panel D3.4
Une institutionnalisation (imparfaite?) du féminisme en contexte camerounais
Vendredi 25 mai 2018 15h30-17h00
Lieu : FSS-4013

MONIQUE KWACHOU

Pilotage à vue: Comment une université camerounaise produit par inadvertance des féminismes africains et pourquoi cette formation doit être pensée

Depuis leur mise en place dans les années 1970, les programmes d'études de la condition féministe font l'objet de recherches portant sur l'impact potentiel de ces programmes sur les étudiants, notamment leur capacité à éveiller chez ces derniers une conscience et une identité féministes. La majorité de ces études étant centrées sur l'Amérique (Musil, 1992 ; Stakes, Roades, Ross & Ellis, 1994 ; Stake & Rose, 1994 ; Buschman & Lenart, 1996 ; Harris, Melaas & Rodacker, 1999 ; Jackson, 2000), elles indiquent très souvent un impact significatif de programmes d'études de la condition féminine sur l'éveil d'une conscience féministe libérale et occidentale. Par contre, très peu d'études ont été menées afin de mesurer l'impact de programmes similaires dans des contextes africains plus traditionnels et de déterminer leur capacité à inspirer d'autres genres de féminisme, notamment la pensée féministe africaine. Le présent article porte sur une étude qui s'est penchée sur la potentielle influence du tout premier département d'études de la condition féminine et du genre du Cameroun sur ses étudiants. Ladite étude a consisté à interviewer un groupe de douze répondants, dont six diplômés et six étudiants du département d'études de la condition féminine et du genre de l'université de Buéa, entre avril et mai 2015. Analysant à l'aide d'une approche féministe africaine les données générées à travers des entrevues semi-dirigées, l'étude a révélé que l'influence informationnelle du programme de licence de ce département était certes significative, mais se trouvait plombée par l'influence normative du contexte camerounais dans lequel les étudiants suivaient leur formation. Cette entrave se manifestait à travers les réponses des participants à l'étude. Ces derniers, s'efforçant d'arriver à un compromis entre les connaissances acquises à travers leurs études et les croyances résultant de leur socialisation, présentaient souvent une dissonance cognitive. Dans ces efforts de compromis, des répondants affichaient parfois des tendances de féminisme africain (Nnaemeka, 2004), démontrant que ce programme, malgré son très peu de contenu lié au féminisme africain, contribue par inadvertance au façonnement de positions féministes qui s'inscrivent dans les limites des féminismes africains. Il résulte des conclusions de cette étude deux indications principales : premièrement, les féminismes africains et la large marge de compromis possible pourraient laisser de la place à un « féminisme de convenance ». Deuxièmement, le fait que ce département n'ait pas un programme bien défini en matière de féminisme africain met à mal un de ses principaux objectifs en tant que programme d'études de la condition féminine : celui de sensibiliser davantage les étudiants aux questions liées au genre en vue d'une transformation de leurs communautés.

ALAIN HUGUES OBAME

Féminisme pentecôtiste en Afrique: avancées et contradictions

Cette réflexion s'intéresse aux trajectoires contemporaines en Afrique, - et au Cameroun en particulier -, du féminisme religieux à coloration pentecôtiste. L'accent est mis ici sur les incidences, enjeux et défis de la promotion symbolique des femmes à la carrière de pasteur(e) et la routinisation de la « prestation compensatoire » (N. Heinich, 2001) de traductrice de l'office religieux dominical, fonction systématiquement exercée dans les pentecôtismes camerounais par des femmes. L'étude se situe dans la continuité de la distinction de Béatrice de Basquet (2009) entre « les cas où les femmes accèdent formellement à l'autorité religieuse, des cas où elles ne l'exercent qu'informellement et des cas où elles en sont exclues ». Ainsi, cette recherche postule que l'érection de « rôles nouveaux dans les rituels et pratiques religieuses » (S. L. Abdallah, 2010) destinés à la gent féminine marque une avancée considérable. En revanche cette émancipation ne saurait être surestimée car l'on assiste à une réforme muette en l'absence d'un discours cohérent destiné à éclairer et institutionnaliser les transformations féminisantes en cours. L'on scrutera donc spécifiquement les continuités et discontinuités du féminisme pentecôtiste comparativement aux féminismes islamique et protestant. Les données mobilisées puisent dans une vingtaine d'entretiens semi-directifs réalisés auprès des féministes universitaires/chercheuses et activistes d'une part et des « traductrices du dimanche » et des femmes pasteur(e)s dans les « églises de réveil » influentes dans les villes de Yaoundé et Douala d'autre part.

PAUL DERRICK DANG A. GOUFAN

Le D.S.C.E. et les associations féminines au Cameroun : mesures institutionnelles et pratiques politiques

Publié en 2009, le DSCE (Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi) est une vision politique élaborée par les autorités de Yaoundé et dont l'implémentation nourrit l'ambition de conduire le Cameroun vers l'émergence à l'horizon 2035. Ce programme politique s'inscrit dans la logique des grandes ambitions et réalisations engagées par le chef de l'État. Cependant, un constat se dégage à la lecture de ce projet de société : le statut de la femme a certes évolué, mais demeure marginale. Dans un État où la gente féminine représente près de 55 % de la population, la lutte pour une meilleure représentation féminine au sein des organes politiques a du chemin à faire. Ce combat pour la valorisation du potentiel féminin au sein des instances socio-politiques est de ce fait, le principal cheval de bataille des associations féminines du Cameroun. Parmi celles-ci, figure en pole position, « More Women in politics ». Les mesures institutionnelles implémentées par ces "amazones" dans le champ politique gagnent progressivement du terrain dans le landerneau politique camerounais, caractérisé par une ultra domination du "sexe fort". Réalisée sur la base de l'observation empirique, d'une documentation abondante faite d'ouvrages, de revues scientifiques, d'articles de presse et d'interviews, la présente communication analyse la politique féminine de Yaoundé à travers le DSCE et l'action des groupes de pression exercée par les associations féminines dans l'optique d'améliorer le statut de la femme au sein des structures sociopolitiques du Cameroun.

Atelier D4 – Décoloniser la mémoire. Histoire, oubli et résilience dans la formation des identités politiques post-coloniales

Responsables : THIERRY DOMINICI, Université de Bordeaux (dominici.thierry2@wanadoo.fr), JEAN-OLIVIER ROY, Université de Concordia (jean-olivier.roy@mail.concordia.ca) et AURÉLIEN TOURREILLES, Université de Bordeaux (aurelien.tourreilles@hotmail.fr)

Description de l'atelier :

Définie comme une science carrefour, la science politique étudie souvent des objets très polymorphes dont la porosité avec d'autres champs scientifiques est presque obligatoire, voire incontournable. L'identité (au sens de formation d'une identité politique), au même titre que le nationalisme hier ou le populisme aujourd'hui, est peut-être l'un de ses objets les plus protéiformes. En effet, les questions inhérentes à la formation d'une identité politique touchent plusieurs disciplines des sciences sociales et quasiment l'ensemble des différentes sous-disciplines de la science politique (politique comparée, sociologie politique, communications politiques, relations internationales, histoire des idées politiques, philosophie politique, anthropologie politique, psychologie politique et même l'étude des politiques publiques). Ce constat est encore plus vrai lorsqu'on essaye d'aborder l'analyse des identités intimement liées à la colonisation, alors qu'entre en jeu une relation complexe entre les identités précoloniales, coloniales et postcoloniales.

L'objet de notre atelier est d'aborder la question des identités postcoloniales en proposant une approche comparée et pluridisciplinaire. Nous étudierons avec des historiens et des anthropologues de la politique la question de la mémoire et des post-mémoires des colonisations et des décolonisations, ainsi que la résurgence et la consolidation identitaire chez les Autochtones. Nous aborderons également, avec des spécialistes de la sociologie, de la politique comparée et du droit constitutionnel, la réflexivité des identités postcoloniales plus régionales qui sont, depuis les années 1960, imbriquées dans une sorte de projet de « décolonisation régionale », par exemple en Écosse, en Irlande du Nord, en Catalogne, au Pays Basque, en Corse et en Sardaigne.

Panel D4.1

Mémoire, résurgence et consolidation identitaire chez les Autochtones 1

Mercredi 23 mai 2018 9h30-11h00

Lieu : FSS-4006

Président de séance : DANIEL SALÉE, Université Concordia (daniel.salee@concordia.ca)

SÉBASTIEN MALETTE, Université Carleton (sebastienmalette@cunet.carleton.ca)

Les Métis de l'Outaouais face au primordialisme de l'Ouest

OSCAR MEJIA MESA, Université Laval (oscar.mejia-mesa.1@ulaval.ca)

Une brève introduction à la machine de l'oubli : identité et mémoire autochtone

JEAN-OLIVIER ROY, Université Concordia (jean-olivier.roy@mail.concordia.ca)

Mémoire coloniale, reconstruction postcoloniale, ou le monisme identitaire face à la question autochtone au Québec

Panel D4.2
Mémoire, résurgence et consolidation identitaire chez les Autochtones 2
Mercredi 23 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-4006

Président de séance : JEAN-OLIVIER ROY, Université Concordia (jean-olivier.roy@mail.concordia.ca)

SIPI FLAMAND, Militant atikamekw (sipiflamand@gmail.com)

Onikatcikan : La réappropriation identitaire selon la mémoire collective autochtone

MATTHIEU BETTINGER, Université de Strasbourg (mbettinger@free.fr)

Le complexe d'Oedipe comme « formation coloniale intime » : Deleuze, Guattari et Faulin au chevet des Motilones

Panel D4.3
Le droit face au processus de décolonisation de la mémoire
Mercredi 23 mai 2018 14h00-15h30
Lieu : FSS-4006

Présidente de séance : LYDIA LEBON, Université Bordeaux Montaigne (lydia.lebon@u-bordeaux-montaigne.fr)

ALPHONSE ZOZIME TAMEKAMTA, Université Yaoundé (tamekamta@gmail.com)

Kirdi et Kirdisation aux abords sud du lac Tchad. Revendication identitaire et violence communautaire

PASCAL TOUOYEM, Université de Yaoundé 1 (ptouoyem_uy1@yahoo.fr)

Phénoménologie des turbulences dans l'Etat post-colonial actuel : conflictualisation, reconfiguration et transnationalisation

AGOSSOU LUCIEN AHOUCANGAN, Université de l'Etat de Rio de Janeiro (lucienahouangan@outlook.fr)

État et crises politiques en Afrique Noire : Le Bénin une démocratie à toute épreuve ?

Panel D4.4
Le processus de décolonisation de la mémoire au sein des anciens empires coloniaux
Jeudi 24 mai 2018 9h30-11h00
Lieu : FSS-4004

Président de la séance : HENRI MALOSSE, 30ème Président du Comité Économique et Social Européen (CESE) (henry.malosse@eesc.europa.eu)

JEAN-LOUIS ALESSANDRI, Université Bordeaux Montaigne (alessandri.jean-louis@laposte.net)

La Guerre des Boers. La dernière guerre impérialiste Britannique ou une Guerre de décolonisation

MATHILDA DUTHU, Université Paris 8 (matildaduthu@yahoo.fr)

Identités, mémoires et résistances. La « Bataille de BuGafer » symbole de la lutte Amazighe dans le Sud-Est marocain

Panel D4.5
Le processus de décolonisation de la mémoire en Europe
Jeudi 24 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-4004

Président de séance : THIERRY DOMINICI, Chargé de cours, Université de Bordeaux (dominici.thierry2@wanadoo.fr)

JEAN-GUY TALAMONI, Président de l'Assemblée territoriale de Corse (jeanguytalamoni@gmail.com)

Le régionalisme corse

JEAN-RÉMI CARBONNEAU, Université du Québec à Montréal (carbonneau.jean_remi@courrier.uqam.ca)

Rupture et continuité de la tradition étatique espagnole : la décolonisation inachevée de la périphérie (pan-)catalane

JORITZ LARRAZA, Université de Corse (joritz.larraza@gmail.com)

Nationalisme Basque: dogmes, pratiques et perspectives

JULIEN GIUDICELLI, Université de Toulon (judicelli.julien@gmail.com)

L'État régional italien

Panel D4.5
Le processus de décolonisation de la mémoire en Europe 2
Jeudi 24 mai 2018 16h00-17h30
Lieu : FSS-4004

Président de la séance : JEAN-GUY TALAMONI, Président de l'Assemblée territoriale de Corse (jeanguytalamoni@gmail.com)

CLÉMENCE FAURE, Université de Bordeaux (celmence.faure@hotmail.fr)

Les mémoires coloniales dans la parole des dirigeants de la droite modérée française : préserver l'identité nationale par ou contre la diversité (2002-2012)

AURÉLIEN TOURREILLES, Université de Bordeaux (aurelien.tourreilles@hotmail.fr)

La place de la gauche radicale dans les luttes régionalistes

LYDIA LEBON, Université Bordeaux Montaigne (lydia.lebon@u-bordeau.montaigne.fr)

Le rôle de l'Europe dans la formation des identités politiques post-coloniales

Paroles d'acteurs

FRÉDÉRIC FAPPANI VON LOTHRINGEN, Président international ONG CNRJ
(frederic.fappani@cnrj.org)

L'Homme dans tous ses états : éléments pour un état des lieux de l'Homme

HENRI MALOSSE, 30ème Président du Comité Économique et Social Européen (CESE)
(henry.malosse@eesc.europa.eu)

L'Union Européenne et le processus de décolonisation de la mémoire

Atelier D5 – La construction des problèmes politiques au prisme des émotions

Responsables : NATHALIE BURLONE, Université d'Ottawa (nathalie.burlone@uottawa.ca) et ANNE MÉVELLEC, Université d'Ottawa (mevellec@uottawa.ca)

Description de l'atelier :

L'atelier est l'occasion de réunir une série de chercheurs qui s'intéressent au(x) rôle(s) de l'intensité émotive observée dans la construction et la transformation des problèmes publics ainsi que dans leur traitement par les autorités publiques. Plus spécifiquement, cet atelier vise à mieux comprendre comment les réactions émotives citoyennes transforment certains enjeux publics en problèmes publics, tant dans leur nature que dans leur ampleur. Alors que la question des émotions est plutôt abondante lorsqu'il s'agit de s'intéresser aux comportements politiques, il existe aujourd'hui une nouvelle littérature qui cherche à éclairer les politiques publiques à l'aide d'une entrée par les émotions. Cette dernière s'inscrit plus généralement dans ce que certains appellent l'« emotive turn » présent dans plusieurs disciplines des sciences sociales. Le rôle des émotions dans les politiques publiques, sans être une donnée nouvelle, peut être considéré comme central dans le processus de problématisation en raison de son association à des valeurs et des croyances. Ces dernières engendrent des réactions, lesquelles participent à la transformation des problèmes publics.

Les communications attendues explorent l'apport d'une entrée par les émotions pour comprendre la construction et la transformation des problèmes publics dans l'un des deux axes suivants :

- Axe 1 : Études de cas. Les communications présenteront l'analyse de construction de problèmes publics aux échelons territorial, national ou fédéral, dans le contexte canadien ou international.
- Axe 2 : Réflexions théoriques. Les communications présenteront une réflexion théorique sur les approches existantes des problèmes publics et leur arrimage avec une entrée par les émotions.

Panel D5.1

Mercredi 23 mai 2018 9h30-11h00

Lieu : FSS-7035

HENNEBERT SOLVEIG, Université Lumière Lyon-2 (solveig.hennebert@univ-lyon2.fr)

Les politiques mémorielles face aux émotions

Le 16 juillet 2017, lors de la commémoration du 75^{ème} anniversaire de la rafle du Vélodrome d'Hiver le président du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) interpelle au sujet du meurtre d'une femme juive qui a eu lieu le 4 avril 2017. Il demande au président de la République la reconnaissance du caractère antisémite de l'affaire ce qui est vivement applaudi par les personnes présentes. Ce récit loin d'être anecdotique est révélateur de l'utilisation qui est faite des commémorations comme « dispositifs de sensibilisation » (Traïni, Siméand, 2009). En effet, le CRIF organise actuellement 5 commémorations principales en France et toutes sont l'occasion de porter des revendications en s'appuyant sur les émotions exprimées par les personnes présentes. Il s'agit alors de demander l'intervention de l'État dans les politiques mémorielles ou pour la reconnaissance de l'antisémitisme comme un problème public. Les commémorations d'événements historiques violents sont par définition chargées d'émotions : colère, indignation, tristesse... Elles constituent à la fois un moment d'expression de ces sentiments mais aussi un moyen de les encadrer dans un espace et un

temps donnés (Hourcade, 2015). A travers différents dispositifs, des associations ou des individus cherchent parfois à interpeller les personnalités politiques présentes en vue de les impliquer dans la prise en charge des mémoires notamment. Comment amener l'Etat à s'impliquer et participer dans une certaine mesure à la mémorialisation des événements ? Comment les émotions sont-elles exprimées lors de ces commémorations pour faire réagir les pouvoirs publics ? Nous proposons ici, en prenant l'exemple de deux commémorations organisées par le CRIF de saisir la manière dont les émotions et les emotives (Reddy, 1997) sont mobilisées pour impacter sur les politiques publiques. Premièrement, à travers l'histoire de la commémoration de la rafle du Vélodrome d'Hiver qui est aujourd'hui conjointement organisée par l'État et le CRIF nous étudierons les revendications portées et leurs impacts sur les politiques publiques mémorielles. Puis en comparant les discours plus contemporains nous verrons que les rassemblements et les hommages sont l'occasion pour le CRIF de demander une prise en charge par l'État de la lutte contre l'antisémitisme en France.

JOSEPH KEUTCHEU, Université de Dschang (jkeutcheu@yahoo.fr)

Sueur, sang et paniques morales : le travail des émotions dans la problématisation du terrorisme dans le Sahel

Notre communication vise à analyser les paniques collectives autour du terrorisme dans la région du Sahel à partir de la théorie du risque (Ulrich Beck, Anthony Giddens, Zygmunt Bauman). Elle met ces paniques collectives en relation avec des modèles plus amples de paniques morales et montre leur spécificité dans les cadrages des attentats et la construction du terrorisme comme problème public au Niger, au Mali et au Burkina Faso. On entend ainsi décentrer le regard sur les politiques publiques internationales *mainstream* en s'intéressant aux émotions qui y sont si souvent écartées. Précisément, on entend examiner le rôle que les émotions ont joué dans le façonnement des attitudes et des comportements politiques à l'égard du terrorisme dans le Sahel et dans le façonnement du G5, la force régionale contre le terrorisme. S'inspirant de la théorie du risque et des acquis de la sociologie des problèmes publics, on analyse les attentats survenus au Niger, au Mali et au Burkina Faso, la série de peurs liquides ou « paniques médiatiques » qui s'en sont suivies et surtout les formes extrêmes d'engagement des individus qui leur sont consécutives. Ces réactions émotives réussissent à transformer des attentats terroristes localisés en préoccupations à l'échelle nationale et internationale. Deux pistes sont alors suivies. On montre d'abord comment les émotions pèsent sur le leadership politique relatif à la prise en charge de la lutte contre le terrorisme dans le Sahel. On scrute ensuite comment le leadership politique des États concernés influe sur l'expression des émotions, sur la valorisation ou la revalorisation de certains affects afin d'orienter le sens de la construction du problème de manière à obtenir l'adhésion des bailleurs de fonds internationaux au financement de la lutte contre le terrorisme.

CÉCILE LECONTE (cecile.leconte@sciencespo-lille.eu) et CÉDRIC PASSARD (cedric.passard@sciencespo-lille.eu), Sciences-Po Lille – CERAPS-CNRS

Le « grand remplacement » : la fortune internationale d'une formulation émotionnelle des enjeux publics autour de l'immigration

La formule de « grand remplacement », popularisée en 2011 par l'écrivain et pamphlétaire d'extrême droite Renaud Camus pour désigner la supposée substitution de la population française « historique » par d'autres peuples venus du Maghreb et d'Afrique noire (substitution qui serait soutenue voire organisée par les élites politiques et intellectuelles ou les institutions internationales), s'est rapidement répandue dans l'espace politique et médiatique en France mais aussi dans de nombreux autres pays jusqu'aux Etats-Unis d'Amérique (par le biais de l'alternative-right). La communication que nous proposons (en lien avec l'axe 1) a pour objet de mettre en évidence la manière dont la diffusion (internationale) de cette thématique du « grand remplacement », même si elle est accompagnée de critiques et de controverses, participe au « cadrage » et à la construction des questions relatives à l'immigration (et aux populations qui en sont issues) comme un danger mortifère pour les pays, appelant une réaction politique. Nous étudierons d'abord comment s'est élaboré ce topos du « grand remplacement » dans les milieux partisans extrême droitiers français en montrant comment il s'inscrit dans une tradition ancienne qu'il actualise et transforme cependant. Nous analyserons ainsi l'imaginaire dans lequel il puise (imaginaire de la décadence et du complot, de l'invasion, de la colonisation, de l'occupation) et, partant, les émotions (peur, angoisse, colère, haine) qu'il nourrit chez

les citoyens. Cela nous conduira finalement à examiner la circulation/réappropriation de cette formule du « grand remplacement » et son impact sur la fabrication de certains enjeux et problèmes publics.

Panel D5.2
Mercredi 23 mai 2018 11h15-12h45
Lieu : FSS-7035

ANNE MÉVELLEC (mevellec@uottawa.ca) et NATHALIE BURLONE (nburlone@uottawa.ca),
Université d'Ottawa

Les émotions à la source: construire l'eau en problème public

Les émotions à la source: construire l'eau en problème public

Notre étude se concentre sur le rôle des émotions en tant qu'agent de changement de politique. Plus précisément, elle explore l'intensité émotionnelle dans la construction et la transformation des problèmes publics territoriaux et leur traitement par les pouvoirs publics. Bien que la question du rôle des émotions soit assez abondante lorsqu'il s'agit d'étudier le comportement politique, peu de recherches peuvent être recensées dans la littérature sur les politiques publiques et peu d'études concentrent leur analyse les politiques publiques locales et régionales. Or, le rôle des émotions dans les politiques publiques peut être considéré comme un élément central du processus de résolution de problèmes en raison de leurs liens avec les valeurs et les croyances. Celles-ci génèrent des réactions qui contribuent à leur tour à la transformation des problèmes publics. Par l'analyse de trois cas (le Flushgate de Montréal au Québec en 2015, la fermeture de l'usine Nestlé en Ontario et la controverse autour de la station de ski Jumbo en Colombie-Britannique), nous examinons comment les réactions émotionnelles des citoyens face à des événements particuliers transforment les questions d'intérêt public en problèmes publics, tant dans leur nature que dans leur portée. Notre étude permet de mieux comprendre les narratifs autour d'enjeux politiques locaux et régionaux et documente le lien incontournable entre les problèmes publics, les émotions et le territoire.

MAXIME BOUCHER, Institut national de recherche scientifique
(maxime.boucher@ucs.inrs.ca)

Les épreuves performatives de la concertation de quartier

Les travaux portant sur la planification urbaine et la concertation de quartier ne montrent pas clairement le sens que revêtent les formes de communication qui échappent à la discussion formelle et procédurale, ni ne saisissent pleinement le caractère éprouvant de la prise de parole chez les participants désavantagés. Ils ne montrent pas non plus combien les épreuves reliées à la prise de parole ont un impact sur l'évolution du processus de concertation et les résultats qui en ressortent en termes de problématisation, de prises de décision, de plans d'action, du développement d'une vision, d'engagement de budgets et de création de partenariats pour développer des projets concrets dans les espaces publics en réponse aux problèmes publics vécus localement. La communication mettra l'accent sur l'examen des situations qui baignent trop fortement dans les sentiments et les stratégies qui sont mises en place afin d'éviter les crises collectives lors des rencontres entre les partenaires du programme de revitalisation urbaine intégrée (RUI) du quartier Hochelaga à Montréal. Nous nous appuyons sur des observations directes de ces rencontres sur une période de quatre années, ainsi que sur des entrevues semi-dirigées auprès des partenaires de la RUI Hochelaga. Une attention particulière sera portée à l'ancrage théorique qui a permis de développer des outils méthodologiques capables de capter directement le caractère éprouvant de la prise de parole en public, la dramatisation des événements et la ritualisation des interactions entre les participants.

ALAIN FAURE, Science Po Grenoble (alain.faure@sciencespo-grenoble.fr)

La politique (et la science politique) à l'épreuve des émotions

On se méfie des émotions au motif qu'elles masquent les ressorts sociologiques de l'action collective. En science politique, où le partage des savoirs s'est longtemps réalisé au détriment de ces données sensibles, on assiste peut-être à un *emotional turn*. C'est la thèse débattue dans un ouvrage collectif

consacré à l'épreuve des émotions. Comment résoudre les énigmes d'une démocratie sensible qui combine sans cesse des émotions situées, des passions apprivoisées et des idées transcendées ? Et quelle place donner aux affects personnels qui conditionnent le regard du savant ? Alain Faure discutera aussi ses propres tâtonnements de chercheur en évoquant des travaux récents consacrés aux invariants sensibles du pouvoir local.

Panel D5.3
Mercredi 23 mai 2018 14h00-15h30
Lieu : FSS-7035

DIEUDONNÉ TOUKEA, Université de Douala (dtoukea@yahoo.fr)

Les émotions et la construction du référentiel de gestion décentralisée des forêts au Cameroun

Les émotions et la construction du référentiel de gestion décentralisée des forêts au Cameroun

La réforme forestière de 1994 au Cameroun a marqué l'avènement du référentiel de gestion décentralisée dans le secteur forestier. Ce référentiel est le produit d'un double processus d'imposition des valeurs, des normes, des croyances, et d'acceptation du référentiel global de démocratie. La mise en cohérence du secteur environnemental à ce référentiel global, via la démocratie participative, a été favorisée par des réactions émotives de certains activistes à l'échelon local. Cette adaptation a provoqué au Cameroun, l'émergence des problèmes liés à la gestion forestière, dont la publicisation, la mise sur agenda, ont été émaillé à des degrés variés par des phénomènes affectifs. D'où l'intérêt de s'interroger sur les dimensions émotionnelles dans la construction d'une telle politique. Cette étude basée sur une politique publique sectorielle au Cameroun, fait ressortir les modes d'expression des émotions par les acteurs hétérogènes intervenant à des échelles multiples dans le processus de construction des problèmes publics forestiers, tout en mettant en exergue le rôle de ces émotions dans l'élaboration du référentiel de gestion décentralisée des forêts.

ANDRÉ BERNIER, Université d'Ottawa (aberno82@uottawa.ca)

Les « enquête de la police sur la police » au Québec et en Colombie-Britannique : formulation et justification d'un problème public

En 2011 et 2013 respectivement, la Colombie-Britannique et le Québec ont légiféré pour créer des organismes spécifiquement chargés de mener les enquêtes sur les incidents graves impliquant des policiers. Ces nouveaux mécanismes de contrôle externe sont chargés de mener les enquêtes pour déterminer une éventuelle responsabilité criminelle des policiers impliqués dans tous les cas où un citoyen décède ou est gravement blessé d'une intervention policière. Ils sont en outre qualifiés de civils, c'est-à-dire que leur personnel ne compte aucun policier actif dans ses rangs. Ces réformes qui ont eu pour effet de changer de façon notable le statu quo ont été entreprises à la suite d'une mise en problème des « enquêtes de la police sur la police ». Cette communication s'articule autour de deux ensembles d'opérations liés à la problématisation (Neveu, 2015). Ainsi, la première section porte sur l'identification du problème public et consiste en une présentation de ses diverses composantes telles qu'elles ont été mises de l'avant par les acteurs. Nous verrons que le problème comporte cinq grands énoncés. La seconde partie se concentre quant à elle sur les moyens mobilisés afin de démontrer à la fois la réalité du problème formulé et l'importance d'intervenir à son sujet. L'analyse permet notamment d'identifier deux formes particulières du recours à l'émotion qui reposent sur les cas exemplaires : la production de récits détaillés sur des incidents, qui permettent en quelque sorte de les incarner, et la compilation dans des répertoires. La recherche adopte une perspective constructiviste, qui postule que les problèmes publics sont des objets socialement construits, c'est-à-dire qu'aucun d'entre eux ne doit son existence à des propriétés spécifiques objectives qui s'imposeraient comme une évidence à tous (Blumer, 1971 ; Spector & Kitsuse, 1977). Elle mise également sur une sociologie des problèmes publics (Neveu, 2015). Les données proviennent à la fois d'entretiens avec des acteurs et de sources documentaires (mémoires, communiqués, etc.).

Activités spéciales



CONFÉRENCE INAUGURALE

de l'université néolibérale à l'université comme commun

Mercredi 23 mai 2018 @ 15h45
Lieu: Salle FSS-4007, Université d'Ottawa



Jeudi 24 mai 2018
@ 17h30

Local FSS-4007
Pavillon des Sciences
Sociales
Université d'Ottawa

UNIVERSITÉ D'OTTAWA
23-25 MAI 2018

56^e

CONGRÈS
ANNUEL

SQ
SP

LA SCIENCE POLITIQUE ET LA MULTIDISCIPLINARITÉ
QUELLES FORMES EN GÉNERENT ET QUELLES RECONSTITUTIONS ?



uOttawa
#SQSP2018

Remise des prix

Jenson-Pétry et Bélanger-Andrew

Horaires et locaux

Mercredi 23 mai 2018

8:30-9:30	Accueil des participant-e-s							
Local	FSS-4004 50 pers	FSS-4006 30 pers	FSS-4012 30 pers	FSS-4013 16 pers	FSS-4014 28 pers	FSS-4015 15 pers	FSS-5028 30 Pers	FSS-7035 30 pers
9:30-11:00		D4.1 Décoloniser la mémoire. Histoire, oubli et résilience dans la formation des identités politiques post-coloniales	C2.1 Le PQ 50 ans plus tard	D1.1 Perspectives féministes décoloniales: quels apports en science politique?		C5.1 Minorités et droits linguistiques : des promesses et des défis de la recherche interdisciplinaire	A3.1 La justice transitionnelle, carrefour des sciences sociales du politique? Théories en usage et milieu international du traitement des passés violents	D5.1 La construction des problèmes au prisme des émotions
11:00-11:15	Pause-café							
11:15-12:45	C3.1 L'université démocratique et le tournant managérial: reconfiguration de la gouvernance et de la politique universitaire au Québec et en Ontario	D4.2 Décoloniser la mémoire. Histoire, oubli et résilience dans la formation des identités politiques post-coloniales	C2.2 Le PQ 50 ans plus tard	D1.2 Perspectives féministes décoloniales: quels apports en science politique?		C5.2 Minorités et droits linguistiques : des promesses et des défis de la recherche interdisciplinaire	A3.2 La justice transitionnelle, carrefour des sciences sociales du politique? Théories en usage et milieu international du traitement des passés violents	D5.2 La construction des problèmes au prisme des émotions
12:45-14:00	Dîner							
14:00-15h30	C3.2 L'université démocratique et le tournant managérial: reconfiguration de la gouvernance et de la politique universitaire au Québec et en Ontario	D4.3 Décoloniser la mémoire. Histoire, oubli et résilience dans la formation des identités politiques post-coloniales	B1.1 La science politique contemporaine comme discipline carrefour: entre effort holistique, prétention gnoséologique et anarchisme méthodologique	A1.1 Influence et information: en quête de l'intégrité publique	B2.1 Penser l'interdisciplinarité de la science politique avec Harold Laswell	A4.1 La cartographie dans l'atelier du politiste. Est-il parfois nécessaire de cartographier pour mieux sociologiser?		D5.3 La construction des problèmes au prisme des émotions
15:30-15:45	Pause-café							
15:45-17:15	Conférence inaugurale : Christian Laval (Lieu: FSS-4007)							
17:30-19:00	Cocktail de bienvenue - FSS-4007							

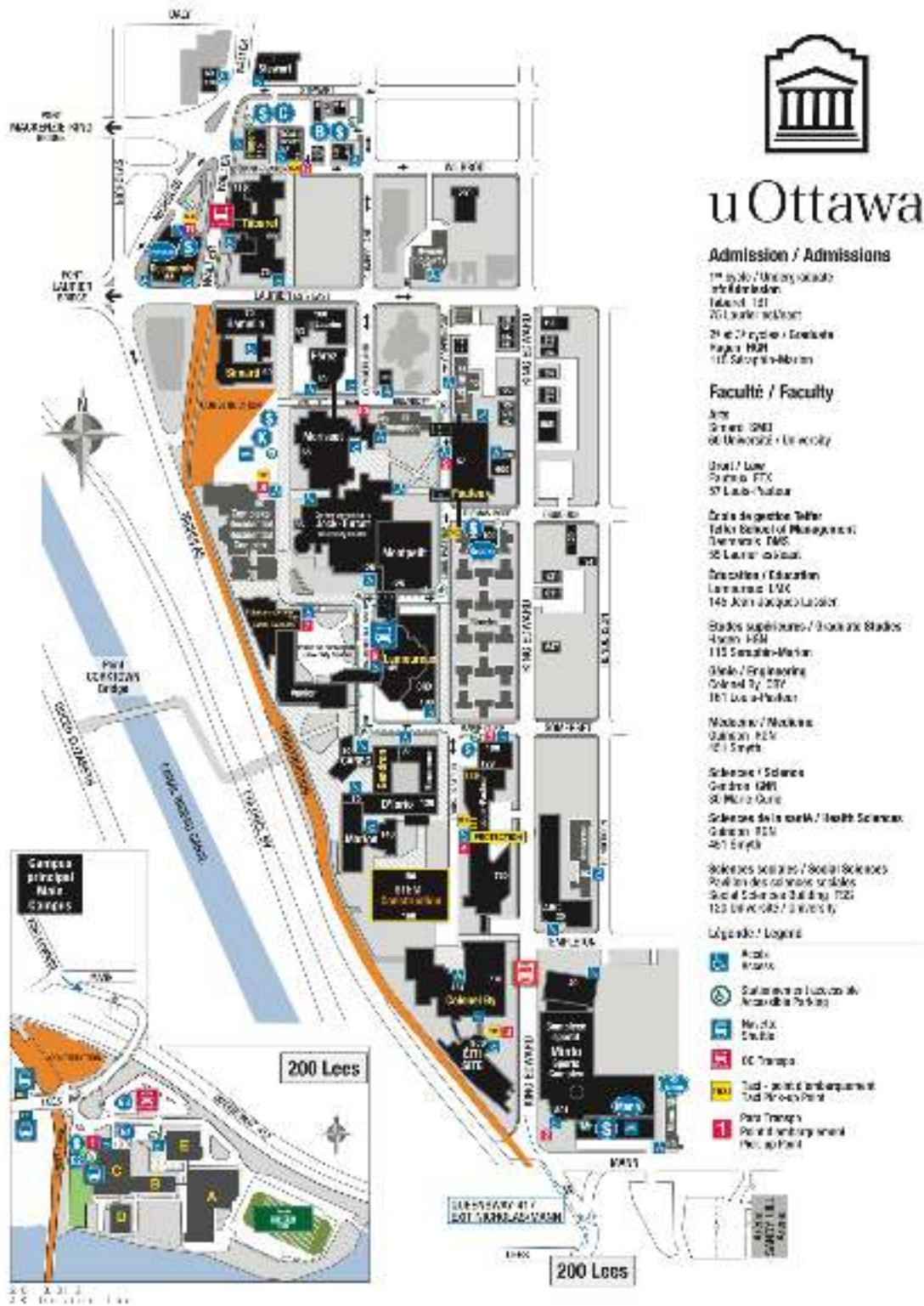
Jeudi 24 mai 2018

Local	FSS-4004 50 pers	FSS-4006 30 pers	FSS-4012 30 pers	FSS-4013 16 pers	FSS-4014 28 pers	FSS-4015 15 pers	FSS-5028 30 Pers	FSS-7035 30 pers
9:30-11:00	D4.4 Décoloniser la mémoire. Histoire, oubli et résilience dans la formation des identités politiques post-coloniales	A5.1 La nouvelle paradiplomatie identitaire	C2.3 Le PQ 50 ans plus tard	D2.1 Le genre comme catégorie d'analyse en science politique: perspectives, enjeux et études de cas	B4.1 Finances publiques et réformes fiscales: un regard multi/inter/trans disciplinarité	A2.1 Les arcanes de la scène politique municipale: des symboles aux actes	B3.1 La transformation de la participation et de l'engagement politique: interroger les (im)possibles d'un objet de recherche multidisciplinaire	C7.1 Le Canada et le Québec : partis politiques et identités
11:00-11:15	Pause-café							
11:15-12:45	D4.5 Décoloniser la mémoire. Histoire, oubli et résilience dans la formation des identités politiques post-coloniales	A5.2 La nouvelle paradiplomatie identitaire	C2.4 Le PQ 50 ans plus tard	D2.2 Le genre comme catégorie d'analyse en science politique: perspectives, enjeux et études de cas	B4.2 Finances publiques et réformes fiscales: un regard multi/inter/trans disciplinarité	A2.2 Les arcanes de la scène politique municipale: des symboles aux actes	B3.2 La transformation de la participation et de l'engagement politique: interroger les (im)possibles d'un objet de recherche multidisciplinaire	C7.2 Le Canada et le Québec : partis politiques et identités
12:45-14:15	Dîner							
14:15-15:45	Assemblée générale (FSS-4007)							
15:45-16:00	Pause-café							
16:00-17:30	D4.6 Décoloniser la mémoire. Histoire, oubli et résilience dans la formation des identités politiques post-coloniales			D2.3 Le genre comme catégorie d'analyse en science politique: perspectives, enjeux et études de cas	B4.3 Finances publiques et réformes fiscales: un regard multi/inter/trans disciplinarité		B3.3 La transformation de la participation et de l'engagement politique: interroger les (im)possibles d'un objet de recherche multidisciplinaire	
17:30-18:30	Remise des prix Jenson-Pétry et Bélanger-Andrew (FSS-4007)							

Vendredi 25 mai 2018

Local	FSS-4004 50 pers	FSS-4006 30 pers	FSS-4013 16 pers	FSS-4015 15 pers	FSS-5028 30 Pers
9:00-10:30	C6.1 Ré-imaginer le Canada: de l'État binational à l'État multinational	C4.1 Bilan des réalisations du gouvernement de Philippe Couillard	D3.1 Les féminismes en marge. Théories politiques, pratiques académiques et action collective	C1.1 Les enjeux liés à la diversité au Québec et au Canada	A6.1 Atelier multidisciplinaire : politiques publiques, processus électoraux et perspectives internationales
10:30-10:45	Pause-café (FSS-4007)				
10:45-12:15	C6.2 Ré-imaginer le Canada: de l'État binational à l'État multinational	C4.2 Bilan des réalisations du gouvernement de Philippe Couillard	D3.2 Les féminismes en marge. Théories politiques, pratiques académiques et action collective	C1.2 Les enjeux liés à la diversité au Québec et au Canada	A6.2 Atelier multidisciplinaire : politiques publiques, processus électoraux et perspectives internationales
12:15-13:45	Diner				
13:45-15:15	C6.3 Ré-imaginer le Canada: de l'État binational à l'État multinational	C4.3 Bilan des réalisations du gouvernement de Philippe Couillard	D3.3 Les féminismes en marge. Théories politiques, pratiques académiques et action collective		A6.3 Atelier multidisciplinaire : politiques publiques, processus électoraux et perspectives internationales
15:15-15:30	Pause-café (FSS-4007)				
15:30-17:00	C6.4 Ré-imaginer le Canada: de l'État binational à l'État multinational	C4.4 Bilan des réalisations du gouvernement de Philippe Couillard	D3.4 Les féminismes en marge. Théories politiques, pratiques académiques et action collective		

Carte du campus de l'Université d'Ottawa



#SQSP2018

